

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
(ANNEXE AU JOURNAL OFFICIEL)

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE COMMUNE
COMPTES RENDUS IN EXTENSO DES SÉANCES

MARS 1958

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

N° 36

EXERCICE 1957 — 1958

DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

SÉANCE DU MERCREDI 26 FÉVRIER 1958

AVERTISSEMENT

La présente édition contient les textes originaux des interventions en langue française et la traduction de celles qui ont été faites dans les autres langues de la Communauté.

Ces dernières sont signalées par une lettre qui les précède:

(A) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue allemande.

(I) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue italienne.

(N) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue néerlandaise.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition de la langue considérée.

ASSEMBLÉE COMMUNE

EXERCICE 1957 - 1958

DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

SÉANCE DU MERCREDI 26 FÉVRIER 1958

(DEUXIÈME SÉANCE DE LA SESSION)

Sommaire

1. Procès-verbal	268	Adoption de cette résolution	276
2. Excuses	268	Suspension et reprise de la séance ..	276
3. Compte des dépenses de l'Assemblée Commune pendant le cinquième exer- cice financier. — Présentation et d's- cussion d'un rapport de M. Charlot, fait au nom de la Commission de la comptabilité et de l'administration de la Communauté et de l'Assemblée Commune: M. Charlot, rapporteur	268	5. Nomination de membres de commissions	276
Adoption d'une résolution modifiée .	269	6. Concentrations d'entreprises. — Pré- sentation et discussion d'un rapport de M. Lapie, fait au nom de la Com- mission du marché commun: M. Lapie, rapporteur	276
4. Etat prévisionnel des dépenses admi- nistratives de l'Assemblée Com- mune. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Janssen, fait au nom de la Commission de la comptabilité et de l'administration de la Communauté et de l'Assemblée Com- mune: M. Janssen, rapporteur	269	Discussion générale: MM. Birrenbach, Debré, Roselli, Armengaud, Spieren- burg, vice-président de la Haute Au- torité; Debré, Spierenburg, Lapie, rapporteur; Debré, Spierenburg, De- bré, Lapie, rapporteur. — Clôture ..	279
Discussion générale: MM. Struye, Charlot, Armengaud, président de la Commission; Margue, Struye	270	Lecture d'une résolution proposée par la Commission	297
Lecture d'une résolution proposée par la Commission	274	Amendement de M. Birrenbach: MM. Bertrand, Triboulet, Lapie, rappor- teur; Birrenbach, Teitgen, Finet, pré- sident de la Haute Autorité; Deist, Lapie, rapporteur; Struye, Birren- bach. — Retrait	298
		Adoption de la résolution	301
		7. Politique salariale. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Neder- horst, fait au nom de la Commission des affaires sociales: M. Nederhorst, rapporteur	301

<i>Discussion générale: MM. Mutter, Margue, Hazenbosch, Philipp, Gilles Gozard, Triboulet</i>	306
<i>Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance</i>	321
8. <i>Ordre du jour</i>	321

PRESIDENCE DE M. FURLER

(La séance est ouverte à 10 h. 20.)

M. le président. — La séance est ouverte.

1. — *Procès-verbal*

M. le président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Excuses*

M. le président. — M. Conrad s'excuse de ne pas pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Loesch s'excuse de ne pouvoir assister à la fin de la session.

3. — *Compte des dépenses de l'Assemblée Commune pendant le cinquième exercice financier*

M. le président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Charlot, fait au nom de la Commission de la comptabilité et de l'administration de la Communauté et de l'Assemblée Commune, sur le compte des dépenses de l'Assemblée Commune pendant le cinquième exercice financier 1956-1957.

La parole est à M. Charlot, rapporteur.

M. Charlot, rapporteur. — Monsieur le président, messieurs, votre Commission de la comptabilité et de l'administration a étudié le compte des dépenses de l'Assemblée Commune pendant l'exercice financier 1956-1957. En application du mandat qu'elle m'a donné, j'ai établi le document n° 13 qui relate les conclusions auxquelles elle a abouti.

Comme, d'autre part, j'ai eu l'honneur en novembre dernier, lors de la session de Rome, d'intervenir sur cette question, je ne pourrais aujourd'hui que me répéter ou lire des passages de mon rapport écrit. Or, j'ai souci de ne pas faire perdre de temps à l'Assemblée.

Je pense donc, monsieur le président, que vous me permettrez de ne pas en dire davantage, tout en me donnant la parole, le cas échéant, pour apporter les explications que les interventions de nos collègues pourraient rendre nécessaires.

Toutefois, je dois apporter une rectification de forme à la proposition de résolution présentée par notre Commission.

La fin de cette proposition de résolution est ainsi conçue : « arrête le compte de ses dépenses pendant l'exercice financier 1956-1957 au montant de 63.355.060 frb., réparti par chapitres et articles du plan comptable comme indiqué dans le document 13 bis et en donne décharge au Bureau et au Secrétariat ».

La précision que je dois apporter à ce texte concerne les personnes auxquelles il est proposé de donner décharge. La fin de cet alinéa serait ainsi conçue : « ...donne décharge au Président, au Secrétaire général et au Secrétariat ».

Cette rédaction rendrait notre résolution plus conforme aux prescriptions des articles 43 et 47 de notre règlement intérieur.

M. le président. — Je remercie M. Charlot pour son rapport.

Personne ne demande la parole ?...

La Commission nous a soumis une proposition de résolution que vous trouverez à la page 15 du rapport. M. le rapporteur y a apporté une modification. Je donne lecture de cette résolution dans sa teneur modifiée :

RESOLUTION**relative au compte des dépenses
de l'Assemblée Commune pendant le cinquième
exercice financier (1956-1957)**

« L'Assemblée Commune,

vu sa résolution du 9 novembre 1957 relative au compte des dépenses de l'Assemblée Commune pendant le cinquième exercice financier (1956-1957),

vu le rapport de sa Commission de la comptabilité et de l'administration,

arrête le compte de ses dépenses pendant l'exercice financier 1956-1957 au montant de 63.355.060 frb., réparti par chapitres et articles du plan comptable comme indiqué dans le document 13 bis et en donne décharge au Président, au Secrétaire général et au Secrétariat. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

La résolution est adoptée à l'unanimité.

4. — Etat prévisionnel des dépenses administratives de l'Assemblée Commune

M. le président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Janssen, fait au nom de la Commission de la comptabilité et de l'administration de la Communauté et de l'Assemblée Commune, sur le projet d'état prévisionnel des dépenses administratives de l'Assemblée Commune pour l'exercice financier 1958-1959.

La parole est à M. Janssen, rapporteur.

M. Janssen, rapporteur. — (N) Au cours de cette année, la Commission de la comptabilité et de l'administration a été amenée à s'occuper des dispositions des nouveaux traités.

Dans l'introduction de mon rapport, j'ai montré comment les dispositions du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et celles des traités de Rome ont placé la Commission de la comptabilité et de l'administration devant des difficultés qui n'étaient pas faciles à surmonter et j'ai indiqué, d'autre part, comment, en tenant compte des dispositions des traités et en se fondant sur l'expé-

rience pratique, elle était parvenue à la solution qui a été retenue.

Les prescriptions auxquelles la Commission a voué son attention sont celles de l'article 78 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et celles de l'article 44 du Règlement de l'Assemblée Commune, ainsi que les dispositions de l'article 2 de la Convention relative à certaines institutions communes aux Communautés européennes qui dispose, comme on le sait, qu'une Assemblée commune unique sera instituée. Pour le surplus, les compétences générales et spéciales de l'Assemblée Commune demeurent intactes.

A cela s'ajoute le fait que le délai nécessaire à la mise en œuvre de la procédure prévue par le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier exige qu'un budget pour l'exercice 1958-1959 soit établi dès à présent, bien qu'il soit difficile de prévoir ce qui se passera au cours des mois à venir, pendant l'exercice 1958-1959.

En dépit de ces difficultés, insurmontables en apparence, qui s'opposent à l'établissement d'un budget, votre Commission a estimé devoir signaler à l'Assemblée Commune qu'elle ne remplirait pas entièrement ses obligations si elle ne faisait pas bénéficier de son expérience de cinq années la nouvelle Assemblée à laquelle elle est aussi liée par des attaches juridiques et morales.

Quant aux deux parties du rapport qui suivent l'introduction, la première est consacrée à la base de calcul des crédits, tandis que la deuxième contient une analyse des crédits.

Dans la première partie de son rapport, votre Commission a indiqué les points de départ qu'elle a dû prendre. En premier lieu, elle a dû tenir compte du fait que les travaux ont gagné en ampleur par rapport au passé, ce qui entraîne une augmentation des crédits prévus.

Il faut noter ensuite les effets de la modification apportée à l'article 21 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et en vertu de laquelle le nombre des représentants composant l'Assemblée a été accru.

En troisième lieu, la Commission a examiné le cas, toujours en suspens, de quelques agents temporaires dont l'emploi est devenu pratiquement permanent. D'accord avec le Bureau, votre

Commission estime nécessaire de régler rapidement cette question. Une réglementation définitive devrait être arrêtée pour une cinquantaine de fonctionnaires qui viendraient s'ajouter aux 81 fonctionnaires statutaires. Vous ne l'ignorez pas, cette question est en souffrance depuis un certain temps déjà, mais elle ne pouvait pas être réglée à cause du litige qui était pendant auprès de la Cour de Justice. Cet obstacle n'existe plus maintenant.

La Commission s'est procuré des informations détaillées et s'est livrée à une étude approfondie sur le nombre des agents que réclament les nécessités du service. Elle a abouti à la conclusion qu'au lieu du nombre actuel de 81 fonctionnaires permanents, 132 fonctionnaires permanents étaient nécessaires. La Commission en a tenu compte en arrêtant l'article 11.

Parlant toujours de la base de calcul, je signalerai en quatrième lieu qu'il faut prévoir certaines dépenses qui s'imposent sur le plan administratif et sur le plan de l'organisation en raison de l'absorption de l'Assemblée Commune par l'Assemblée européenne unique. A cette fin, un crédit de 40 millions de francs belges a été prévu ; il constituera un fonds spécial dont la gestion et la comptabilisation seront distinctes par rapport aux autres crédits. En temps voulu, la Communauté Economique Européenne et l'Euratom devront rembourser, à raison d'un tiers chacune, les crédits utilisés ; la partie non utilisée de ces crédits sera reversée à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

D'une façon générale, l'état prévisionnel pour l'exercice 1958-1959 est établi sur la base des crédits dont la nouvelle Assemblée aura besoin pour pouvoir s'acquitter de ses tâches telles qu'elles sont définies par le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Permettez-moi de faire maintenant quelques remarques à propos de la deuxième partie du rapport, celle qui contient une analyse des crédits. Les crédits pour le personnel statutaire et auxiliaire inscrits à l'article 11 accusent une assez forte augmentation. Celle-ci est due, en partie, au fait qu'il a fallu procéder à des virements de crédits pendant l'exercice en cours, si bien que l'écart est moins grand qu'il ne paraît. Pour le reste, l'augmentation est déterminée par les besoins de personnel dont je viens de parler. Enfin, l'application de certaines dispositions réglementaires rend nécessaires quelques dépenses supplémentaires.

L'augmentation des crédits inscrits au chapitre des dépenses de fonctionnement est commentée au paragraphe 18 du deuxième chapitre.

Pour terminer, monsieur le président, je me permets de prier l'Assemblée d'adopter la proposition de résolution présentée au nom de la Commission de la comptabilité et de l'administration.

M. le président. — Je remercie M. Janssen pour son rapport.

Dans la discussion générale, la parole est à M. Struye.

M. Struye. — Je ne compte pas abuser des instants de l'Assemblée, mais je tiens cependant à dire que je suis frappé — et ce n'est pas la première fois que je suis à même de faire cette remarque — de l'intérêt assez réduit que porte l'Assemblée aux questions budgétaires et financières alors que, historiquement et traditionnellement, le rôle premier et essentiel d'un parlement est de décider et, dans la mesure où il ne peut en décider lui-même, de contrôler toujours strictement l'emploi des deniers publics.

Au moment où va se clore l'activité spécifique de l'Assemblée Commune, j'exprime le vœu que les futures assemblées européennes soient, plus que les assemblées passées n'ont pu le faire, en mesure d'exercer pleinement ce rôle fondamental de décision et de contrôle en matière budgétaire.

Mon allusion au peu d'intérêt témoigné pour ces questions ne concerne pas, bien sûr, la Commission spécialisée de la comptabilité et de l'administration, ni ses excellents rapporteurs qui, eux, au contraire, se sont, comme on dit aujourd'hui, « penchés » sur ces problèmes avec une attention et une compétence soutenues et toujours en éveil. Mais, mon observation se trouve confirmée par le petit nombre de représentants qui sont présents à cette séance du matin. Il en a toujours été ainsi lors de la discussion de ce genre de problèmes. Ce peu d'intérêt résulte, je pense, de ce qu'en fait — et le fait inspire, dicte souvent le droit et même le prime parfois — il est à peu près impossible aux membres de l'Assemblée, quelle que soit la bonne volonté de nos collègues, de suivre de près l'évolution des dépenses ainsi que la situation budgétaire de l'Assemblée elle-même et, *a fortiori*, des autres institutions de la Communauté, dont cependant il

conviendrait de contrôler sérieusement l'activité financière. C'est avec plaisir que je note le geste d'acquiescement de notre excellent rapporteur, M. Charlot, que ses fonctions nationales rendent particulièrement qualifié pour émettre un avis en la matière.

Aussi longtemps que les représentants européens ne seront pas élus au suffrage universel et ne rempliront pas leurs fonctions *full time*, il sera impossible de désigner parmi eux un groupe permanent qui s'attacherait quotidiennement, si je puis dire, à cette mission de contrôle. A l'heure actuelle, c'est une impossibilité de fait. Il est déjà difficile de cumuler, de jumeler, d'harmoniser des fonctions nationales et des fonctions européennes. Certes, on peut le faire et nous le faisons tous avec le maximum de conscience en assistant le plus souvent possible aux réunions de l'Assemblée et de ses commissions compétentes. Mais croire que nous pouvons exercer ce contrôle de l'activité budgétaire de l'Assemblée et des autres institutions de la Communauté — contrôle qui serait pourtant indispensable — serait un leurre.

Mon intervention n'est peut-être qu'un vœu pieux, mais je crois cependant qu'il n'est pas dépourvu d'intérêt quant au développement des futures assemblées européennes et à l'extension de leurs pouvoirs réels.

En dehors de ce souhait de caractère général, je voudrais, m'étant sur un point particulier séparé de mes collègues de la Commission, préciser ce qui a justifié mon vote d'abstention sur le rapport de M. Charlot.

Je tiens à rendre hommage à l'activité du commissaire aux comptes et je souhaite que l'expérience soit poursuivie dans les futures communautés et développée plutôt que réduite.

Je sais qu'un certain nombre de membres de l'Assemblée ont parfois été quelque peu heurtés par des initiatives qu'ils jugeaient trop extensives, du commissaire aux comptes. Objectivement, M. Charlot, rapporteur, a signalé que la mission du commissaire aux comptes est différente de celle de l'Assemblée et de sa commission compétente et que la décision sur l'opportunité et l'ampleur des dépenses n'appartiennent pas à ce commissaire, mais aux commissions, tout au moins en ce qui concerne les avis, puis à l'Assemblée dans la mesure, d'ailleurs trop restreinte, où celle-ci peut prendre des décisions.

Tout cela est exact, mais je crois, toutefois, que nous devrions nous départir de l'attitude qui semble redouter que des experts spécialement qualifiés — car il ne s'agit pas d'une autorité proprement dite — et désignés à cette fin nous donnent et donnent aux institutions de la Communauté des avis éclairés, objectifs, impartiaux sur ce que pourrait être telle ou telle dépense, sur le caractère peut-être excessif de tel ou tel engagement, sur l'amélioration qui pourrait être apportée à telle méthode dont l'emploi prête à critique.

Nous avons le plus grand intérêt, du point de vue de l'avenir, du crédit et de l'autorité des institutions européennes, à ne pas négliger l'avis des hommes compétents en la matière. Je pense que les données nombreuses, précises, détaillées, minutieuses, que nous a fournies le commissaire aux comptes pendant les cinq dernières années ont été précieuses pour l'Assemblée et pour tous ceux qui, à un titre quelconque, sont responsables des finances d'un organe ou d'une institution de la Communauté.

Il faut souhaiter que ce contrôle extérieur, qui ne saurait bien entendu porter préjudice au pouvoir politique que les institutions tiennent du Traité, puisse se développer dans l'intérêt général.

Je pense vraiment que notre Assemblée a eu parfois tendance à négliger quelque peu cet aspect qui, je le disais en commençant, est fondamental dans un parlement. Nous répétons à longueur de journée que les Assemblées européennes devraient disposer de plus de pouvoirs. Or, en l'absence de contrôle effectif et efficace des dépenses, il n'y a pas d'assemblée parlementaire digne de ce nom.

Je souhaite donc qu'à l'avenir, en s'inspirant de notre expérience et à la lumière aussi des avis, des indications précieuses, fournis par le commissaire aux comptes, les futures assemblées puissent exercer d'une manière moins limitée et plus libérale, une fonction qui est véritablement de l'essence d'un régime parlementaire et démocratique et je tiens à exprimer ma gratitude au commissaire aux comptes et à rendre hommage à la conscience avec laquelle il a rempli sa tâche.

M. le président. — Je remercie M. Struye pour son exposé dont l'importance ne nous a pas échappé.

La parole est à M. Charlot.

M. Charlot. — Monsieur le président, je pense que les observations que vient de présenter M. Struye concernent davantage le rapport que j'ai défendu que celui de M. Janssen. C'est pourquoi je m'excuse auprès de vous et auprès de nos collègues de reprendre la parole pour répondre à ces observations.

Je suis pleinement d'accord avec M. Struye pour reconnaître que l'une des prérogatives principales d'une assemblée parlementaire est précisément le contrôle budgétaire. De même, je reconnais que, tant que les tâches confiées aux membres des Assemblées internationales s'ajouteront à leurs tâches nationales, un contrôle effectif et complet est quasiment impossible.

Mais je pense qu'une légère modification, sinon de notre Règlement, tout au moins de nos coutumes, pourrait apporter une certaine amélioration.

Celle-ci consisterait en la nomination, au sein de la Commission de la comptabilité, d'un rapporteur général ayant des pouvoirs à peu près similaires à ceux des rapporteurs généraux des commissions des finances de nos Assemblées nationales.

En effet, le défaut de contrôle que l'on peut constater à l'heure actuelle dans notre système de comptabilité réside dans le fait que, chaque année, lorsque les documents relatifs à l'état prévisionnel sont déposés devant notre Commission, elle désigne un rapporteur.

Ce rapporteur jouit, sans doute, d'un certain pouvoir, d'un droit d'investigation et il a, par conséquent, la possibilité de demander toutes justifications au service financier.

Cependant, ses droits s'arrêtent au moment où il vient défendre son rapport devant vous, de telle sorte que, dès le lendemain, il n'est plus nanti de la moindre autorité pour exercer un contrôle, ni même pour demander des explications que, je m'empresse de le dire, l'administration de l'Assemblée ne refuse jamais aux membres de la Commission de la comptabilité.

Je pense donc que, si un membre de la Commission de la comptabilité avait la fonction permanente de rapporteur général, il jouirait d'une autorité lui permettant de suivre au jour le jour les opérations budgétaires.

Voilà quant au premier point.

Je suis d'accord avec M. Struye pour défendre les prérogatives parlementaires, mais crois qu'il faut le faire dans tous les domaines et c'est ici que je ne comprends pas très bien le reproche qu'il m'adresse.

Si, au sein de ce rapport, j'avais trouvé à redire à certaines prérogatives données par les textes à M. le commissaire aux comptes, je serais d'accord avec M. Struye. Mais ce n'est pas le cas.

Nous nous sommes contentés de rappeler les textes, aussi bien ceux du Traité que ceux du Règlement de l'Assemblée et de dire qu'il nous paraissait quelque peu choquant que M. le commissaire aux comptes aille, en certaines circonstances, plus loin que les droits qui lui sont conférés par les textes en question.

Nous n'avons pas voulu dire autre chose et je veux donner l'assurance que ni l'administration, ni la Commission de la comptabilité, ne redoutent les contrôles et les investigations de M. le commissaire aux comptes.

M. le président. — Je remercie M. Charlot pour les compléments qu'il nous a donnés en sa qualité de rapporteur.

La parole est à M. Armengaud, président de la Commission.

M. Armengaud, président de la Commission. — Monsieur le président, je m'excuse d'intervenir, mais je voudrais faire quelques courtes observations.

Je ne crois pas — et je réponds ici à M. Struye — que nous en soyons déjà à la possibilité d'avoir des mandats européens qui nous retirent tous mandats nationaux.

En effet, nous risquerions, à ce moment-là, de perdre de vue nos problèmes nationaux et de ne plus assurer la liaison nécessaire entre ceux-ci, que nous vivons à l'intérieur de nos pays, et ceux que nous devons discuter à l'intérieur de la Communauté.

Je crains que, si nous allions directement vers la formule que vous avez évoquée, nous ne nous trouvions presque devant des hommes désincarnés, ce qui ne serait peut-être pas une bonne formule.

Je pense, à cet égard, que c'est l'expérience de l'Assemblée prochaine qui nous guidera et

que, dans quelques années, si nous sommes encore là, nous pourrions reprendre le débat. Mais, pour l'instant, il serait sage que les parlementaires internationaux conservent leurs fonctions nationales. Ayant les deux à la fois, ils auront une vue plus exacte des problèmes qui se posent, non seulement dans la Communauté, mais également dans leurs propres pays.

Je répondrai maintenant à M. Charlot ; j'estime que le fonctionnement de la Commission de la comptabilité peut évidemment être amélioré et que l'idée qu'il soumet de la création d'un poste de rapporteur général mérite d'être étudiée.

Ceci dit, il faut que nous examinions comment la question va se poser au sein de la nouvelle Assemblée. En effet, les responsabilités de cette nouvelle Assemblée et celles de la Haute Autorité et des deux Commissions ne sont pas les mêmes en matière financière. Il n'est pas nécessaire de revenir sur les traités, car chacun sait que la Haute Autorité dispose de moyens que n'ont pas les autres Commissions, puisque le prélèvement est un droit particulier au Traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. C'est ainsi que les opérations que nous pourrions faire, les autres institutions, qui doivent s'adresser à la banque d'investissements, ne le pourront pas.

S'il est donc important de penser à l'avenir et notamment à la création d'un poste de rapporteur général, il faut le faire dans l'optique de la structure financière des nouvelles institutions, prises dans leur ensemble.

Enfin, pour répondre à une préoccupation de M. Struye, préoccupation que nous avons tous eue, d'ailleurs, lors de la réunion de la Commission, au mois de mai, je dirai que la Commission de la comptabilité a l'intention de faire à l'Assemblée de mai prochain un exposé d'ensemble sur tout ce qui s'est passé du point de vue financier depuis la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, de manière à informer l'Assemblée entière, non seulement des problèmes relatifs aux dépenses de l'Assemblée Commune, mais également de l'emploi de l'ensemble des fonds, même dans les domaines particuliers des œuvres sociales, du travail, des investissements.

Ayant ainsi une vue perspective sur le passé, étendue sur cinq années, nos collègues de la nouvelle Assemblée pourront voir à quelles difficultés nous nous sommes heurtés et quelles

sont les améliorations qu'il convient d'apporter aux méthodes mises en œuvre.

Je remercie donc, en la circonstance, M. Struye d'avoir attiré notre attention sur l'ensemble du problème.

M. le président. — Je remercie M. Armengaud.

La parole est à M. Margue.

M. Margue. — J'ai été très sensible aux critiques présentées par notre ami M. Struye relatives au peu d'intérêt de l'Assemblée pour les questions budgétaires.

Je voudrais pourtant faire remarquer qu'au moment où la discussion a eu lieu, la délégation luxembourgeoise était présente au complet. Ce n'est donc pas à elle que s'adresse le reproche formulé par M. Struye.

En second lieu, s'il y a un manque d'intérêt pour les questions budgétaires, cela tient probablement au fait que ce que nous votons ici n'est pas un véritable budget. En tant que membres de la Commission de la comptabilité, nous l'avons souligné maintes fois au cours des années précédentes, nous arrêtons les dépenses, mais nous ne votons pas les recettes, c'est-à-dire les impôts. C'est cela qui enlève certainement une bonne part de l'intérêt que l'Assemblée pourrait porter à ces questions d'ordre budgétaire.

Le montant de l'impôt est fixé par la Haute Autorité et nous avons conscience qu'il dépasse largement le montant des dépenses administratives. Dès lors, si l'on constate, par l'examen des comptes, que tout est en ordre, que voulez-vous que l'Assemblée apporte encore à la discussion des problèmes budgétaires ?

M. le président. — Je remercie M. Margue.

La parole est à M. Struye.

M. Struye. — Je me réjouis d'avoir, tout au moins par mon intervention, provoqué un embryon de débat. Je félicite de tout cœur, mais sans aucune surprise, la délégation luxembourgeoise pour l'assiduité renouvelée dont elle a fait preuve dans ce domaine comme d'ailleurs dans tous les autres. Elle pourrait servir d'exemple à pas mal d'autres délégations.

Pour le surplus, je voudrais dire à M. le président Armengaud qu'il m'a peut-être mal compris, à moins que je me sois exprimé d'une manière trop elliptique. Je n'ai pas prôné la désignation, demain ou après-demain, de représentants aux Assemblées européennes par le moyen d'élections au suffrage universel. Je considère, comme lui, que la question est prématurée et j'estime qu'il serait périlleux même d'envisager cette réforme dans un avenir immédiat. J'avais simplement parlé « du jour où, » sans me prononcer sur une date précise.

Il serait alors possible, ce qui ne l'est pratiquement pas aujourd'hui, d'avoir, parmi les nombreux représentants à *full time*, un petit corps spécialisé de questeurs — si je puis employer ce terme — de représentants dont la compétence technique s'attacherait plus particulièrement à ce genre de problème, de représentants qui exerceraient vraiment un contrôle permanent et quotidien.

C'était ma seule observation.

En ce qui concerne ce qu'a dit M. Charlot, il est exact que mon intervention est venue cinq minutes trop tard, puisque la discussion générale avait été close. Mais cette discussion générale — qui n'a pas eu lieu — s'est déroulée avec la rapidité d'un Spoutnik et c'est pourquoi j'ai cru bien faire en la faisant rejaillir à propos de la discussion du rapport de M. Janssen.

M. Charlot a bien voulu, en somme, marquer son accord sur les lignes générales que je m'étais permis d'exposer. Il n'y a qu'un point sur lequel nous demeurons en divergence d'idées.

M. Charlot a estimé choquantes — c'est le terme qu'il a employé — certaines des initiatives du commissaire aux comptes.

En ce qui me concerne, je continue à croire — et je souhaite que les futures Assemblées se pénètrent de cette idée — que lorsqu'on crée une institution comme celle d'un commissaire aux comptes, institution entraînant, d'ailleurs, des frais qui ne sont pas négligeables, il faut qu'elle puisse avoir un rendement vraiment efficace.

Je pense, messieurs, que si l'on demande au commissaire aux comptes uniquement de vérifier si, dans les écritures, deux et deux sont bien indiqués comme faisant quatre et s'il n'y a pas eu de faux en écritures, ni d'escroqueries dont personne évidemment n'a jamais soupçonné quiconque, sa tâche est vraiment inutile et on pourrait peut-être même alors la supprimer.

Je crois, au contraire, que l'utilité de ce genre de contrôle est de fournir à l'Assemblée souveraine et aux autres institutions le maximum de données de fait avec, éventuellement, non pas des décisions, non pas même des critiques, mais des avis qui pourraient jouer un rôle effectif lors des décisions futures quant à l'opportunité de telle ou telle dépense ou à la révision de telle ou telle méthode.

C'est le seul point sur lequel je regrette de ne pas être, semble-t-il, d'accord à 100 pour 100 avec mon très distingué collègue et ami, M. Charlot.

M. le président. — Je remercie M. Struye.

Personne ne demande plus la parole ?

La discussion générale est close.

Je donne lecture de la résolution proposée par la Commission :

RESOLUTION

relative à l'état prévisionnel des dépenses administratives de l'Assemblée Commune pour l'exercice financier 1958-1959

« L'Assemblée Commune,

vu l'article 78 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, vu l'article 44 de son Règlement,

vu le rapport de la Commission de la comptabilité et de l'administration de la Communauté et de l'Assemblée Commune sur le projet d'état prévisionnel des dépenses administratives de l'Assemblée Commune pour l'exercice 1958-1959 (Doc. n° 18, février 1958),

établit l'état prévisionnel de ses dépenses administratives pour l'exercice financier 1958-1959 à un montant de frb. 139.490.000 réparti comme suit :

<i>CHAPITRE I</i>	— TRAITEMENTS, INDEMNITÉS ET CHARGES SOCIALES	frb. 55.360.000,—
<i>Article 10</i>	— Représentants à l'Assemblée Commune	—
<i>Article 11</i>	— Personnel statutaire et personnel auxiliaire	frb. 51.960.000,—
<i>Article 12</i>	— Frais et indemnités à l'occasion de l'entrée en fonction et à la cessation des fonctions et à l'occasion des mutations	frb. 3.400.000,—
<i>CHAPITRE II</i>	— DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	frb. 25.600.000,—
<i>Article 20</i>	— Dépenses relatives aux immeubles, au mobilier et au matériel	frb. 4.000.000,—
<i>Article 21</i>	— Dépenses d'équipement	frb. 1.300.000,—
<i>Article 22</i>	— Dépenses diverses de fonctionnement des services	frb. 3.700.000,—
<i>Article 23</i>	— Dépenses de publication et d'information	frb. 4.700.000,—
<i>Article 24</i>	— Frais de mission, réunions, honoraires d'experts, frais pour recherches et études	frb. 11.550.000,—
<i>Article 25</i>	— Frais de réception et de représentation	frb. 350.000,—
<i>Article 26</i>	— Dépenses non spécialement prévues aux articles du présent chapitre	p.m.
<i>CHAPITRE III</i>	— DÉPENSES DIVERSES	frb. 6.530.000,—
<i>Article 30</i>	— Commission des Présidents	p.m.
<i>Article 31</i>	— Commissaire aux comptes	p.m.
<i>Article 32</i>	— Œuvres sociales	—
<i>Article 33</i>	— Contributions diverses	frb. 6.000.000,—
<i>Article 34</i>	— Fonds pour dépenses conformément à l'article 47 du Règlement de l'Assemblée	frb. 200.000,—
<i>Article 35</i>	— Frais de secrétariat de la Présidence	frb. 330.000,—
<i>Article 36</i>	— Union interparlementaire	p.m.
<i>CHAPITRE IV</i>	— DÉPENSES EXTRAORDINAIRES	—
<i>Article 40</i>	p.m.	
<i>CHAPITRE V</i>	— CRÉDITS EN CONSIDÉRATION DE L'ARTICLE 78, § 5, DU TRAITÉ..	frb. 12.000.000,—
<i>Article 50</i>	— Crédits en considération de l'article 78, § 5, du Traité	frb. 12.000.000,—
<i>CHAPITRE VI</i>	— DÉPENSES IMPRÉVISIBLES	frb. 40.000.000,—
<i>Article 60</i>	— Dépenses imprévisibles	frb. 40.000.000,—»

Il n'y a pas d'opposition à cette résolution ?...

Elle est adoptée.

Messieurs, conformément à la décision qui a été prise hier, nous examinerons au début de cet après-midi le rapport complémentaire de M. Lapie.

Nous sommes ainsi arrivés au terme de notre réunion du matin. La séance sera reprise à 15 heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 10 h. 45, est reprise à 15 h. 10.)

PRESIDENCE DE M. FURLER

M. le président. — La séance est reprise.

5. — *Nomination de membres de commissions*

M. le président. — J'informe l'Assemblée que le groupe démocrate-chrétien présente la candidature de M. van Campen pour remplacer M. Sassen dans la Commission du marché commun et dans la Commission des affaires politiques et des relations extérieures de la Communauté.

M. van Campen est également proposé pour siéger au sein de la sous-commission de la politique commerciale sur désignation de la commission ?...

Elles sont ratifiées.

6. — *Concentrations d'entreprises*

M. le président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Lapie, fait au nom de la Commission du marché commun, sur les concentrations d'entreprises dans la Communauté.

La parole est à M. Lapie, rapporteur.

M. P.-O. Lapie, rapporteur. — Monsieur le président, messieurs, c'est en ma qualité de rapporteur de la Commission du marché commun que je prends la parole sur la proposition de résolution qui a été distribuée et le rapport complémentaire qui porte le numéro 16 de cet exercice.

J'avoue, monsieur le président, que je suis un peu confus de la brièveté de ce rapport complémentaire ; néanmoins, je n'ai pas grand-chose à dire de plus. En effet, depuis plusieurs années déjà, l'Assemblée a été saisie de cet important problème des concentrations.

Vous vous souvenez certainement du rapport qui vous fut présenté par M. Fayat : la Commission du marché commun et l'Assemblée ont été saisies de ce rapport, qui a été publié sous le numéro 26 de l'exercice 1956/1957. La discussion extrêmement importante, très intéressante et très complète, qui eut lieu au mois de mai, fait que vraiment je n'ai plus que peu de choses à ajouter.

Le rapport de mon ancien collègue M. Fayat a été, en quelque sorte, repris par M. Poher, qui était président de la Commission du marché commun et qui, à la suite du débat général, a présenté une proposition de résolution.

Par un sort des choses publiques, qui présente un certain intérêt au point de vue national, il s'est trouvé que les deux rapporteurs successifs ont été élevés au rang de ministre dans leurs pays nationaux et n'ont pu continuer leurs travaux en cette qualité. Je ne sais si c'est là pour moi une prophétie ; en tout cas, je me borne à faire un rapport extrêmement bref, de façon à ne pas courir le danger de vous être arraché trop vite.

Je suis ici un « rapporteur » au sens le plus minime du mot, dans le sens que je rapporte le gibier des autres. Je suis en quelque sorte un postier, je dirai un messenger, pour employer un terme un peu plus noble. C'est, par conséquent, en quelques mots très simples que je vais vous résumer l'esprit de cette résolution dont je ne suis pas l'auteur, sauf dans la mesure où j'ai pu collaborer aux travaux de la Commission du marché commun.

L'idée générale de ce document, comme d'ailleurs tout ce qui sort d'une commission, est inspirée d'un esprit de compromis, esprit qui a été poussé très loin par tous, de façon que

l'Assemblée Commune ne se sépare pas sans avoir alerté d'une façon aussi précise que possible l'opinion de ses membres, et aussi la Haute Autorité, sur l'importance que la Commission du marché commun attache à ce problème.

Si vous voulez bien prendre en considération le rapport et la résolution qui le terminent, vous remarquerez l'intérêt que l'Assemblée Commune tout entière porte à ce problème des concentrations, dans la ligne d'ailleurs du Traité et aussi dans la mesure où cela pourra servir ultérieurement de base de travail à la future Assemblée.

Vous savez que les concentrations d'entreprises sont apparues dans l'économie moderne comme un phénomène très important ; elles sont particulièrement fréquentes dans les entreprises relevant de la compétence de notre Communauté. Dans tous les pays, et par conséquent également au sein de la Communauté charbon-acier, on s'est aperçu que les grandes unités de production qui se constituaient pouvaient servir soit à spécialiser les fabrications ou à les rationaliser, soit à échanter à de trop grandes fluctuations conjoncturelles.

Par conséquent, elles constituent dans l'économie du vingtième siècle un phénomène qui peut être considéré soit comme favorable, soit comme défavorable, mais qui, on doit le constater, existe et constitue un élément important de la vie économique de nos différents pays.

La seule chose à considérer est de savoir si les concentrations peuvent créer des disproportions ou des déséquilibres dans certaines branches de production, aboutir à la constitution de monopoles de fait et avantager ou désavantager certains consommateurs ou les exclure du libre accès aux sources de production, bref, d'être un élément non pas régularisateur, mais perturbateur du marché.

Il faut donc faire entrer ces concentrations dans une harmonie générale du marché, de façon qu'elles conduisent à la satisfaction d'un besoin économique réel. Pour arriver à ce résultat est-il besoin d'intervenir d'une façon constante ? Non ! Il suffit d'occuper un certain nombre de postes de surveillance, et ce sont en somme ces postes de surveillance qui ont été organisés, en particulier par l'article 66 du Traité.

Cet article, un des plus longs du Traité, reconnaît à la Haute Autorité le droit de recevoir

communication préalable des projets de concentration soumis à son autorisation. La Haute Autorité a donc le droit d'exiger tous renseignements utiles et d'intervenir dans le cas où une position dominante sur le marché serait utilisée à des fins contraires au Traité.

Ces considérations vous étant présentées et ce rappel étant fait, quelle a été la position de votre Commission du marché commun ? Elle s'est efforcée de s'inspirer, d'une façon aussi complète que possible, de l'action poursuivie par la Haute Autorité dans ce domaine. Je dois dire qu'elle a obtenu souvent des renseignements concernant les cas examinés par la Haute Autorité. Les annexes 1 et 2 au rapport de M. Fayat contiennent des précisions sur ces points. L'un des vœux exprimés par la Commission consiste à demander une mise au point sur les événements qui se sont produits depuis la parution de ces divers documents et aussi de lui donner une diffusion plus large, afin que l'opinion publique de nos six pays soit informée.

A la suite de ce premier effort nous avons entendu, au sein de la Commission du marché commun, un certain nombre de critiques, de remarques ou de vœux adressés à la Haute Autorité, et c'est pourquoi notre résolution comprend certains vœux relatifs à l'activité de la Haute Autorité.

Parfois, on a critiqué non pas un paragraphe, non pas un groupe de mots, mais simplement un épithète. La Commission souhaite que la Haute Autorité développe une action cohérente dans le domaine des concentrations. Ce mot « cohérente » a soulevé parfois quelques malentendus. On a trouvé qu'il était inutile ; qu'une action ne pouvait qu'être cohérente.

Malgré tout le respect qu'elle a pour la Haute Autorité, la Commission, par l'emploi de cet épithète, veut dire qu'au lieu d'examiner, comme jusqu'à présent, les divers problèmes, espèce par espèce, cas par cas, elle préférerait qu'une ligne générale de sa politique en matière de concentration fût dessinée.

La Commission comprend très bien — elle a travaillé assez souvent en collaboration amicale avec les représentants de la Haute Autorité qui siègent toujours en commission pour le dire — qu'elle ne peut pas exiger une ligne de politique générale immédiate, les cinq années passées étant un délai nécessaire. Mais la Commission pense qu'il y a là une indication que l'on peut donner pour l'avenir.

Nous demandons également à la Haute Autorité d'orienter le développement des concentrations dans le sens de la réalisation des objectifs de la Communauté.

On me répondra également que cela va de soi. Mais permettez-moi de préciser que, jusqu'à maintenant, la Haute Autorité semble s'être abstenue d'orienter le développement des concentrations; elle s'est bornée à examiner les demandes qui lui étaient soumises et à accorder son autorisation.

Evidemment l'article 66 ne prévoit pas que la Haute Autorité oriente les concentrations; mais la Commission pense que cette tâche devrait s'inscrire dans la politique générale que doit mener la Haute Autorité et qui est prévue dans les articles 5 et 46 du Traité. La Haute Autorité a la faculté d'émettre des avis comme elle l'a fait par exemple pour encourager les investissements tendant à la création de nouvelles capacités pour la production de la fonte.

D'autre part, la Haute Autorité ayant des contacts permanents avec l'industrie et les syndicats professionnels, la Commission est persuadée que personne ne négligerait les conseils que donnerait l'Exécutif de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, sur la base d'une vue d'ensemble, de ses expériences et de son autorité.

C'est dans ce même ordre d'idées que s'inscrit également le vœu que la Haute Autorité s'inspire, dans sa politique de concentration, des premiers articles du Traité. Notre collègue, M. Wigny, a très bien démontré dans son remarquable rapport que ces premiers articles constituent la partie en quelque sorte constitutionnelle du Traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Une autre question que nous soulevons est celle, très délicate — c'est la raison pour laquelle nous le faisons avec beaucoup de modération et de nuance — des limites des concentrations. Son examen est indispensable à l'orientation générale de la politique que nous souhaitons. Mais il n'a jamais été question dans l'esprit d'aucun membre de la Commission du marché commun d'établir un plafond absolu et généralement applicable.

Etant donné l'évolution même de l'économie et en particulier le développement des industries du charbon et de l'acier, il serait, permet-

tez-moi l'expression, absurde de demander la limitation absolue de plafond d'étouffement. Je crois que le mot « flexible », cher au vocabulaire de la Haute Autorité depuis quelques années, conviendrait parfaitement. Dans toute la mesure où les limites seraient flexibles, c'est tout ce que nous demanderions.

Cette question est également liée au problème des dimensions optima des entreprises, pour lesquelles aucune réponse satisfaisante n'a jamais été donnée. Ce n'est pas une raison pour ne pas l'aborder — et je viens de le faire de la façon modérée que vous venez d'entendre.

Un autre point vise la situation actuelle. Il n'est pas nouveau pour les membres de cette Assemblée. En effet, il a été évoqué à maintes reprises au sein de l'Assemblée plénière. Il s'agit de l'intégration verticale charbon-acier.

Cette situation est révélée dans un certain nombre de bassins et, en particulier, dans celui de la Ruhr.

La Commission ne croit pas que les concentrations entre charbonnages et sidérurgie soient absolument répréhensibles; elle estime, au contraire, qu'ils peuvent présenter des avantages économiques certains pour les deux partenaires. Mais dans une période où la demande excéderait de loin la production et où la Communauté se trouverait devant des difficultés d'approvisionnement, il convient que l'intégration charbon-acier ne fasse pas obstacle à un approvisionnement équitable de tous les consommateurs de la Communauté.

La Commission demande donc à la Haute Autorité d'être vigilante sur ce point.

Enfin, dans la proposition de résolution qui vous est présentée, nous avons attiré l'attention de la Haute Autorité sur les répercussions politiques que pourraient avoir certaines concentrations qui, par leurs dimensions, sortiraient déjà du cadre normal des projets dont la Haute Autorité est habituellement saisie.

La Commission souhaite qu'une trop forte concentration de puissance économique ne devienne pas une sorte de puissance politique capable de déséquilibrer l'ordre démocratique d'un ou plusieurs de nos pays, en quelque sorte qu'au-dessus de la puissance économique ne vienne pas se greffer l'abus de la puissance poli-

tique, de détournement de l'économie vers le politique.

On peut nous dire ici, messieurs, qu'il s'agit là d'une vue utopique, imaginaire. On pourrait même, de certains côtés de cette Assemblée, lui donner une couleur politique.

Sans dévoiler les secrets des délibérations de la Commission et étant donné la personnalité de celui de nos collègues qui a tout particulièrement demandé l'inscription de cette question dans les vœux, je puis vous assurer qu'aucune préoccupation partisane de ce genre n'est intervenue dans cette rédaction.

Permettez-moi de vous citer à cet égard un exemple qui est très extérieur à l'Europe et qui nous mènera au delà de l'Atlantique.

Je vous rappellerai donc qu'aux Etats-Unis, où il y a un juge des concentrations, la Cour fédérale a eu à se prononcer dans une affaire qui ne concerne ni le fer, ni l'acier, ni le charbon, mais un objet beaucoup moins noble, utile cependant à l'alimentation, les bananes.

Une grande compagnie américaine a été soumise au contrôle de la Cour suprême, en raison du travail extra-économique qu'elle avait développé dans certains pays de l'Amérique centrale. Sur demande de l'avocat fédéral, la Cour fédérale a ordonné la division de ce trust puissant. Les raisons qui ont inspiré cette décision étaient largement d'ordre politique.

Vous voyez que la préoccupation qui nous anime dans ce domaine n'est pas une préoccupation utopique ou partisane, mais qu'elle trouve des applications dans d'autres pays civilisés et que, si l'on n'y prend garde, elle pourrait en avoir également au sein de l'Europe.

On me dira que la Haute Autorité n'a pas de pouvoir pour prendre pareille décision. A cet égard, je me permets de vous signaler que le paragraphe 7 de l'article 66 lui donne une arme redoutable, dont elle n'usera certainement que dans des cas exceptionnels; mais cette arme existe et nous croyons que la Haute Autorité ne manquera pas de s'en servir si la nécessité s'imposait.

Au surplus, les contacts de la Haute Autorité avec le Conseil de Ministres et avec les Parlements ou les gouvernements nationaux

permettraient, sur ce plan qui ne serait ni judiciaire ni autoritaire, de déceler les dangers qui pourraient apparaître à l'horizon de l'Europe.

Telles sont, monsieur le président, messieurs, les quelques réflexions que j'ai cru devoir apporter au moment où vous êtes saisis du rapport complémentaire de la Commission du marché commun. Comme je l'indiquais au début de mon exposé, je ne suis ici que le messenger de la Commission pour un problème qui a été évoqué à de très nombreuses reprises dans cette Assemblée. Vous avez entendu le véritable rapport l'année dernière et vous avez eu à son sujet un échange de vues très complet. Vous avez renvoyé cette question à la Commission qui a adopté la rédaction proposée par M. Poher. Je vous demande de l'approuver à votre tour.

J'ajoute que l'examen du problème des concentrations n'est évidemment pas clos par cette résolution et son adoption, que j'espère. Votre Commission se propose de le poursuivre et de se tenir à ce sujet en contact étroit avec la Haute Autorité. Elle désire en outre obtenir un bilan plus complet de la situation en matière de concentration dans chacun de nos pays. Elle a chargé à cet effet plusieurs de ses membres d'établir une documentation nationale qui servirait de base dans l'avenir.

Cette proposition de résolution que la Commission m'a chargé de vous inviter à adopter n'est donc pas une prise de position finale. Elle vise davantage à donner quelques indications à la Haute Autorité pour lui permettre de développer son action en vue de mieux atteindre les grands objectifs de notre Communauté.

(Applaudissements.)

M. le président. — Je remercie M. Lapie pour son rapport et pour les explications qu'il vient de nous donner.

Dans la discussion générale, la parole est à M. Birrenbach.

M. Birrenbach. — (A) Monsieur le président, messieurs, ainsi que M. Lapie vient de nous le dire si justement, la proposition de résolution qui nous est soumise aujourd'hui est la conclusion du remarquable travail de préparation qui faisait l'objet du rapport de M. Fayat. Elle vient compléter l'excellent projet de résolution que M. Poher avait déposé en avril dernier.

La présente proposition de résolution me donne l'occasion bienvenue de définir ma position en face du problème si complexe des concentrations. Je crois que le moment est propice puisque l'Assemblée se prépare à assumer une tâche nouvelle et — pour m'exprimer comme M. Wigny — à devenir une Assemblée Parlementaire Européenne. En effet, nous avons affaire ici à un problème qui ne concerne pas exclusivement le domaine du charbon et de l'acier, mais qui est caractéristique de l'économie moderne tout entière.

Pour qu'une concentration soit admise aux termes de l'article 66, il suffit — et vous le savez, monsieur le président, messieurs, aussi bien que moi — que l'une des entreprises en cause relève de l'application de l'article 80. A lui seul, notre Traité exerce donc une influence sur d'autres secteurs économiques dont nous aurons à nous occuper plus tard dans le cadre du Traité de la Communauté Economique Européenne; le problème des concentrations ne fait pas exception.

Je tiens à rappeler toutefois que la réglementation fixée par le Traité de la C.E.C.A. est différente de celle que prévoit le Traité de la C.E.E. Seul le paragraphe 7 de l'article 66 est repris dans le Traité instituant la Communauté Economique Européenne: on en trouve la substance à l'article 86.

Encore que le problème des concentrations soit traité de façon très différente dans les deux textes, nous apercevons clairement un point commun: les concentrations y sont traitées dans le cadre des règles relatives à la concurrence. Pour le marché européen du charbon et de l'acier comme pour le Marché Commun général, la concurrence est le facteur régulateur déterminant. Le système des prix libres doit servir à coordonner les programmes des différents secteurs de l'économie et garantir ainsi une satisfaction maximum des besoins, pour autant que de grands bouleversements dus à la conjoncture ne surviennent pas ou que les réglementations transitoires prévues à titre exceptionnel dans les deux traités ne soient pas appliquées.

Ce sont donc la liberté de l'entrepreneur et celle du consommateur qui, en vertu des deux traités européens, sont normalement le principe vital du marché européen, principe qui, bien entendu, s'applique également aux concentra-

tions. Quant à savoir si une concentration doit se faire ou non, la décision appartient en principe aux entrepreneurs. En raison de la responsabilité qu'ils assument devant l'entreprise et devant notre Communauté, ils doivent décider si, dans le cas particulier, il y a lieu ou non de former une concentration; ils prennent cette décision — pour parler comme M. Fayat — en tenant compte des mobiles qui sont caractéristiques pour des opérations de ce genre. Dans son rapport, M. Fayat a indiqué un certain nombre de points auxquels je puis me référer à propos des concentrations.

J'ajouterai simplement quelques considérations, deux d'ordre général et deux d'ordre particulier.

Les deux points d'ordre général sont les suivants: L'élargissement de la base financière et le meilleur accès au marché des capitaux représente un élément de la plus haute importance. D'autre part, l'atténuation du risque par une dispersion aussi grande que possible de la production constitue, pour les temps de crise, une possibilité de compensation qui me semble très précieuse.

J'insisterai plus spécialement sur quelques arguments spécifiques qui parlent en faveur des concentrations dans des industries de base.

Tout producteur d'acier cherche naturellement à offrir sur le marché une gamme de produits finis aussi large que possible et à mettre ainsi son entreprise à l'abri des fluctuations qui se produisent sur les marchés partiels. Il y a dix ou vingt ans, une aciérie qui transformait un million de tonnes d'acier brut était considérée comme une entreprise économiquement rentable. Ce tonnage d'acier brut permettait d'exploiter utilement une série de trains de laminage, de forges et de fonderies. Mais la capacité de production des laminoirs modernes s'est accrue à tel point que, pour utiliser au maximum cette nouvelle capacité, une entreprise a besoin de beaucoup plus d'acier brut que jadis. L'entreprise qui désire conserver son élasticité et sa capacité concurrentielle et consolider l'une et l'autre en offrant une grande gamme de produits différents, il lui faut ou bien élargir sa base d'acier brut ou bien s'associer à d'autres entreprises dont la fabrication lui permettra d'étendre son propre programme de production.

Si l'on songe que les frais d'investissements nécessaires à l'installation d'une nouvelle aciérie atteignent quelque 350 dollars par tonne d'acier brut, on en arrive à conclure que le développement des capacités existantes et la concentration des unités qui fonctionnent déjà constituent, surtout à une époque de manifeste pénurie de capitaux, une solution incomparablement moins coûteuse et plus rentable. La nécessité d'agrandir les entreprises et de former des concentrations procède donc de données purement techniques. Qui donc pourrait construire aujourd'hui, dans les pays du marché européen, de nouvelles entreprises capables de transformer 2 à 3 millions de tonnes d'acier brut, alors qu'il faudrait pour cela disposer d'un capital de 700 à 800 millions de dollars?

Si nous choisissons cette voie, qui n'est pas rentable, l'autorisation préalable requise aux termes du Traité de la C.E.C.A. ne serait pas nécessaire; en revanche, la voie infiniment moins onéreuse et plus économique, c'est-à-dire la voie de la concentration, se heurte aux limites posées par l'article 66 du Traité.

La situation n'est guère différente dans les charbonnages. L'installation d'un puits moderne coûte environ 40 dollars par tonne produite annuellement. En prenant pour base une production journalière de 10.000 tonnes, cette installation exigerait une dépense globale de plus de 100 millions de dollars à titre d'investissements, y compris un certain pourcentage pour les intérêts, et ne deviendrait rentable qu'après une période de dix à quinze ans. J'ajoute que dans ce compte ne sont pas compris les frais d'installation d'une cokerie et de construction d'habitations ouvrières appartenant à l'entreprise.

On conçoit donc aisément combien il est difficile, là aussi, de créer de toutes pièces une entreprise et qu'il soit beaucoup plus aisé de développer les capacités existantes ou de procéder à des concentrations d'unités minières qui, isolément, n'ont pas de base financière suffisante.

Monsieur le président, messieurs, comme je viens de le dire, les concentrations sont le fruit de l'initiative des entrepreneurs. Cette liberté d'entreprise est un élément essentiel du système économique de notre monde occidental; impossible d'en faire abstraction sans mettre ce système en question.

Cependant, tout comme la propriété individuelle est limitée par l'intérêt public, de même les concentrations ont leurs limites clairement tracées dans le régime de concurrence que définit notre Traité.

La notion économique de «concurrence» a trouvé son expression juridique à l'article 66 du Traité. On y note les critères qui nous permettent de dire si l'action de l'entrepreneur est en conflit avec la concurrence dite «normale» ou «libre» et si elle est inadmissible pour cette raison ou n'est admissible qu'à certaines conditions. A cet égard, je vous rappelle les paragraphes 2 et 7 de l'article 66.

Dans une de nos dernières discussions, M. Poher a fait remarquer qu'une concentration peut fort bien paraître dangereuse dans la structure économique d'un des pays membres de la Communauté, alors qu'elle l'est infiniment moins pour l'ensemble de la Communauté. Et M. Poher a déclaré très justement que seul ce dernier critère mérite d'être retenu par nous.

Cela est d'autant plus important si nous songeons que dans certains pays de la Communauté il est des entreprises qui fournissent une part considérable de la production d'acier du pays.

Loin de moi l'intention de critiquer ce fait. Au contraire, l'idée du marché commun est pour nous tous une si vivante réalité que nous ne désirons plus du tout penser selon d'autres catégories.

Quelles sont les limites imposées à l'initiative de l'entrepreneur par les règles de concurrence du marché commun? Cette question nous amène nécessairement au point de la résolution dans lequel il est question des «limites» au delà desquelles une concentration ne serait pas souhaitable, autrement dit, à l'ordre de grandeur des concentrations. Et c'est bien là aussi le problème pour M. Lapie.

Il est dit très justement dans la résolution que les limites ne peuvent pas être fixées «de manière absolue». Il ne saurait y avoir de limites absolues. En effet, étant donné qu'ici — comme pour les concentrations en général — il ne s'agit pas d'une situation statique, ce qui aujourd'hui encore paraît «trop grand» peut, demain, par effet du développement dynamique de notre économie moderne ne plus être gênant dans l'intégration progressive de notre marché.

Le rapporteur a raison de se demander si, en arrêtant sa politique charbonnière et sidérurgique, la Haute Autorité ne doit pas se soucier des suites que pourrait avoir dans dix, quinze ou vingt ans une action entreprise aujourd'hui.

Egalement dans les «objectifs généraux», dont la Haute Autorité nous a donné connaissance l'an dernier, il est tenu compte de ces laps de temps. Pour 1975, on nous parle par exemple d'un besoin en acier brut de plus de 100 millions de tonnes et d'un besoin en houille de 320 millions de tonnes. Ce sont là des ordres de grandeur que nous ne connaissons actuellement qu'aux Etats-Unis.

Qu'on le veuille ou non, il nous faut donc nous y habituer: dans une situation où le revenu national est en perpétuel accroissement et où la production augmente à long terme sur un marché de plus de 160 millions d'habitants, nous aurons des conditions de concurrence caractérisées par la modification constante de l'ordre de grandeur des entreprises et de leur rythme de travail.

N'oublions pas non plus que notre marché commun est en perpétuelle concurrence avec le marché mondial et que nos entreprises s'y heurtent également à la concurrence des grandes unités de production des pays qui ne sont pas au nombre des producteurs du marché commun; je ne citerai à ce propos que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

Gardons-nous donc de notions telles qu'«entreprises géantes» ou «colosses»; elles sont indéfinissables en langage juridique comme en langage économique.

Mon très éminent collègue, M. Poher, s'exprimant à la manière charmante de son pays, fait appel au principe qui veut que les concentrations se développent «au niveau humain». Je lui répondrai, tout en reconnaissant que cet appel est profondément justifié, que l'«homo faber» d'aujourd'hui et de demain ne doit pas nécessairement être identique à celui d'hier. Il nous faut donc chercher une autre échelle des valeurs. Et seul le principe régulateur de l'économie de marché nous la peut offrir.

C'est la concurrence qui trace sa limite à la grandeur et à l'extension d'une entreprise; et à ce propos, il faut se demander à partir de quel

moment la liberté du marché risque d'être menacée. Le facteur déterminant ne peut être que la place relative que le produit qui apparaît sur le marché occupe sur celui-ci.

Dans cet ordre d'idées, quand il s'est agi de juger les concentrations sidérurgiques horizontales, on a constamment utilisé un étalon qui, me semble-t-il, ne représente pas un critère universellement valable: l'acier brut. En effet, l'acier brut n'est pas un produit qui apparaît sur le marché. Ce n'est donc pas le niveau de la production d'acier brut qui importe, c'est la place que prennent sur le marché les différents produits présentés à la vente.

On peut fort bien imaginer qu'une production d'acier brut d'un million de tonnes qui sert à fabriquer un seul produit spécial occupe une place considérable sur le marché et que, suivant le cas, la position de ce produit sur le marché soit contestable. Inversement, une entreprise qui transforme plusieurs millions de tonnes d'acier brut peut fort bien ne susciter aucune inquiétude, si sa production est dispersée sur de nombreux articles produits en grande série.

Répetons-le une fois de plus: le problème veut être envisagé en fonction du marché commun et non du marché national.

Je dirai donc en conclusion que les critères auxquels nous mesurons si une concentration est admissible ou non ne sauraient être des critères absolus; ce sont des critères relatifs, c'est-à-dire qu'ils s'inspirent de chaque cas particulier et de la situation du marché et doivent être choisis en vertu des dispositions de notre Traité.

Si je parle des dispositions de notre Traité, et je le fais avec une insistance particulière, c'est que dans sa nouvelle rédaction, la proposition de résolution de M. Lapie invite la Haute Autorité à s'inspirer, dans son application des dispositions relatives aux concentrations, des articles 2, 3, 4 et 5 du Traité.

Les dispositions de l'article 66 ont-elles le même objet que les articles 2, 3, 4 et 5 du Traité? Cette question a été soulevée en mai dernier par M. Etzel, qui était alors vice-président de la Haute-Autorité, au cours de la discussion à laquelle a donné lieu le rapport qui affirmait que tel est le cas. Faisant état de certains arguments convaincants, M. Etzel a montré

qu'en rédigeant l'article 66, paragraphe 2, les auteurs du Traité n'ont pas entendu se référer d'une manière générale aux articles susmentionnés, mais que l'article 66, paragraphe 2, peut se comprendre par lui-même. Cette conclusion découle aussi de la décision 25/54.

Lorsque la proposition de résolution recommande à la Haute Autorité de «subordonner son autorisation à toutes les conditions qu'elle estime appropriées», il y a lieu d'objecter que l'article 66, paragraphe 2, alinéa 3, parle seulement de conditions appropriées «aux fins du présent paragraphe». C'est avec raison que l'ancien vice-président de la Haute Autorité a fait remarquer que le Traité est notre constitution et que par conséquent on ne peut pas renoncer à le respecter également dans sa forme.

J'estime donc que nous devrions nous efforcer d'interpréter l'article 66 d'une manière étroite et non pas extensive. Nous le devons d'autant plus que l'article 86 du Traité instituant la Communauté Economique Européenne est conçu dans le même sens et en raison des mêmes considérations doctrinales.

Monsieur le président, messieurs, au cours de la dernière discussion on a dit que l'intégration du charbon et de l'acier est une «question particulièrement sérieuse». La proposition de résolution primitivement présentée par M. Poher ainsi que la nouvelle proposition de M. Lapie invitent la Haute Autorité à observer «avec une attention particulière» le mouvement des concentrations verticales charbon-acier, ce qui appelle les remarques suivantes:

Si on entend dire par là que la Haute Autorité doit rechercher la solution la meilleure pour tous les intéressés aux fins de réaliser les objectifs du Traité, j'y souscris sans réserve. Mais si l'on entend par là que la concentration charbon-acier constitue en elle-même un danger pour l'approvisionnement régulier du marché du charbon, je suis obligé de dire quelques mots pour élucider la question.

Je me référerai, ce faisant, aux explications que M. le vice-président Coppé et l'ancien vice-président M. Etzel ont données à ce sujet au mois de mai de l'année dernière. On ne peut pas dire que la concentration minerais-acier soit naturelle alors que la concentration charbon-acier ne le serait pas. Dans l'introduction au rapport qu'il a présenté naguère, M. Poher —

et j'ai l'impression que M. Lapie fait comme lui — a montré beaucoup de compréhension pour une certaine intégration du charbon et de l'acier. De ce fait, le problème décisif de la situation géographique des entreprises s'est trouvé abordé.

Mais pouvons-nous nous permettre d'entraver l'exploitation de cette situation naturelle et dépouiller ainsi tout un bassin du seul avantage naturel que lui assure sa situation géographique, sans parler du fait que d'importantes considérations d'ordre technologique militent aussi en faveur de cette intégration? Comment veut-on mettre cela en harmonie avec l'objectif du Traité?

Une manière de voir analogue au sujet de l'avantage résultant de la situation géographique du minerais nous paraîtrait tout aussi erronée.

Mais on objecte que la concentration du charbon et de l'acier détourne du marché une partie de plus en plus forte du charbon extrait, attendu que 74% de la production charbonnière de la Ruhr sont contrôlés par des aciéries. Ce chiffre peut être exact. Mais, comme MM. les vice-présidents Coppé et Etzel l'ont exposé très clairement l'année dernière, cela ne veut pas dire qu'un quart seulement de la production apparaîtra sur le marché. En réalité, la situation est la suivante: sur une production d'environ 125 millions de tonnes de houille, 30 millions de tonnes seulement ont été absorbées par la consommation propre des entreprises, ce qui représente non pas 74%, mais 24% de la production. Au surplus, des acheteurs allemands, français, belges et luxembourgeois se sont partagé ce contingent et parmi eux on trouve, outre les aciéries, des fabriques de produits chimiques, des centrales électriques et des usines à gaz.

Vu cet ordre de grandeur, je crois qu'il n'y a pas lieu de craindre que la concentration charbon-acier et la consommation propre des entreprises compromette l'approvisionnement régulier des consommateurs en charbon. L'approvisionnement des foyers domestiques n'a pas non plus été menacé.

D'ailleurs, comme vous le savez, les entreprises (et pas seulement les entreprises allemandes) renoncent fréquemment à faire pleinement usage de leur droit d'auto-consommation. Elles y ont renoncé également à une époque

où le charbon américain était sensiblement plus cher que le charbon de la Communauté. A elles seules, les aciéries de la République fédérale d'Allemagne ont importé l'année dernière 3,2 millions de tonnes de charbon des Etats-Unis.

Mais les arguments invoqués contre cette concentration vont à fin contraire, si l'on envisage la situation actuelle où le mouvement régressif de ce qu'on appelle le marché libre du charbon cause de très grands soucis aux charbonnages. C'est un fait digne de remarque que le charbon des Etats-Unis, malgré un fret de 30 sh. par tonne, puisse soutenir aujourd'hui la concurrence avec le charbon de la Ruhr, au cœur même de la Ruhr — un phénomène qui ne s'était pas produit dans toute l'histoire des charbonnages — alors que le taux de ce fret est sensiblement inférieur à 30 sh.

Dans ces conditions, il me semble que l'industrie charbonnière de la Communauté a un intérêt parfaitement compréhensible et légitime à s'assurer des débouchés à long terme et, par suite, à garantir l'emploi de ses travailleurs grâce à des ententes avec la sidérurgie dans le cadre de la C.E.C.A.

Une autre objection a été formulée contre l'intégration charbon-acier : on a dit que l'application de nouveaux procédés techniques pourrait être retardée si les entreprises de la sidérurgie étaient propriétaires de charbonnages. Cette crainte n'est pas fondée. Ne sous-estimons pas la loi qui commande à l'économie libre de produire dans des conditions de plus en plus rationnelles et d'atteindre des rendements de plus en plus élevés. Mais sous un régime de concurrence, cela n'est possible qu'à la condition que les entrepreneurs adoptent les procédés les plus récents et les plus modernes.

Permettez-moi, pour terminer, de parler encore une fois du point de la nouvelle proposition de résolution où M. Lapie invite la Haute Autorité à «tenir compte des répercussions politiques éventuelles du développement des concentrations...»

Tout d'abord, il m'intéresserait de savoir en vertu de quelle disposition du Traité la Haute Autorité peut recevoir un tel mandat. Lorsqu'on parle de «politique» en liaison avec l'article 66, on ne peut entendre par là que la politique charbonnière et sidérurgique, une question dont la Haute Autorité, comme nous le savons, s'occupe précisément en ce moment.

Mais la Haute Autorité ne se mêle pas de questions de politique intérieure et étrangère. Dans ce domaine, les Etats membres ont conservé leur souveraineté. Lorsque je parle de souveraineté, je suis parfaitement conscient de la relativité de cette notion à une époque où certaines grandes puissances couvrent un continent entier et où tous les Etats nationaux, en particulier dans l'Europe continentale, dépendent les uns des autres. Mais c'est là tout autre chose que de dire que la Haute Autorité est compétente pour organiser la défense contre les influences politiques de la concentration économique. Sur les motifs je suis donc d'accord avec M. Lapie; mais la question de la compétence est discutable. En effet, la tâche en question relève aujourd'hui encore des gouvernements nationaux et des parlements qui contrôlent ceux-ci.

La modification de la structure sociologique et la tendance à la création d'une société égalitaire, qui s'est manifestée à des degrés divers dans tous les Etats de notre Communauté, font que chaque nation réagit avec une grande sensibilité lorsque des groupes économiques se substituent au parlement pour influencer sur la formation de la volonté politique. Mais que faut-il entendre en réalité par puissance? Si l'on définit celle-ci comme la perspective d'imposer en dépit des résistances sa propre volonté dans le cadre de relations sociales données, la puissance se traduit par autant de possibilités de faire œuvre féconde et positive que de dangers de détruire. Cette notion est donc ambivalente.

Mais, dans la complexité de la vie politique qui caractérise notre temps, à quel moment l'exercice d'influences par les concentrations, avant tout à l'intérieur de systèmes démocratiques, comme M. Debré le redoute, devient-il dangereux? Il est très difficile de le préciser et le Traité ne le précise certainement pas non plus.

Si les influences exercées par les concentrations vont à l'encontre de la liberté, comme le dit M. Debré, ou si elles compromettent les possibilités d'une Europe démocratique, comme le pense M. Poher, je suis bien d'accord que l'on se trouverait en présence d'un danger. Mais appartient-il à la Haute Autorité ou à l'Assemblée Commune de venger pareille atteinte?

Dans le premier cas, les gouvernements nationaux et les parlements qui les contrôlent sont

de nos jours encore appelés à intervenir. Je suis certain que leur réaction serait automatique et très nette.

Quant au second cas, j'ai peine à l'imaginer dans la situation politique et économique actuelle. En effet, l'exemple de l'*United Fruit Corporation* — c'est bien à cette société que doit penser M. Lapie — ne saurait guère s'appliquer à la situation en Europe. M. Lapie songe à un abus fait de la puissance économique pour imposer d'une manière illégitime des objectifs de politique étrangère.

Je vous le demande: Est-il un seul pays en Europe occidentale où les concentrations économiques possèdent une puissance suffisante pour exercer des influences de ce genre? Au cours d'une discussion semblable qui a eu récemment lieu à la Commission du marché commun, j'ai fait remarquer à M. Debré qu'il oubliait que nous ne vivions plus à «l'âge du fer». Au temps des grandes armées, la sidérurgie a pu être un facteur de puissance, indépendamment de la question de savoir si et où elle a exercé une influence sur l'évolution politique. Mais peut-on le dire encore à l'époque des armes nucléaires, des fusées à moyenne et longue portée, des bombardiers supersoniques et des engins télégués?

Que signifient le fer et l'acier dans le cadre de l'armement moderne? Pas grand chose. Vu la possibilité de surprises dans la technique des armements — comme diraient les Américains — la science et la recherche, la possession d'uranium ou d'autres matières fissiles sont des facteurs de puissance de toute première importance: le fer et l'acier en vérité ont cessé de l'être.

Dans cette Assemblée, nous sommes d'accord pour dire que toute menace que subissent la liberté et l'ordre démocratique d'un pays de la Communauté intéresse essentiellement tous les autres Etats membres. C'est dans ce sens que nous nous sommes engagés sans réserve à servir la cause de l'Europe.

Mais en l'occurrence il s'agit d'une autre question: La Haute Autorité ou l'Assemblée Commune, compétente en matière de politique économique et sociale, peut-elle revendiquer une compétence formelle qui, dans le cadre de cette même Communauté, appartient aujourd'hui encore à d'autres institutions? Afin d'éviter

des chevauchements dans ce domaine, je propose à l'Assemblée d'adopter la proposition de résolution de M. Lapie, mais en en supprimant l'alinéa 12 qui parle des articles 2, 3, 4 et 5 du Traité à propos de l'application des dispositions relatives aux concentrations, ainsi que l'alinéa 13 où il est question des répercussions politiques des concentrations.

(Applaudissements.)

M. le président. — Je remercie M. Birrenbach.

La parole est à M. Debré.

M. Debré. — A l'occasion de cette dernière session et à propos de la discussion qu'ouvre le rapport de notre collègue Lapie, je vous dois, mes chers collègues, un aveu. J'ai souvent dit et peut-être davantage encore pensé que la Haute Autorité, malgré certaines prétentions, n'était pas un gouvernement et que nous-mêmes n'étions pas un vrai parlement. Je dois réviser cette conception.

Dans la mesure où un parlement est un organe qui vote des textes bien étudiés, bien rédigés, où le pour et le contre sont soigneusement balancés afin d'aboutir à une conclusion où chacun trouve son compte, mais qui, au demeurant, ne changera pas d'un iota l'évolution des choses, nous sommes devenus un vrai parlement. De même, dans la mesure où la Haute Autorité a appris à traiter avec révérence le résultat de nos délibérations, à se féliciter des directives que nous lui traçons, moyennant quoi de n'en faire qu'à sa tête, elle est, de son côté, devenue un vrai gouvernement.

(Sourires.)

Ce qui nous est proposé, c'est de constater, d'estimer, de souligner, de rappeler, d'estimer encore, d'affirmer toujours et finalement d'inviter la Haute Autorité à faire de même, c'est-à-dire à son tour à constater, à estimer, à souligner, à rappeler, à s'inspirer, etc. Après quoi nous partirons, la Haute Autorité partira également et il n'y aura rien de changé. Il n'y aura notamment, je le crains, rien de changé à une transformation qui n'est pas seulement économique, comme tendrait à le dire ou à essayer de le prouver M. Birrenbach, mais qui est une transformation politique, que l'on peut approuver, que l'on peut désapprouver, mais dont il faut prendre conscience dans sa réalité et dont

nous-mêmes aussi bien que la Haute Autorité devons peser les conséquences en ce qui concerne l'avenir de la Communauté, l'avenir des relations entre nos pays respectifs et l'avenir de l'Europe.

Rarement ai-je prononcé dans des discours quelques mots personnels. C'est une bonne règle. Les opinions, les sentiments ou les souvenirs personnels n'intéressent personne d'autre que soi-même. Mais toute règle comporte des exceptions, particulièrement quand on discute de questions éminemment graves et importantes comme celle qui est abordée par la motion de M. Lapie et par le discours de M. Birrenbach. Je voudrais donc, pendant quelques secondes seulement, rappelant des souvenirs personnels, dire à mes collègues allemands que, voici douze ans, assumant des responsabilités importantes, je me suis élevé sans tarder et pas seulement face à des autorités françaises, contre des mesures de démantèlement, de destruction, de déménagement, considérant, à l'inverse de beaucoup d'autres qui, m'a-t-on dit, sont devenus depuis meilleurs Européens que moi-même, que c'était folie que de briser ou d'abîmer les instruments de travail de l'homme et que c'était œuvre impie que de tenter d'appauvrir une région. Dans le même temps, je ne cessais de prendre position en faveur d'une décartellisation modérée et de dire que si la thèse officielle sur certaines responsabilités politiques des anciens cartels était juste, elle ne pouvait aller au point où certains après la victoire voulaient la mener.

Je n'en suis aujourd'hui que plus libre et plus fidèle pour affirmer que la recartellisation, la reconcentration, a des limites et j'attends avec sérénité, non pas le jugement de l'histoire — ce qui serait prétentieux — mais seulement le jugement des écrivains, des journalistes, des économistes d'ici trois à cinq ans, quant à mon affirmation que la Haute Autorité, pas plus que nous-mêmes, ne sommes suffisamment conscients de la responsabilité qui, depuis quelque temps et pour les mois à venir, pèse sur les épaules de tous en présence d'un mouvement de recartellisation qui, s'il continue, rendra inutiles une Haute Autorité et une Assemblée Commune, car celles-ci ne pourront plus exercer leurs pouvoirs.

Pour la dernière fois, mes chers collègues, que nous sommes si j'ose dire entre nous et nous connaissant assez pour ne pas craindre de mettre les points sur les i, je dirai, résumant les

débats modérés, raisonnables, qui se sont déroulés depuis dix-huit mois ici et au sein des commissions, que la Haute Autorité et nous-mêmes ergotons, réduisons notre rôle à une conception erronée et, finalement, cherchons à noyer nos responsabilités.

Je reprends ces trois points brièvement, mais aussi clairement et aussi fermement qu'il est possible de le faire.

D'abord, la Haute Autorité et nous-mêmes ergotons sur la lettre et l'esprit du Traité.

Le Traité est net en ce qui concerne les responsabilités des organes de la Communauté du Charbon et de l'Acier. S'il est une phrase qui, contrairement à l'opinion de notre collègue M. Birrenbach, me paraît la phrase-clef de la motion de M. Lapie, c'est, je l'ai dit, que la Haute Autorité doit faire application des dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 du Traité; car si l'ensemble du Traité n'est pas éclairé par ces articles, cela signifie que nous n'avons plus qu'à rentrer chez nous, derrière la Haute Autorité, qui, elle, sera je pense la première à s'en aller.

Nous avons discuté, et c'est justice, des interprétations contradictoires que peut provoquer la lecture des travaux parlementaires qui ont précédé les votes de ratification du Traité. Il est patent — on peut le reprocher dans la mesure où, le faisant, ils ont suivi la tradition malheureusement permanente des hommes politiques qui assument des responsabilités — que les auteurs et les négociateurs du Traité ont fait devant les divers Parlements nationaux des déclarations parfaitement contradictoires. Devant le Parlement français, il a été exposé que tel article signifiait que le maintien de la décartellisation faisait partie des responsabilités fondamentales de la Haute Autorité; devant tel autre Parlement, c'est l'opinion inverse qui a été émise. Ce que je veux indiquer, contrairement à ce qu'affirmait M. Birrenbach, c'est que le fait même de ces déclarations contradictoires montrait que, dans l'esprit des auteurs et des négociateurs des traités, la Haute Autorité ne pouvait en tout cas se désintéresser du problème politique de la cartellisation et de la décartellisation, que c'était effectivement un des problèmes clefs, que pour les uns on avait créé la Communauté et donné des pouvoirs à la Haute Autorité pour maintenir ce qui existait, que pour les autres on avait créé la Haute Autorité et la Communauté pour modifier ce qui

existait, mais dans un cas comme dans l'autre il était clair, dans l'esprit des auteurs, des négociateurs et des ratificateurs de ces traités que ne pouvait être exclu des attributions de la Haute Autorité, donc de nous-mêmes, un contrôle politique de la cartellisation et de la décartellisation.

Il ne suffit pas, d'ailleurs, de se contenter de ce rappel. Il faut savoir ce que l'on veut. Supposons que l'on suive la thèse exprimée par M. Birrenbach et que l'on prenne de l'article 66 la vue la plus étroite qui soit, qu'en conséquence on admette la transformation totale des entreprises de la Communauté, aboutissant par exemple à la réduction effective de l'autorité dont disposent les organes issus du Traité. On arriverait ainsi, par voie de conséquence, à dessécher complètement les organes de la Communauté, résultat certain si l'on doit considérer que les articles 2, 3, 4, 5 et l'esprit qui les anime ne dominent pas l'article 66 comme les autres articles. Il me semble donc qu'il y a là un travers dont nous devons, la Haute Autorité et nous-mêmes, immédiatement nous corriger. Nous ne devons plus ergoter sur la lettre ou l'esprit du Traité. Il y a un devoir qu'ont inscrit dans le Traité ses auteurs et ses négociateurs, devoir qui résulte de l'esprit même de la Communauté du Charbon et de l'Acier et qui donne aux responsables de celle-ci un droit politique.

J'arrive ainsi au second point de mon exposé.

Il ne faut pas que la Haute Autorité ni nous-mêmes minimisions notre rôle. Nous avons connu un temps où, fidèle à sa doctrine qui n'était pas la mienne, le président de la Haute Autorité — le premier notamment — voyait haut et loin pour l'équipe qu'il dirigeait. Ce n'était pas moins qu'un gouvernement de l'Europe que la Haute Autorité laissait entrevoir et c'est pour cela, disait-il, que d'immenses prérogatives et des possibilités inouïes avaient été prévues par le Traité. Aujourd'hui, à l'inverse, que dit-on? Que veut-on? Il semblerait que la Haute Autorité doive s'écarter, comme étant inspirée par le diable, de toute préoccupation politique et que l'essentiel de son objectif serait d'examiner l'évolution des prix des tôles demi-fines ou fines ou le prix des transports sur les voies ferrées d'intérêt local.

Il y a là, me semble-t-il, un excès inverse et aussi critiquable que la première attitude. Si l'on a pu, à juste titre je crois, contester les

idées, les prétentions, les illusions de la Haute Autorité en ses premiers mois d'activité, la réduction abusive à des vues purement techniques des responsabilités des organes exécutifs et parlementaires de la Communauté est une déviation, au même titre qu'étaient une déviation les prétentions excessives du départ. On est passé de l'ambition d'être un gouvernement de l'Europe à la conception d'un contrôleur non politique aux œillères extrêmement étroites, alors que la solution juste, solution qui d'ailleurs était à l'origine la justification profonde du Traité, est celle d'une autorité politique dans le domaine précis mais capital du charbon et de l'acier. J'ajoute que cette conception, en matière de concentration, est particulièrement justifiée. Aussi ai-je été quelque peu surpris à l'énoncé des idées qu'une fois de plus, avec talent et clarté, M. Birrenbach vient d'exposer. Selon notre collègue, le problème des concentrations serait d'ordre purement technique; l'optique, pour juger de ces concentrations, serait simplement conditionnée par la situation du marché; d'autre part, il faudrait se garder de toucher en quoi que ce soit à ce qui serait d'après les termes mêmes employés par M. Birrenbach, les lois d'une économie libre.

Or, s'il est une expérience des quatre générations précédentes, c'est que le problème des concentrations n'est pas seulement d'ordre technique et que la thèse de l'existence de lois dans une économie libre souffre bien des discussions. Le problème des concentrations est d'ordre économique; c'est aussi un problème social, c'est également un problème politique. Si on laisse se créer, face à des institutions politiques, des pouvoirs trop forts, même si ces pouvoirs ont une base économique, on aboutit à une détérioration de la liberté, de l'égalité et, pour tout dire, de l'indépendance des organes politiques.

M. Lapie, à juste titre, a fait allusion au rôle des lois anti-trusts dans la grande république américaine. Laissons de côté les jugements sur la jurisprudence de la cour fédérale vis-à-vis de telle ou telle entente et rappelons-nous que les lois anti-trusts ont été voulues avant tout pour des raisons politiques. Il a été constaté, à l'époque, qu'un pouvoir — le pouvoir fédéral américain représente pourtant autre chose que les autorités européennes actuelles — ne pouvait pas laisser se développer des organismes économiques susceptibles d'exercer, du seul fait qu'ils commandaient un secteur de la production, une puissance qui, en fin de compte, pouvait dégrader la puissance politique.

Lorsque M. Birrenbach évoque le problème général des ententes dans le Marché Commun, il commet également une erreur, ou plutôt, il reste fidèle à sa thèse. Toutes les ententes n'ont pas les mêmes conséquences politiques et c'est également une leçon de l'expérience de chaque jour que certaines concentrations, dans les secteurs de production particulièrement importants, influencent la politique intérieure ou la politique extérieure d'une manière qui risque d'être désastreuse pour le fonctionnement normal des institutions politiques. Les concentrations en matière de charbon et d'acier, comme d'ailleurs les concentrations en matière de pétrole, aboutissent à des possibilités de puissance qui font que l'on ne peut absolument pas, sans dénaturer les faits, se borner à envisager les ententes et les concentrations sous un angle purement technique. Les problèmes techniques sont moins importants que les problèmes économiques et sociaux, lesquels sont cent fois moins importants que les problèmes politiques.

Dans ces conditions, si nous devons considérer que la Haute Autorité doit se borner, en examinant un projet d'entente, à constater par exemple que le marché des tôles fines en est altéré, on peut dire qu'elle n'a nul besoin d'exister, car ce n'est pas pour ce rôle qu'elle a été créée, non plus que nous d'ailleurs.

J'arrive à ma troisième observation. La Haute Autorité, et peut-être nous-même Assemblée, pour sortir de ce que j'oserai appeler un mauvais pas, c'est-à-dire d'un problème que l'on hésite à poser dans sa réalité, nous nous préoccuons de faire des examens d'ensemble, juridiques ou économiques; cette attitude est entièrement justifiée et il ne serait pas concevable de borner notre examen, éventuellement nos critiques, à ce seul aspect de la recartellisation ou de la reconcentration dans la Ruhr. Il est normal de considérer le marché tout entier ainsi que l'ensemble des pays. Il faut, en même temps d'ailleurs — ce n'est pas là une prise de position politique — considérer que les fortes entreprises qui, tels les Charbonnages de France, sont nationalisées, ne posent pas les mêmes problèmes politiques que les concentrations qui restent sous des directions privées. Ce n'est pas devant une Assemblée d'hommes politiques qu'il paraît nécessaire de développer longuement cette différence fondamentale. En fait — M. Birrenbach ne s'y est pas trompé; personne d'ailleurs, ne peut s'y tromper — si un examen d'ensemble est nécessaire et juste, si un jugement sur l'activité de tous les pays est indispensable, c'est effectivement le problème de la

reconcentration et de la recartellisation de la Ruhr qui est posé.

Empruntons aux mathématiciens leur manière de raisonner le jour où, par hypothèse, l'ensemble des charbonnages de la Ruhr appartiendrait et serait uniquement dirigé vers les entreprises sidérurgiques de la Ruhr, dans l'hypothèse où l'ensemble de la sidérurgie de la Ruhr formerait une seule entité, on peut se demander ce qu'il restera de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Que resterait-il des pouvoirs de la Haute Autorité? Que resterait-il de l'Assemblée Commune et — c'est peu de chose, me direz-vous — que resterait-il des chances d'une politique européenne?

Dans l'une des dernières séances de notre Assemblée où cette question a déjà été posée, j'ai dit, après la lecture de notre ancien collègue, M. Fayat, qu'il était bon de tirer un trait sur le passé. Soit, mais je ne suis pas certain, mes chers collègues, qu'il soit maintenant possible de maintenir cette formule pour le laps de temps qui s'est écoulé depuis la lecture et la discussion du rapport de M. Fayat.

La situation évolue très rapidement. A la dernière réunion de la Commission du marché commun à laquelle le président par intérim, M. Kreyssig, avait bien voulu me convoquer, certaines indications ont été données dont la Haute Autorité a contesté la vérité. Je crois plutôt que les informations données étaient prématurées, mais qu'elles ne sont pas erronées. Le silence de la Haute Autorité ou notre silence n'y changera rien. Quelle sera l'attitude, par exemple, de la Haute Autorité, en face de la reconstitution des affaires Krupp ou de la reconstitution des *Vereinigte Stahlwerke*. Dans sa réponse parue au bulletin officiel du 30 octobre, la Haute Autorité a affirmé — c'était un acte très précis de sa part — qu'une reconstitution des *Vereinigte Stahlwerke*, déconcentrée par les Alliés, ne serait pas susceptible d'être autorisée. Dans quelle mesure les informations, non contestées, sur la reconstitution d'un groupe Thyssen, en raison du nom des propriétaires majoritaires, sont-elles exactes? Quoiqu'en pensent peut-être les dirigeants de la Haute Autorité, ne sommes-nous pas en présence d'une manœuvre qui aboutirait à l'inverse de ce que souhaite, à juste titre, la Haute Autorité?

Il convient ici de veiller — et je me réfère à mes propos du début — car ce qui sera fait dans

les prochains mois ne sera pas défait. Si la Haute Autorité et nous-mêmes laissons naître une force, une fois celle-ci constituée, nous n'y pourrions plus rien.

C'est une vieille règle de la politique et de la vie sociale que lorsqu'on ne se sert pas de son pouvoir et de sa responsabilité, à un moment donné, on ne peut plus ensuite que s'incliner devant les conséquences de son abdication.

C'est pour ces raisons et en fonction de telles inquiétudes que j'hésite à voter la motion présentée par mon cher collègue et ami, M. Lapie. J'hésite, en effet, à mettre mon bulletin en faveur d'une motion qui recueillerait d'autre part l'approbation de M. Birrenbach, étant donné que les motifs qui le pousseraient à voter seraient contraires aux miens.

Cette confusion, je le crains, nous ferait tous entrer dans le jeu favori des mauvaises politiques, le jeu de «faire semblant de croire».

Il ne faut pas faire semblant de croire que nous avons, depuis deux ans, une politique en matière de reconcentration et de recartellisation.

Il ne faut pas faire semblant de croire qu'en ne faisant rien nous nous trouverons, dans dix-huit mois ou dans deux ans, dans une situation qui nous permettra alors de faire quelque chose.

Si j'avais trois ou quatre années de moins et si, par conséquent, suivant mon habitude dont se souviennent ceux qui ont assisté aux débats de cette époque, je n'hésitais pas à déposer une motion susceptible de recueillir deux ou trois voix — mais j'ai passé l'âge de ces manifestations — (*Sourires*) — je présenterais une motion qui serait très simplement conçue. Elle indiquerait d'abord que le grave problème des concentrations et des cartellisations est une des premières responsabilités politiques de la Haute Autorité et de nous-mêmes. Elle dirait ensuite qu'afin d'aider la Haute Autorité dans une tâche devenue déjà difficile et où je ne suis pas sûr qu'elle puisse affirmer que toutes les concentrations se font après son autorisation, je demanderais une commission d'enquête de six mois en vue d'examiner ce qui se passe, de juger et de préparer, non pas tant une doctrine qui me paraît éclatante, mais des mesures très précises et, le cas échéant, des critères d'action. A l'appui de cette motion, l'exposé des motifs

serait bref. Je dirais que si les uns — et je serais de ceux-là — ne doivent plus désormais s'entêter à évoquer le passé de l'action politique des anciens cartels, les autres ne devraient pas continuer à faire semblant de croire que le problème n'est pas, avant tout, d'ordre politique. Afin que ceux qui estiment qu'il ne faut plus parler du passé n'aient pas de remords de leur attitude nouvelle et que ceux qui abandonneraient l'idée que le problème des cartels est simplement un problème technique n'aient pas davantage de remords de leur nouvelle attitude, il importe que la Haute Autorité, dans ce domaine limité mais capital et clef de son succès, adopte, excusez-moi cette franchise, peut-être l'attitude contraire à celle qui a été la sienne depuis quelques mois.

Parmi les Européens — et ce sera ma conclusion — les Français ont la fâcheuse réputation d'avoir un goût excessif pour les discussions constitutionnelles. Cette réputation est justifiée et ce goût de croire que l'on résoud tout par des textes et par des principes politiques est, en effet, fâcheux. Si l'Europe doit retenir quelques qualités de l'esprit français, de grâce qu'elle ne lui emprunte pas ce défaut et qu'elle voie les réalités!

A quoi serviront demain vos règles politiques, vos assemblées, vos autorités, hautes ou moins hautes, vos mécanismes institutionnels ou électoraux si, dans la vie économique, des forces plus puissantes que vos institutions font dériver l'ensemble de la politique d'une nation ou de l'ensemble des nations dans des conditions qui échappent à ceux qui se veulent responsables de la vie des nations et des hommes?

Tel est le problème et, croyez-moi, ne pas le résoudre, ne pas vouloir le regarder dans sa gravité, n'évitera pas qu'il se présente, n'évitera pas — excusez-moi de le dire — qu'il est déjà présent devant vous.

Ne pas adopter ce que je crois être la seule doctrine convenable nous réservera, pour tous, et très prochainement, d'amères surprises.

(*Applaudissements.*)

M. le président. — Je remercie M. Debré pour son exposé.

La parole est à M. Roselli.

M. Roselli. — (I) Monsieur le président, mes chers collègues, permettez-moi de présenter brièvement quelques modestes observations sur un problème que notre Assemblée a eu le grand mérite de fouiller pendant des années dans des rapports, des discussions et des résolutions, et qu'elle s'est engagée à approfondir encore dans des études, des recherches et d'autres résolutions. Dans le souci d'éviter que la solution d'un problème de ce genre puisse être considérée comme une prérogative politique ou la prérogative d'un parti, ou que sa gravité puisse être masquée de quelque manière par une vision ou une préoccupation partielle, nous devons, à mon avis, l'étudier à fond, en acquérir une connaissance toujours meilleure, sans nous attarder au mandat que nous exigeons parfois pour aborder les problèmes, mais en nous arrêtant plutôt à l'évidence et à la vérité des idées qui circonscrivent et justifient ce mandat. C'est de ce principe que s'inspireront mes brèves considérations.

Trois grandes écoles se penchent sur le problème: l'école libérale, soucieuse de la situation juridique et politique de la classe dominante; l'école socialiste, qui réagit contre l'oppression que la prédominance économique assure à une classe; l'école chrétienne qui, en s'inspirant du droit naturel et de considérations morales, fait la synthèse de ce qu'il peut aussi y avoir de juste et d'utile dans la doctrine des autres écoles (dont je dois dire qu'à l'époque moderne, l'une ne se conçoit pas sans l'autre), mais qui opère cette synthèse sur la base du vieux principe romain selon lequel l'ordre public n'admet pas qu'il existe des citoyens trop puissants.

Abstraction faite de tout aspect partial de la discussion, nous nous rappelons qu'une célèbre encyclique expose que c'est dans cette prédominance que réside ce mécanisme ignoré qui, à l'époque moderne, dégrade la classe des travailleurs et en retarde les progrès. C'est de ce mécanisme que profite la confusion pour pousser d'ignorance en ignorance, c'est-à-dire favoriser les intérêts ignorés ou masqués par l'ignorance.

Je conclus rapidement que peut-être les situations de monopole doivent être considérées non seulement d'un point de vue actuel et concret, comme elles l'ont été au cours des débats et dans les rapports que nous discutons, mais qu'elles doivent l'être également du point de vue de leurs ramifications historiques; et

j'estime que, si entre les connaissances de la Haute Autorité et celles de l'Assemblée il y a un voile dont l'existence s'explique par le juste respect du secret professionnel, notre Assemblée peut cependant approfondir pour son propre compte les enquêtes et même, puisqu'elle en a le temps et les possibilités, elle peut et doit étendre ces enquêtes également aux causes qui ont donné naissance aux situations d'aujourd'hui. Ces causes tiennent à l'ordre démographique et économique, d'où découle le processus de réalisation et de distribution du revenu, au système fiscal, à l'ordre constitutionnel et politique, au civisme des populations, aux vicissitudes de la paix et de la guerre qui ont réglé ou troublé l'avenir des diverses nations.

Dans notre pays, par exemple, la première guerre mondiale a été la grande occasion d'opérer des concentrations d'entreprises tant publiques que privées; les législations ultérieures, avec les crises politiques que tous connaissent, ont aggravé la situation dont l'évolution a été bloquée aujourd'hui uniquement du fait que ces concentrations jouent un rôle moindre dans le cadre du développement général de l'économie industrielle de la nation.

Il apparaît donc que dans les études, il faut prendre dûment en considération tout ce qui se rapporte à ces facteurs, qui sont autant de causes; la législation actuelle ne sera bien connue qu'à travers ces vicissitudes et ces causes.

La législation actuelle est très diverse selon les pays. En France, nous avons le Code civil, les vieilles lois qui ont suivi de peu la Révolution; en Italie, nous avons des vestiges de lois surannées ainsi qu'une législation plus ou moins bien ordonnée sur les sociétés par actions, sur les brevets. Ailleurs encore, la situation sera différente.

C'est de ce point de vue juridique qu'il faut partir, à mon avis, pour étudier la situation de fait qui nous préoccupe afin de pouvoir tirer de notre étude des principes valables permettant de déterminer ce qui est juste et opportun pour chaque nation.

Il me paraît que nous devons avoir d'avantage le souci d'approfondir les études d'après les diverses doctrines, en dressant un tableau synoptique des différents points de vue. J'approuve dans son ensemble le présent rapport en raison même du caractère général de la pro-

position de résolution, et je renonce par suite à proposer des amendements mineurs. Je me borne à formuler mes brèves considérations techniques et historiques, fût-ce à titre de simples suggestions pour l'interprétation de la résolution, estimant que l'on peut ainsi s'engager dans la bonne voie.

S'il en était autrement, nous pourrions nous heurter à un danger qui a déjà été signalé; il pourrait y avoir entre les situations nationales une certaine incohérence, étant donné qu'elles sont issues de situations antérieures et qu'elles sont désormais sujettes à notre action commune et à nos interventions communes. Mais il y a plus, car nous courons le risque de manquer de réalisme en travaillant sur des cas concrets et particuliers, mais en oubliant que ces cas concrets ont des origines typiquement locales, qu'il est nécessaire de prendre en considération et aussi de corriger avec fermeté et énergie. Nous devons compter sur l'approfondissement généreux des idéaux, de ces idéaux mêmes qui nous réunissent ici. Nous devons compter aussi sur la persévérance de ceux qui se livreront à ces études sans céder à la tentation de faire tout de suite une déclaration d'intentions, de prendre immédiatement position. Il n'en reste pas moins que, pour des raisons de droit naturel, de droit positif, pour des raisons de conscience aussi, car notre conscience est un code de lois non écrites, la prédominance économique peut présenter en revanche des aspects graves et de nature à influencer négativement sur le développement de notre civilisation et sur le progrès économique.

(Applaudissements.)

M. le président. — Je remercie M. Roselli pour son intervention.

(M. Vanrullen remplace M. Furler au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. VANRULLEN

Vice-président

M. le président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le président, mes chers collègues, je n'avais nullement l'intention d'intervenir dans ce débat et je me serais tenu tranquille si, à la suite du rapport de M. Lapie, il n'y avait eu deux interventions successives, celles de M. Birrenbach et de M. Debré qui ont, tout d'un coup, évoqué des questions qui ne peuvent me laisser indifférent.

Je voudrais donc, au nom du groupe libéral, vous faire part de quelques considérations.

Bien sûr, il y a deux aspects de la question: il y a un problème technique et un problème politique.

Personne ne saurait raisonnablement dire aujourd'hui que les concentrations puissantes sont condamnables, sont déraisonnables, alors que dans d'autres mondes que le nôtre, aux Etats-Unis et en Russie, pour ne prendre que deux exemples essentiels, les concentrations industrielles ont atteint une puissance nettement supérieure à celle connue dans nos pays de l'Europe occidentale.

Il n'est pas douteux, à regarder les résultats techniques obtenus récemment, que si nous ne faisons pas autant d'efforts dans ce domaine de la concentration technique, de la recherche en commun, que ces deux grandes puissances, nous risquons de passer vis-à-vis de nos propres populations et aussi des populations des pays tiers que j'ai évoquées hier, celles des pays sous-développés, pour n'avoir pas su organiser nos industries et leur permettre de faire l'effort suffisant pour compenser la pression d'idéologies qui ne sont pas les nôtres.

Par conséquent, à ce titre, nous avons des obligations techniques qui nous conduisent, dans certains domaines, à des concentrations considérables.

Ces concentrations peuvent être verticales: ce sont les trusts, ou horizontales: ce sont les cartels. Le contrôle de ces deux formes de concentrations n'est pas forcément le même et dans les différents pays de la Communauté les législations relatives à leurs activités offrent des variantes qui en tiennent compte.

Puis il y a l'aspect politique. Il ne serait pas concevable non plus que des gouvernements, ou ceux qui prétendent être des gouvernements, n'aient pas la main suffisamment ferme et aussi

l'esprit suffisamment clairvoyant pour ne pas sentir qu'à travers telle ou telle concentration, un risque d'intervention politique se dessine par le truchement de la puissance économique qui puisse porter atteinte à la liberté d'action de l'exécutif.

A cet égard, une immense littérature s'offre à nous, non pas seulement celle à laquelle a fait allusion tout à l'heure M. Michel Debré, mais toute celle patiemment recueillie aux Etats-Unis. C'est toute la jurisprudence, non seulement de la Cour suprême, mais encore celle de la *Federal Trade Commission* aux Etats-Unis qui a groupé, si mes souvenirs sont exacts, environ 1.700 ou 1.800 cas dans un manuel que l'on se procure aisément au ministère du commerce des Etats-Unis et qui montre toutes les variantes des concentrations de pouvoirs économiques, des cartellisations, des ententes, voire même des violations des règles normales de la concurrence qui doivent nous préoccuper et qui ont valu l'intervention judiciaire de la puissance publique.

De même l'ouvrage, publié en 1944, de M. Wendell Berge, alors *attorney general*, a décrit l'action et la novicité des cartels internationaux les plus connus et contre lesquels est souvent intervenu le Gouvernement des Etats-Unis. J'en cite quelques-uns au hasard: celui des hormones, celui des vitamines, celui du titane — il existe d'ailleurs encore — celui de l'aluminium, pour ne pas parler de celui des colorants. Tout cela mérite réflexion.

Mais quelle était la réponse de M. Wendell Berge en la circonstance aux abus qu'il signalait? Quel moyen d'action recommandait-il au Gouvernement américain pour mettre un terme, au moins sur le territoire des Etats-Unis, à l'abus de droit de ces ententes ou de ces cartels afin de protéger le consommateur?

C'était le renforcement des pouvoirs de la *Federal Trade Commission*, c'était de lui demander de procéder à une surveillance permanente de l'activité de ces cartels et de toutes les concentrations d'intérêts exerçant une action dominante sur un produit, de faire rapport au Gouvernement pour lui permettre de déclencher, si nécessaire, par les soins du ministère de la justice, une action auprès de la Cour suprême, si le rapport rendu public de la *Federal Trade Commission* n'avait pas amené à récipiscence les fautifs.

C'est ainsi que vous avez vu, ces temps derniers, rompre, sur décision de la Cour suprême, les liens financiers entre Dupont de Nemours et General Motors, Dupont de Nemours ayant acquis, non pas la majorité, mais une part prédominante dans le capital de General Motors.

Par conséquent, le jour où nous nous trouverons à la fois devant une volonté d'investigation, à l'aide d'enquêteurs, disons intelligents et curieux, et un pouvoir politique qui fasse son métier — ce qui est rarement le cas — ce jour-là vous pourrez vous opposer à tous les graves inconvénients signalés par M. Michel Debré sur l'abus de concentration de pouvoirs économiques.

A cet égard, la mise en œuvre de conventions internationales, si elles sont appliquées par les Etats nationaux, n'est pas inutile.

Je vais vous en citer un exemple: c'est celui de la propriété industrielle. Lors de la conférence de la Haye en 1929, puis lors de celle de Londres, en 1934, on a modifié la Convention internationale de 1883, en y incluant un article faisant obligation aux pays signataires d'introduire dans leur législation nationale du mécanisme de la licence obligatoire en matière de brevets d'invention, afin d'éviter le blocage de l'industrie par des titres inexploités.

Les pays qui ont transposé ces mesures dans leurs législations internes ont pu, depuis, par la seule menace de la loi, mettre un terme à toute une série d'abus. La jurisprudence française a ainsi apporté sur ce plan de nombreux apaisements à ceux qui craignaient que, par le monopole du brevet, puissent prévaloir des positions abusives à l'égard des consommateurs.

On a même été plus loin dans le domaine des produits pharmaceutiques. Le décret-loi français du 30 septembre 1953 a créé la licence semi-automatique spéciale des brevets d'invention couvrant des procédés pharmaceutiques, comme les Britanniques l'ont fait dans le même domaine. Ce seul fait a permis, là aussi, à la puissance publique d'éviter des abus du monopole sans pour ainsi dire avoir à intervenir, si ce n'est avec discrétion.

Cet exemple montre qu'à partir du moment où vous avez des textes valables, le danger est écarté tant que les autorités responsables font leur métier.

Dans l'espèce, compte tenu des impératifs techniques qui motivent certaines concentrations, des enquêteurs qui, en permanence, comme la *Federal Trade Commission*, surveillent le marché et les participations financières, considèrent l'intérêt du consommateur, scrutent avec tout le sérieux nécessaire les accords qui peuvent être passés ou même seulement sont présentés, interviennent sans délai auprès des autorités politiques des gouvernements ou des autorités qui font preuve d'autorité et non de faiblesse ou de complicité, les inquiétudes exprimées ici doivent tomber.

Aussi je me tourne vers la Haute Autorité. Nous avons devant nous les textes actuels du Traité; nous avons dans les nouveaux traités, ceux de Rome, des articles qui s'inspirent de la législation française sur les ententes et qui donnent aux commissions des pouvoirs d'intervention réels. Si les enquêtes sont bien faites, si les commissions et la Haute Autorité se manifestent à temps et fermement, le problème pour moi est simple, quel que soit le libellé de la résolution qui nous est soumise, c'est uniquement une question de volonté.

C'est pourquoi je demande à la Haute Autorité de nous apporter le concours de sa fermeté qui servira d'exemple aux nouvelles commissions.

Si la Haute Autorité est ferme, les textes comme ceux qui nous sont présentés sont satisfaisants, car ils ne nous apportent au fond pas grand chose; ils valent par ce qu'elle en fera.

M. Michel Debré a fait allusion au problème des concentrations en Allemagne; ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Si elles sont nécessaires à l'économie, c'est bien; si elles ne le sont pas ou même s'il y a un risque de voir ces concentrations nuire au pouvoir politique, il appartient sans délai à la Haute Autorité de désigner les enquêteurs qui nous permettront à tous de nous faire une opinion et à la Haute Autorité d'intervenir en conséquence.

Je le répète pour la deuxième fois, l'intervention de M. Debré me rappelle la nécessité pour nous de faire la preuve de ce que vous devriez être, d'après votre définition même, c'est-à-dire non pas une autorité gentille et conciliante, mais une Haute Autorité consciente de ses responsabilités.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité. — Monsieur le président, je voudrais d'abord rendre hommage au rapporteur de votre Commission, M. Lapie, pour son exposé, je dirai plutôt pour le message très clair qu'il a adressé à la Haute Autorité.

Je dirai aussi que la Haute Autorité se félicite du contenu de la résolution présentée; cette résolution correspond très largement à la politique qu'elle a développée depuis cinq ans et à l'interprétation qu'elle a donnée aux dispositions de l'article 66.

La cohérence de l'action de la Haute Autorité dans le domaine des concentrations résulte à la fois des objectifs économiques du Traité et de la préoccupation d'établir une concurrence effective dans les industries dont elle a la charge aux termes de l'article 66 du Traité, tout comme les objectifs de sa politique en matière charbonnière, en matière sidérurgique, inspirent à la Haute Autorité le souci de permettre la constitution d'unités de production de la dimension la plus économique.

L'Assemblée connaît l'importance des économies qui peuvent résulter d'une rationalisation de l'industrie sidérurgique par la création de grandes unités de production. M. le rapporteur a bien voulu rappeler les avantages qui peuvent en résulter du fait que l'on évitera de trop grandes fluctuations conjoncturelles.

A cet égard aussi, le rapport soumis à votre Assemblée par l'honorable M. Fayat a attiré à juste titre votre attention sur l'ordre de grandeur atteint par les entreprises sidérurgiques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. On sait, d'autre part, le rôle favorable que joue dans l'industrie de l'acier la stabilité des approvisionnements comme des débouchés.

Ces objectifs: rationalisation et stabilité, la Haute Autorité croit que son action dans le domaine des concentrations doit en permettre la réalisation. Mais la Haute Autorité est convaincue, d'autre part, qu'il importe d'assurer aux consommateurs leur part des avantages que peut procurer l'établissement d'un grand marché commun.

Cette préoccupation, d'ailleurs, s'exprime dans l'interprétation qu'elle donne de l'article 66 du Traité. Les autorisations de concentration que la Haute Autorité a accordées jusqu'à ce jour — et elle entend poursuivre la même politique — ne permettraient pas la création de situations monopolistiques. Le jeu de la concurrence entre entreprises luttant à armes égales s'en trouve d'autant renforcé et doit assurer aux consommateurs des approvisionnements aux conditions les plus favorables.

Nous croyons, avec votre Commission du marché, à l'utilité de la faculté dont nous disposons d'assortir ces autorisations de conditions et nous ne manquerons pas d'en faire usage chaque fois que cette formule se révélera nécessaire pour assurer les fins du paragraphe 2 de l'article 66.

M. Lapie a parlé du «plafond flexible». M. Birrenbach a indiqué qu'en dehors d'un plafond pour l'acier brut, il faut aussi tenir compte d'un plafond spécifique pour les produits finis. A cet égard, je voudrais seulement dire et redire ce que nous avons eu déjà l'occasion de préciser, à savoir qu'il y a une limite supérieure au delà de laquelle nous ne serions pas disposés à accorder notre autorisation à un projet de concentration.

Au cours des débats de l'Assemblée au mois de juin dernier, tout comme à l'occasion de la réponse que M. Michel Debré vient de rappeler à sa question, nous avons précisé que nous ne pourrions autoriser une opération tendant à constituer ou à reconstituer une entreprise de l'importance qu'avait la *Vereinigte Stahlwerke* et pour ceci, n'importe sous quelle forme.

La Haute Autorité est consciente des problèmes qui peuvent être posés dans certaines situations particulières du marché. M. Lapie a attiré notre attention sur les concentrations verticales dans les domaines du charbon et de l'acier. Nous nous sommes toujours efforcés d'en tenir compte. Nous avons obtenu que les entreprises sidérurgiques propriétaires de charbonnages s'imposent à elles-mêmes des restrictions en période de tension du marché, et nous étudions les mesures qui pourraient être prises et mises en application, soit dans le cadre de l'article 65, soit dans celui de l'article 66, en vue de parer aux inconvénients d'ordre économique qui peuvent résulter, tant pour les consommateurs que pour les producteurs de char-

bon, d'une dépendance trop absolue de l'industrie charbonnière vis-à-vis de certains propriétaires consommateurs.

Nous estimons que la recherche de ces mesures va dans le sens de la tâche qui nous est confiée par l'article 3 du Traité, d'assurer l'approvisionnement régulier, l'accès égal aux sources de production, conditions incitant les entreprises à développer et à améliorer leur potentiel de production pour l'expansion régulière de la modernisation de la production.

Pour ce qui touche aux répercussions politiques éventuelles du développement des concentrations, la Haute Autorité tient à attirer l'attention de l'Assemblée sur deux points qui lui semblent également importants.

D'abord, on demande à la Haute Autorité d'éviter, comme il est dit dans la résolution, la concentration d'une trop grande puissance économique et, par là, politique dans les mains de certains particuliers.

Nous sommes parfaitement conscients, monsieur le président, de ce danger, et je voudrais m'adresser un moment à M. Michel Debré. Mes collègues et moi-même avons été particulièrement heureux de constater que M. Debré nous considère maintenant comme un gouvernement, au moins en ce qui concerne le charbon.

(Sourires.)

D'autre part, j'ai été déçu d'apprendre que M. Debré croit, avec l'Assemblée d'ailleurs, que nous ergotons sur la lettre et l'esprit du Traité, que nous minimisons notre rôle et que nous devenons des sortes de techniciens qui font de la comptabilité d'une tonne d'acier sur une autre.

Je voudrais lui répéter, comme j'ai déjà eu l'honneur de le lui dire en commission, que notre différend n'est pas si grand. La Haute Autorité ne dira jamais qu'elle ne comprend pas son rôle politique; elle ne nie pas sa responsabilité politique.

Là où elle diffère, c'est lorsqu'elle croit que ce problème politique peut résulter d'une puissance économique trop grande et qu'elle ne peut pas se servir de l'arbitraire politique pour combattre cette puissance économique.

Ce que nous croyons, monsieur Debré, c'est qu'à des forces politiques qui s'appuient sur des forces économiques, nous ne pouvons répondre qu'avec des moyens économiques et non pas avec des moyens politiques. C'est là notre différence et nous avons la conviction que la seule véritable méthode pour éviter la concentration du pouvoir politique en fonction de la puissance économique, consiste à appliquer avec rigueur des critères d'ordre économique assurant la concurrence. Ces préoccupations économiques des dispositions de l'article 66 et la vigilance de la Haute Autorité dans leur application nous paraissent la meilleure garantie.

M. Roselli a dit qu'il ne fallait pas de citoyens trop puissants. Je crois pouvoir donner l'assurance, à lui et à M. Armengaud, que nous serons vigilants et conscients de nos responsabilités. Le moment venu, nous comprenons que nous devons agir avec les pouvoirs qui nous ont été conférés.

Les critères de cette action, monsieur le président, ont été définis avec précision par le Traité et sont soumis au contrôle juridictionnel de la Cour de Justice. Leur stricte observation est la condition de l'état de droit qui règle notre Communauté et fait notre juste fierté.

La Haute Autorité ne peut sortir des voies qui lui sont tracées par le Traité sous peine de tomber dans un arbitraire que votre Assemblée serait la première à sanctionner et qu'en tout état de cause la Cour de Justice ne pourrait admettre.

En jugeant du rôle politique d'une entreprise, indépendamment de sa situation économique vue sous l'angle du Traité, la Haute Autorité ne pourrait éviter l'accusation d'arbitraire politique.

Un deuxième aspect politique du problème des concentrations découle de l'héritage des lois alliées assurant la déconcentration et les obligations de vente qui en découlent. L'exécution de ces dispositions de nature essentiellement politiques a été transférée par les alliés occidentaux au gouvernement de la République fédérale en vertu de l'article 9 de la Convention sur le règlement des questions issues de la guerre et de l'occupation de 1955.

Ce domaine reste exclusivement de la responsabilité du gouvernement fédéral, dans ses rap-

ports avec les cosignataires du Traité de Paris. La Haute Autorité a insisté sur ce point, car elle croit nécessaire, à ce stade de la discussion, que le domaine des responsabilités respectives de chacun soit clairement établi.

Monsieur le président, messieurs, M. le rapporteur a parlé du poste de surveillance. Nous sommes décidés à poursuivre avec vigueur notre action de surveillance du marché.

La Haute Autorité est confiante du rôle que peut jouer la plus large publicité de ses décisions, tant pour son action que pour celle des milieux intéressés, contre l'établissement de positions monopolistes.

Dans cette perspective et consciente de l'intérêt que porte l'Assemblée au développement de son information dans ce sens, la Haute Autorité a décidé de publier, dans son rapport général de mai prochain, la liste des opérations autorisées jusqu'à présent, en indiquant le nom des entreprises qui y sont impliquées, aussi bien que les caractéristiques essentielles de l'opération autorisée.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Debré.

M. Debré. — Je ne veux pas, mes chers collègues, prolonger ce dialogue qui, portant sur des affirmations de principe, ne nous conduirait nulle part. Les faits sont plus forts que les principes. De session en session, nous verrons bien qui de nous a raison d'être inquiet ou d'être satisfait.

Je prends acte toutefois et bien volontiers de l'affirmation de M. le vice-président selon laquelle la Haute Autorité a conscience de sa responsabilité politique, même si elle n'a à sa disposition que des moyens d'ordre économique pour y faire face. C'est là une affirmation capitale dont, je le répète, je prends acte et dont nous devons tous prendre acte. Elle montre bien que les articles 2, 3, 4 et 5 du Traité n'auraient pas de signification si l'article 66 devait en être isolé et être considéré comme totalement indépendant.

Le problème qu'il faudra un jour discuter ici, mais qui doit au moins sans tarder être repris en commission et, ensuite, de session en session, est celui de la réalité des faits.

Mais, à certaines questions, la Haute Autorité ne pourrait-elle répondre dès maintenant?

Vous nous présenterez les concentrations que vous aurez autorisées, mais nous expliquerez-vous les mouvements de concentrations qui se produisent sans votre autorisation, par des procédés détournés pouvant aboutir au même résultat? Les connaissez-vous tous? Avez-vous la volonté de les déceler en toute hypothèse?

En face de ces mouvements de reconcentration bien déterminés, mais qui vous échappent ou tentent de vous échapper, aurez-vous, dans les semaines et les mois qui viennent, une attitude différente de celle que vous avez eue au cours des mois passés?

C'est à partir du moment où l'on est d'accord sur les principes, qu'il est aisé de formuler, que le désaccord commence. Vous vous estimez satisfait; nous nous estimons inquiets et nos inquiétudes ont des noms précis que je me suis permis de rappeler.

Si M. le vice-président n'estime pas possible de répondre aujourd'hui d'une manière précise, qu'il sache bien que l'action de la Haute Autorité n'échappe pas à un contrôle permanent, même lorsque l'Assemblée n'est pas réunie et que, en ce qui me concerne, je ne peux, si je lui donne acte de la qualité des principes qu'il formule, lui donner acte aussi de la satisfaction qu'il a de l'œuvre accomplie.

J'ai le sentiment que ce qui s'est dit aujourd'hui, en particulier sur les reconcentrations en cours, ne l'aurait pas été si, depuis quelques mois, la Haute Autorité avait été plus ferme et plus nette, et si elle ne se contentait pas de dire qu'elle examinerait les autorisations demandées. Elle avait le droit et le pouvoir d'arrêter un certain nombre de mouvements de reconcentration pour lesquels aucune autorisation ne lui est demandée. Lorsque ces reconcentrations seront faites par des procédés juridiques extrêmement difficiles à déceler, il sera trop tard et il ne nous restera plus qu'à regretter que la Haute Autorité se soit déclarée si facilement satisfaite.

Si M. le vice-président veut bien reprendre la parole, j'aimerais qu'il réponde aux questions précises que je viens de lui poser et aussi, si possible, sur les cas particuliers que j'ai évoqués dans mon exposé.

Dans la négative, je demanderai une réunion de la Commission, afin que le dialogue soit repris aussi rapidement que possible.

M. le président. — La parole est à M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité. — Monsieur le président, je crois que nous pouvons accepter avec plaisir l'invitation de l'honorable M. Debré et continuer la discussion en Commission du marché commun.

Je voudrais cependant ajouter que nous avons défini les éléments de contrôle et que nous serons très heureux d'en discuter avec lui.

M. Debré. — Pas seulement avec moi!

M. Spierenburg. — En particulier avec vous.

M. le président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. P.-O. Lapie, rapporteur. — Monsieur le président, je ne veux pas alourdir ce débat, mais simplement, avec votre permission, me féliciter de voir que le modeste rapport que j'ai présenté pour reprendre cette question a donné lieu à une ample discussion. L'Assemblée tout entière est ainsi témoin des différentes positions qui se sont manifestées au sein de la Commission et dont nous avons essayé de faire une synthèse dans le texte de compromis qui vous est présenté, texte que l'Assemblée votera, je l'espère, à une large majorité.

M. le président. — La parole est à M. Debré.

M. Debré. — Que la Haute Autorité ne veuille pas répondre sur les cas précis que j'ai soulevés dans mon intervention, je l'admets, mais un problème de droit et un problème politique se posent. La Haute Autorité déclare: J'examine les demandes de reconcentration ou de recartellisation qui me sont présentées et je suis prête à publier les autorisations accordées.

Cependant, elle ne répond pas à la question suivante: Que fait-elle quand des reconcentrations ou des recartellisations se présentent, pour lesquelles aucune autorisation n'a été demandée?

Est-elle, au fond de sa conscience collective, assurée que tout se fait après autorisation et qu'il n'existe pas de procédé juridique, financier ou autre qui permette des reconcentrations et des recartellisations finalement aussi importantes, mais pour lesquelles aucune procédure d'autorisation ne lui est soumise?

M. le président. — La parole est à M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité. — Nous savons bien que nous ne pouvons pas rester inactifs. Nous ne devons pas attendre que les demandes d'autorisation nous soient présentées. La division des cartels et des concentrations est là pour surveiller ce qui se passe et je puis donner à M. Debré l'assurance qu'elle fait son travail.

Du reste, j'invite notre collègue à reprendre le dialogue au sein de la Commission.

M. le président. — Il n'y a plus d'orateur inscrit dans la discussion.

M. Debré. — Ce qui ne veut pas dire qu'elle est close.

(Sourires.)

M. le président. — Vous avez entendu la proposition de M. le vice-président de la Haute Autorité tendant à poursuivre la discussion en commission. Nous en prenons acte.

M. P.-O. Lapie, rapporteur. — La discussion du rapport, elle, est terminée?

M. le président. — La discussion générale est close, mais le sujet n'est pas épuisé.

Nous passons à l'examen de la résolution proposée par la Commission et contenue dans le document n° 16. J'en donne lecture:

«L'Assemblée Commune,

constate que dans l'industrie charbonnière et sidérurgique, déjà fortement concentrée au moment de l'entrée en vigueur du Traité, le mou-

vement de concentration tant horizontale que verticale s'est poursuivi. Cette tendance à la concentration continuera à se faire sentir dans les années qui viennent;

estime que les concentrations peuvent avoir pour but une rationalisation de la production, un abaissement des prix de revient, une plus grande stabilité de l'emploi et une plus forte résistance aux variations conjoncturelles; que les bénéfices qu'apportent les concentrations aux producteurs doivent se traduire par des avantages pour les consommateurs;

souligne que les concentrations d'entreprises peuvent contribuer à atteindre les objectifs fondamentaux du Traité;

rappelle cependant que les concentrations peuvent aussi comporter des dangers certains;

estime que le problème de l'intégration charbon-acier doit être suivi avec attention à la lumière du rapport présenté par la Commission et du débat en Assemblée plénière;

affirme que les concentrations ne doivent pas aboutir à ce que des entreprises se soustraient à la concurrence ou perturbent le marché commun;

invite la Haute Autorité:

- à développer une action cohérente dans le domaine des concentrations, dans le cadre de sa politique charbonnière et sidérurgique;
- à orienter le mouvement des concentrations dans un sens qui corresponde aux buts de la Communauté;
- à appliquer l'article 66, § 2, avec davantage de liberté et de souplesse, notamment en subordonnant, le cas échéant, son autorisation à toutes conditions qu'elle estime appropriées;
- à examiner quelles seront les limites au delà desquelles une concentration ne serait pas souhaitable, sans que ces limites doivent être fixées de manière absolue;
- à observer avec une attention particulière le mouvement des concentrations verticales charbon-acier;
- à s'inspirer, dans son application des dispositions relatives aux concentrations, des articles 2, 3 4 et 5 du Traité;

- à tenir compte des répercussions politiques éventuelles du développement des concentrations et à s'efforcer de l'orienter de manière à éviter la concentration d'une trop grande puissance économique et, par là, politique dans les mains de certains particuliers;
- à continuer son action en ce qui concerne la surveillance du marché;
- à informer sa Commission du marché commun dans la plus large mesure possible de l'évolution, dans le domaine des concentrations.»

Je suis saisi d'un amendement (n° 1), présenté par M. Birrenbach, tendant à supprimer les deux alinéas suivants:

« — à s'inspirer, dans son application des dispositions relatives aux concentrations, des articles 2, 3, 4 et 5 du Traité;

— à tenir compte des répercussions politiques éventuelles du développement des concentrations et à s'efforcer de l'orienter de manière à éviter la concentration d'une trop grande puissance économique et, par là, politique dans les mains de certains particuliers.»

Sur cet amendement, la parole est à M. Bertrand.

M. Bertrand. — (N) Monsieur le président, avant que nous examinions cet amendement, dont la teneur me semble être très technique et susceptible de multiples interprétations, il serait bon que tous les membres de l'Assemblée disposent du texte et de la traduction dans les diverses langues.

M. le président. — Je rappelle à M. Bertrand que la proposition de résolution a été distribuée et que l'amendement présenté par M. Birrenbach tend à la suppression de deux de ses alinéas.

La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet. — J'avoue être assez étonné par l'amendement déposé par notre collègue M. Birrenbach. Si, dans le discours qu'il a prononcé tout à l'heure, il a justifié la suppression de

l'alinéa concernant les articles 2, 3, 4 et 5 du Traité, il s'est bien gardé, en revanche, de justifier la suppression de l'alinéa où l'on engage la Haute Autorité à tenir compte des répercussions politiques éventuelles du développement des concentrations. Si j'ai bonne mémoire, il a même dit exactement le contraire en déclarant qu'à son avis les concentrations n'avaient pas de conséquences politiques, mais que, si elles en avaient, il serait, bien entendu, d'accord pour que la Haute Autorité intervienne et sévisse.

Je ne comprends donc pas la suppression qu'il propose. Elle permet de penser qu'il y a chez lui quelque arrière-pensée qu'il n'avait pas exprimée dans son discours et qui est maintenant relevée par son amendement.

Dans ces conditions, nous voterons contre cet amendement dont l'adoption, je crois pouvoir le dire, entraînerait pour nous un vote hostile à l'ensemble de la proposition.

M. P.-O. Lapie, rapporteur. — Monsieur le président, puis-je demander si M. Birrenbach soutient son amendement et quels sont ses arguments?

M. le président. — La parole est à M. Birrenbach.

M. Birrenbach. — (A) Monsieur le président, messieurs, j'ai exposé en détail les raisons sur lesquelles je me suis fondé pour dire qu'il faudrait supprimer les deux alinéas de la proposition de résolution présentée dans le rapport complémentaire de M. Lapie.

J'ai dit que des contrôles politiques sont naturellement aussi nécessaires. J'ai simplement demandé si la Haute Autorité était compétente pour y procéder.

Ainsi que M. Triboulet s'en souviendra, j'ai déclaré que les gouvernements nationaux sont actuellement encore compétents dans cette question. Mais je n'ai dit en aucune façon que l'économie se mouvait en quelque sorte dans le vide, c'est-à-dire qu'elle se développait sans lien aucun avec la situation politique.

J'ai dit que la Haute Autorité et notre Assemblée étaient compétentes pour les questions économiques et sociales intéressant l'industrie

du charbon et de l'acier, mais qu'elles ne l'étaient pas pour des questions purement politiques. Je le répète et je le souligne: je n'enlève rien aux déclarations que j'ai faites dans ma première intervention.

Au sujet du premier point de ma proposition d'amendement, j'ai dit — d'ailleurs en accord complet avec les déclarations faites il y a un an par M. Etzel, qui était alors vice-président de la Haute Autorité — que le Traité de la C.E.C.A. doit être interprété d'une manière restrictive et que l'on ne saurait faire état des interprétations qui ne découlent pas de cette disposition de l'article 66. Cela ne prouve donc en aucune manière que je me sois écarté du point de vue que j'ai exposé tout à l'heure. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de pures questions de forme et pas d'autre chose.

Quant au fond, je peux approuver la proposition de résolution de M. Lapie; je pense l'avoir montré clairement. Bien entendu, je suis tout autant que vous, messieurs, un adversaire des monopoles. Je me suis borné à dire que le critère décisif permettant de reconnaître si l'on a affaire à des concentrations, c'est le principe qui régit l'économie de marché, en d'autres termes la concurrence. Le principe de la concurrence se fonde sur la disposition de l'article 66. Voilà ce que j'ai donné à entendre, et rien de plus.

M. le président. — La parole est à M. Teitgen.

M. Teitgen. — Je voterai sans hésitation contre l'amendement de M. Birrenbach.

En effet, la première partie de cet amendement est incontestablement contraire au Traité. La chose est maintenant jugée en termes définitifs: par trois arrêts au moins, la Cour de Justice de la Communauté a affirmé que toutes les dispositions du Traité devaient être appliquées à la lumière et dans le cadre des règles posées par les articles 2, 3, 4 et 5 du Traité.

En conséquence, la position que soutient notre collègue est contraire à l'interprétation définitive du Traité.

Quant à la seconde partie de son amendement, je dois dire que, si la proposition de M. Lapie avait été soumise à une assemblée secrète de l'ensemble des dirigeants des cartels

et concentrations, c'est à coup sûr la suppression de ce passage que cette assemblée aurait demandée.

Par conséquent, je voterai pour le maintien de ce texte.

M. le président. — Quel est l'avis de la Haute Autorité?

M. Finet, président de la Haute Autorité. — Monsieur le président, sur le premier point qui vient d'être soulevé par M. Teitgen, la Haute Autorité ne peut que marquer un accord complet sur la thèse qui vient d'être développée. Les dispositions d'ordre général reprises dans les articles 2, 3, 4 et 5 du Traité sont tellement intangibles que la petite révision prévue par l'article 96 ne permet pas d'y toucher. Par conséquent, demander qu'il ne soit pas fait rappel de ces dispositions fondamentales, c'est vouloir ignorer le Traité.

Quant à l'opinion de la Haute Autorité sur la seconde partie de l'amendement, je pense qu'il n'est pas nécessaire d'épiloguer longuement. Je crois que la réponse qui a été donnée par M. le vice-président Spierenburg est claire; en ce qui la concerne, la Haute Autorité accepte la responsabilité totale de l'action qu'elle doit mener dans le sens prévu par la proposition de résolution rapportée par M. Lapie.

Par conséquent, la Haute Autorité ne se prononce pas, puisqu'elle n'a pas le droit de demander à l'Assemblée d'accepter ou de rejeter un amendement; mais elle déclare que tout ce qui est contenu dans le projet de résolution la satisfait pleinement.

M. le président. — La parole est à M. Deist.

M. Deist. — (A) Monsieur le président, messieurs, il me paraît très surprenant qu'à la suite d'un discours dans lequel il se déclare partisan des principes du Traité, un orateur demande que l'on supprime dans une résolution deux alinéas qui reconnaissent expressément les bases les plus importantes du Traité.

J'ai renoncé à répondre aux explications de M. Birrenbach parce que j'ai craint de ne pas pouvoir le faire avec la modération qui est d'usage dans cette maison. Mais je crois

devoir déclarer qu'il est inadmissible de dire: «J'approuve l'esprit général de la résolution», et de demander ensuite que deux passages importants de cette résolution soient supprimés.

Quelle est la teneur des deux alinéas en question?

Le premier dit que dans son application des dispositions relatives aux concentrations, la Haute Autorité doit s'inspirer des articles 2, 3, 4 et 5 du Traité. En demandant la suppression de ce passage, l'auteur de la proposition ne peut donc avoir qu'un seul objectif, à savoir que dans l'application des dispositions relatives aux concentrations, la Haute Autorité ne recoure pas à ces dispositions fondamentales du Traité. Cela me paraît une attitude inadmissible pour un membre d'une Assemblée qui a toujours estimé que sa tâche essentielle consistait à pousser à l'application de ces dispositions fondamentales du Traité. Notre parlement a précisément estimé que sa tâche essentielle consiste à inciter constamment la Haute Autorité à appliquer les dispositions fondamentales des articles 2, 3, 4 et 5 du Traité.

Mais je désire aussi dire quelques mots au sujet de l'autre alinéa dont la proposition d'amendement demande la suppression. Dans cet alinéa, la Haute Autorité est invitée à tenir compte des répercussions politiques éventuelles du développement des concentrations et à s'efforcer de l'orienter de manière à éviter la concentration d'une trop grande puissance économique et, par là, politique dans les mains de certains particuliers.

M. Birrenbach a chanté ici les louanges de la puissance économique et de la prétendue libre concurrence au sein de l'industrie sidérurgique et de l'industrie charbonnière, ce qui n'est plus compatible avec l'esprit et la lettre du Traité. Je tiens à le constater expressément; en effet, la teneur des articles 65 et 66 montre avec quelles réserves les Parties contractantes ont abordé la question de la puissance économique qui se constitue sous forme de cartels et de concentrations.

Si on éliminait maintenant de la résolution ce principe du Traité, on renoncerait une fois de plus à des éléments essentiels du Traité et à certaines bases fondamentales du travail que nous avons accompli en commun au cours de ces cinq années. Le Traité est fondé sur le prin-

cipe du libre développement de l'économie, mais il est fondé tout autant sur la reconnaissance du fait que les autorités publiques — dans le cas présent, la Haute Autorité — ne peuvent pas laisser cette évolution se poursuivre en toute liberté, mais doivent la contenir dans certaines limites. Ces limites sont indiquées dans les articles 65 et 66.

Pour ne pas désavouer l'activité que nous avons déployée jusqu'ici dans cette enceinte et pour ne pas désavouer non plus les bases du Traité, je vous prie instamment d'approuver ces deux points de la résolution, car s'il en était autrement, nous renoncerions à une partie de ce qui fait l'essence même de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. P.-O. Lapie, rapporteur. — Monsieur le président, en tant que rapporteur de la Commission du marché commun, dont notre collègue, M. Birrenbach, est également membre, je me permets d'insister auprès de lui pour qu'il retire son amendement.

M. le président. — La parole est à M. Struye.

M. Struye. — Je voterai sans hésiter contre l'amendement, d'une part, parce qu'il me paraît enlever à la proposition de résolution une partie importante de sa substance et, d'autre part, parce que la suppression du passage visé me semblerait constituer un recul regrettable sur la position qui a toujours été admise par cette Assemblée.

M. le président. — Monsieur Birrenbach, maintenez-vous votre amendement?

M. Birrenbach. — (A) Monsieur le président, je viens d'expliquer que les deux parties de ma proposition d'amendement s'inspirent de considérations de pure forme. Etant donné que sur le fond même je suis d'accord avec la plupart des orateurs, j'accepte de retirer ma proposition. Je suis convaincu que pour ces questions de forme on peut s'en remettre à la Haute Autorité.

M. le président. — L'amendement est retiré. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix la résolution proposée par la Commission.

(La résolution, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. — Je constate que la résolution est adoptée à l'unanimité.

7. — *Politique salariale*

M. le président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport intérimaire de M. Nederhorst, fait au nom de la Commission des affaires sociales, sur l'évolution des salaires et la politique salariale dans les industries de la Communauté.

La parole est à M. Nederhorst, rapporteur.

M. Nederhorst, rapporteur. — (N) Monsieur le président, messieurs, la Commission des affaires sociales n'a pas toujours eu l'intention de présenter un rapport en février.

Il a donc fallu une occasion spéciale pour que l'honneur puisse m'échoir de présenter aujourd'hui à l'Assemblée Commune un rapport au nom de la Commission des affaires sociales. Cette occasion, ce fut la transmission à la Commission d'un important rapport en deux parties sur les principales tendances de la politique salariale. Ce rapport provisoire a beaucoup intéressé la Commission et je tiens à présenter à la Haute Autorité mes plus vifs éloges et ceux de la Commission.

La Haute Autorité a fait œuvre de pionnier en ce domaine et je suis sûr que son travail servira à faire mieux connaître le problème.

C'est la première fois dans l'histoire de notre Communauté qu'il nous est donné d'avoir un aperçu systématique, d'abord des régimes de rémunération en vigueur dans les six pays, ensuite des tendances de la politique salariale de chaque pays. La Commission des affaires sociales a estimé qu'un tel rapport devait inspirer un débat en séance publique et elle m'a fait l'honneur de me désigner comme rapporteur.

Le document élaboré par la Haute Autorité a facilité la tâche du rapporteur.

En analysant par pays les régimes de rémunération et les tendances de la politique salariale, il permet la comparaison synoptique qui fera découvrir parfois des tendances communes aux différents pays.

S'il est en matière sociale un domaine d'où la collaboration européenne a été absente, c'est bien celui de la politique salariale. Chacun de nos pays mène sa politique salariale à l'échelle strictement nationale.

Nulle part la fixation des salaires ou la détermination des tendances de la politique salariale n'est chez nous l'occasion d'une rencontre internationale des partenaires sociaux ou des gouvernements. Chaque pays agit à sa façon. Aussi la politique salariale est-elle nationale dans la pleine acception du terme. Il n'y aurait donc eu rien d'étonnant à voir la comparaison des régimes de rémunération révéler de profondes divergences de pays à pays.

Or, voici qui est surprenant: l'étude du document publié par la Haute Autorité fait apparaître qu'en dépit de divergences profondes, la politique salariale des six pays concorde sur bien des points: les régimes de rémunération comme les tendances des salaires ont des points de similitude.

Voyons d'abord la similitude des régimes de rémunération.

Il y a six mois, quand je ne connaissais pas encore l'étude de la Haute Autorité, si on m'avait demandé où se trouvait la démarcation entre les régimes de rémunération dans la Communauté, j'aurais sans doute classé d'un côté le régime de fixation des salaires tel qu'il existe dans mon pays, par exemple, et de l'autre le régime de formation des salaires, où les partenaires sociaux conservent toute leur liberté et où le Gouvernement n'a pas le droit d'influencer la politique des salaires.

L'étude attentive de la documentation force pourtant une conclusion toute différente et nuance singulièrement le contraste entre formation et fixation des salaires.

Aux Pays-Bas, terre d'élection de la fixation des salaires, nous voyons se dessiner une évo-

lution vers une plus grande liberté de la politique salariale, sans que soit complètement dénoncé pour autant le principe du contrôle du niveau des salaires. Dans les pays professant le principe de la libre formation des salaires, nous voyons en revanche que l'influence gouvernementale sur la politique salariale peut revêtir des formes multiples. Même si les partenaires sociaux statuent en dernière instance sur le niveau des salaires, il n'en reste pas moins que le Gouvernement exerce effectivement une influence sur la formation des salaires.

Dans certains pays, comme la France, cette influence se manifeste par la réglementation légale du salaire minimum. Mais une fois fixé, le salaire minimum se répercute, par la pyramide des salaires, sur le niveau des salaires mieux classés.

En régime de libre formation des salaires, l'influence du Gouvernement se traduit encore par cette «politique des rendez-vous», dont l'appellation est d'ailleurs typique. Aucune disposition légale ne régit ces «rendez-vous» du Gouvernement et des partenaires sociaux, mais en pratique, le Gouvernement influence effectivement toute décision qui modifie notablement les salaires.

L'influence que les gouvernements de tous les pays essayent d'exercer sur les salaires ne supprime évidemment pas toute divergence entre fixation et formation des salaires, mais la divergence est moins grave qu'il n'y paraît de prime abord. Si les régimes de rémunération s'apparentent déjà jusqu'à un certain point, la parenté s'affirme bien plus grande encore quand on examine de plus près les tendances de la politique salariale. C'est parfois à croire qu'une main invisible a orienté dans le même sens la politique salariale de chacun des six pays.

Votre rapporteur s'est efforcé d'analyser ces parallélismes de la politique salariale. Qu'il lui soit permis de vous faire grâce des détails que vous trouverez dans le rapport.

Remarquons tout d'abord que l'on voit partout le coût de la vie influencer sur le niveau des salaires. Le lien est parfois automatique, comme en régime de l'échelle mobile des salaires. Parfois aussi, le lien est moins officiel, ce qui n'empêche pas le coût de la vie d'être un facteur admis dans les discussions comme justifiant le relèvement des salaires. Une fois de plus, les contrastes sont donc plus apparents que réels.

L'adaptation automatique des salaires au coût de la vie ne se rencontre pratiquement nulle part. Il est en réalité possible d'augmenter les salaires en cas de hausse des prix; mais en cas de baisse des prix, il est bien difficile de faire baisser les salaires en proportion. Jusqu'à présent, aucun pays de la Communauté n'y est parvenu.

Un problème se pose maintenant dans la perspective de l'intégration. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier comme la Communauté Economique Européenne se proposent d'élever le niveau de vie des peuples. Ce sont toutes deux des organismes économiques à but social.

Or, il est possible d'élever le niveau des salaires de plusieurs façons: le niveau de vie s'élèvera si les revenus des travailleurs augmentent, les prix restant les mêmes, mais il s'élèvera aussi en cas de hausse simultanée des salaires et des prix, à condition que la hausse des salaires soit plus forte que celle des prix. Enfin, il s'élèvera si les prix baissent sans que les salaires soient modifiés. Dans chacun de ces trois cas, on a le droit de parler d'augmentation du revenu réel.

Si l'instauration du marché commun faisait baisser les prix et si en même temps les salaires s'adaptaient automatiquement à ce niveau, les peuples de la Communauté perdraient le bénéfice d'un des avantages de l'intégration.

A mon avis, c'est là un argument en faveur d'une certaine souplesse d'adaptation des salaires, en cas de baisse des prix, dans le cadre d'un système d'échelle mobile.

J'en viens maintenant à parler d'une autre tendance de la politique des salaires, à savoir la fixation de salaires minima.

A première vue, le système semble n'exister dans aucun autre pays que la France et la Belgique. En y regardant de plus près, on arrive à la conclusion qu'en France le salaire minimum est fixé par la loi, mais certainement pas que, dans les autres pays, la notion de «salaire minimum» n'intervient en rien dans la fixation des salaires. Ce serait une erreur de supposer qu'en Allemagne et aux Pays-Bas, par exemple, la revendication d'un salaire minimum ne joue aucun rôle dans les négociations concernant les salaires. Au contraire, la documentation montre

bien qu'elle est devenue, dans ces pays comme ailleurs, un élément important des négociations salariales.

C'est facile à comprendre, car, immédiatement après la guerre, nous avons eu, dans nombre de nos pays, à souffrir d'une pénurie alimentaire et c'est alors que l'on s'est mis à souhaiter et à revendiquer la détermination, par voie de négociations, d'un salaire minimum suffisant pour acheter les vivres rationnés.

C'était au temps du rationnement, mais l'idée que le moindre des salaires doit assurer un minimum décent est restée vivace dans les négociations.

D'après moi, la seule différence est que ce point est légalement acquis dans un pays comme la France, tandis qu'il est communément admis dans les négociations salariales d'autres pays.

D'une façon générale, on peut constater qu'en France de nombreuses améliorations sociales sont réglées par la loi, tandis que dans des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas, elles ont été réalisées par voie de conventions collectives.

Une troisième différence générale dans la politique salariale réside dans les compléments du salaire. C'est après la guerre que ces compléments se sont multipliés, mais quelques compléments importants ont subsisté jusqu'à nos jours.

Je retiens spécialement un de ces compléments: la prime d'assiduité aux mineurs. Cette prime existe actuellement en Allemagne. Aux Pays-Bas, on l'a introduite à titre temporaire.

Les points de vue diffèrent au sujet de l'efficacité de cette prime. Elle est destinée à lutter contre l'absentéisme. Néanmoins, beaucoup lui préfèrent une augmentation normale des salaires. En outre, il y a cette fameuse controverse sur le point de savoir si la prime en question doit être financée par tous ou par les employeurs.

L'importance de ce point est évidente. En effet, le fait d'accorder la prime dans un bassin houiller et pas dans un autre bassin voisin provoque de graves distorsions, comme nous avons pu le constater pendant l'année écoulée. C'est en Allemagne qu'il a provoqué la migration

d'ouvriers d'un bassin à un autre. Le problème du recrutement de main-d'œuvre destinée à l'industrie charbonnière n'est pas résolu pour autant: il est seulement déplacé.

On déplaçait les difficultés de l'Allemagne vers les autres pays. Voilà une des raisons de s'entendre autant que possible sur la mise en vigueur de mesures de ce genre, afin que les pays ne se créent pas mutuellement de grandes difficultés.

Quel est le phénomène le plus frappant et le plus commun de la politique salariale d'après-guerre? A mon avis, ce sont les fortes tendances au nivellement qui se sont manifestées depuis 1945 dans la politique salariale des six pays.

Il s'agit bien d'un phénomène européen. Les écarts des salaires ont fortement diminué entre la ville et la province, entre manœuvres et ouvriers qualifiés, entre hommes et femmes, d'une industrie ou d'une entreprise à l'autre.

Tandis que ces tendances au nivellement existaient dans tous les pays après la guerre, un mouvement en sens inverse s'est amorcé avec le début de la haute conjoncture: voilà qui est remarquable!

En effet, les différences de salaire entre manœuvres et ouvriers qualifiés ont recommencé à s'accroître à la faveur de la haute conjoncture.

Bien des causes expliquent ce phénomène. En premier lieu, la haute conjoncture appelait presque forcément le salaire à la tâche, qui n'était pratiquement pas applicable tout de suite après la guerre, à cause de la pénurie de matières premières. Au fur et à mesure que l'industrie était mieux approvisionnée, il devenait plus facile de déterminer le salaire en fonction du travail effectif.

En second lieu, la main-d'œuvre qualifiée s'est énormément raréfiée; par conséquent, il fallait mieux la rémunérer.

A ce propos, je dirai un mot des primes de rendement dont les syndicats comme les employeurs ont admis le bien-fondé, surtout depuis quelques années.

Les travailleurs y voient un moyen normal d'avoir leur part des fruits de la haute conjoncture.

Les employeurs y voient un moyen d'intéresser les travailleurs à la production qui augmentera d'autant.

C'est ainsi qu'ont vu le jour de nombreux et ingénieux systèmes de salaires.

On a cherché à faire dépendre le salaire à la fois de la production et de la productivité individuelle du travailleur.

Il y a tout lieu de suivre avec attention ce développement et de se demander s'il n'y a pas là pour les travailleurs un moyen de participer aux avantages qu'offre le marché commun.

On a déjà dit ici, à plusieurs reprises, que l'unification européenne n'est pas un but en soi.

Le marché commun est un concept économique vide de sens s'il n'en découle des avantages sociaux pour les peuples.

Nous en attendons tous une meilleure division du travail.

Nous en attendons une plus grande spécialisation de la production, et par conséquent une augmentation du volume de celle-ci.

S'il en est ainsi et si le marché commun est un facteur d'augmentation de la production, on doit pouvoir accorder aux travailleurs leur part des fruits du marché commun, en faisant dépendre leurs revenus de l'augmentation de la production.

A mon avis, c'est là une raison majeure d'étudier à fond le système liant les salaires à la production.

Voilà aussi la possibilité de réaliser les conséquences sociales du marché commun, à la faveur des avantages économiques qu'il procure.

Quelle est la conclusion à tirer de la documentation que la Haute Autorité a constituée au sujet des salaires? La première conclusion que je tirerai sera la suivante:

Une étude approfondie des régimes de rémunération et des tendances des salaires montre qu'une harmonisation s'est réalisée pour ainsi dire spontanément.

Bien entendu, il subsiste entre les pays de très nombreuses différences dans les régimes de rémunération et l'évolution des salaires, mais en général il faut bien constater que régimes et tendances se sont rapprochés depuis 1945.

Il est permis de se demander ce qu'il faut entendre par harmonisation des salaires. Il est admis une fois pour toutes — ainsi qu'il a été dit clairement en commission — que l'harmonisation n'est pas l'égalisation des salaires. Aucun des membres de la Commission n'a soutenu que le marché commun implique la parfaite égalisation des salaires.

L'harmonisation des salaires signifie bien plutôt que, reconnaissant l'existence de certaines différences, on supprime les différences inutiles et on limite les différences nécessaires au minimum indispensable. L'harmonisation n'est donc pas l'élimination de toutes les différences; elle élimine simplement des différences inutiles.

Dans tout régime de rémunération, on peut distinguer entre couverture des besoins vitaux du travailleur et compensation du travail effectif.

Si elle part du coût de la vie, la structure des salaires est fonction des besoins du travailleur; si elle part de la prestation, elle est fonction du travail effectif.

Les six pays auraient certainement tout avantage à s'entendre sur la façon de traduire cette double préoccupation dans les salaires. L'idéal serait que l'on applique partout les systèmes qui se sont révélés les meilleurs à l'usage. Point n'est besoin à cet effet de chercher à niveler les salaires; ce qu'il faut, c'est orienter dans le même sens les régimes de rémunération afin que les besoins et les prestations s'expriment de manière analogue dans les salaires.

Je sais fort bien que j'évoque là un idéal dont nous sommes encore très loin et qui ne peut être atteint que par une très lente progression.

Dans cet esprit il n'importe pas tellement de savoir qui, du Gouvernement ou des partenaires sociaux, détermine les salaires en dernière instance. Nous devons laisser la porte ouverte à certaines différences, liées aux conditions nationales.

La politique que je soutiens tend donc à éliminer les différences inutiles entre structures des salaires, sans atteindre à une uniformité rigide.

En commission, une thèse excessivement réservée a été avancée à l'endroit de l'harmonisation des salaires. Elle revient à dire que pour un marché intégré, l'harmonisation des salaires et des conditions sociales n'est pas nécessaire en elle-même. Il suffirait que les salaires et les charges sociales aient partout à peu près la même incidence sur les prix de revient. A part cela, chaque pays devrait être libre d'instaurer le régime qu'il juge le meilleur et de choisir la prévoyance sociale et les assurances sociales qui cadrent le mieux avec les intérêts nationaux.

Le seul souci qui nous resterait serait de conclure en faveur des travailleurs migrants des accords bilatéraux portant reconnaissance réciproque des droits sociaux, afin que ces travailleurs ne soient pas lésés.

Autant dire que notre rôle devrait être purement passif en matière d'harmonisation des salaires et des charges sociales. Une thèse pareille peut paraître pertinente à première vue, mais c'est à l'analyse que surgissent dans la pratique de grandes difficultés; je vous ai déjà parlé des difficultés dues au fait qu'un pays alloue des primes d'assiduité aux mineurs, alors qu'un autre pays n'en accorde pas.

La surenchère ne résout pas le problème, elle ne fait que déplacer les difficultés.

Combien de difficultés n'avons-nous pas eues parce que, dans l'industrie minière, de deux bassins voisins l'un avait un tarif individuel et l'autre, pour des raisons de sécurité, avait un tarif collectif? Il en résultait que les ouvriers se déplaçaient d'un bassin à l'autre pour gagner des salaires plus élevés. Ici non plus, on ne résout pas le problème de la pénurie de mineurs, on le déplace seulement: il est résolu dans un bassin, mais il est aggravé dans un autre. Là encore, on ne résoudra les difficultés que par une solution commune du problème des salaires des mineurs. Mais surtout, même si on reconnaît — et je suis tout prêt à le reconnaître — que l'harmonisation sociale n'est pas une condition nécessaire au fonctionnement d'un marché commun, mais que celui-ci peut s'établir sans que l'harmonisation sociale soit complètement réalisée, cela signifie-t-il que l'idéal d'un

marché commun serait que les différences de salaires et de systèmes d'assurances sociales soient aussi grandes que possible? Ne devons-nous pas essayer d'harmoniser les systèmes le plus possible et de ramener les différences au minimum? Dans le cas, par exemple, d'un marché national, l'idéal est-il que chaque province ou chaque département ait son propre réseau d'assurances sociales, sa législation sociale, son régime de rémunération? La réponse est évidente.

En s'efforçant de rapprocher organiquement les structures de salaires, il faut bien admettre que la Haute Autorité ou la Commission européenne ne peut jamais rien imposer en matière sociale ou ne le peut que très rarement. Elle ne peut jamais obliger à quoi que ce soit les partenaires sociaux. Dans ce domaine, les gouvernements et les partenaires sociaux restent tout à fait autonomes. Mais en tant que parties détentrices de droits autonomes, ils peuvent échanger leurs expériences de la politique salariale, les discuter entre eux, comparer leurs systèmes respectifs et voir les avantages que chacun peut tirer de la comparaison; ils peuvent enfin s'efforcer d'éliminer les différences superflues entre les salaires et les régimes de rémunération. Je ne vois là absolument aucune atteinte à l'autonomie des partenaires sociaux ou des gouvernements en matière de politique salariale. C'est à eux qu'appartient la décision finale.

A cet égard la Commission s'est divisée en grande majorité et en petite minorité. La minorité était d'avis que, si un organisme autonome accepte de discuter les salaires avec d'autres, il fait bon marché de son autonomie.

Ce sont des craintes que je ne puis partager en aucune façon. A mon avis, c'est là avoir peur de son ombre. On pourrait de la même façon soutenir qu'il vaut mieux pour un pays, un gouvernement autonome, ne pas prendre part à des pourparlers internationaux ou supranationaux, parce qu'il pourrait arriver que ce pays ne puisse plus défendre un point de vue qu'il aurait d'abord admis comme exact et conforme à ses intérêts, et soit obligé de se ranger à un autre point de vue.

Une autre objection a été présentée en commission. On a dit: le progrès économique doit avoir le pas sur le progrès social. Je préfère dire: le progrès social doit marcher du même pas que le progrès économique.

Au demeurant, les membres de la minorité peuvent être tranquilles. Dans mon rapport, j'ai fixé très clairement les limites que les circonstances actuelles imposent à l'harmonisation sociale; le progrès social ne saurait être considéré isolément.

Pour le travailleur, le salaire est un revenu, mais pour le producteur, c'est un élément du prix de revient. En tant que revenu, le salaire représente un pouvoir d'achat et en tant que pouvoir d'achat, il influence le niveau des prix et les importations. En tant que facteur du prix de revient, il influence les prix et les exportations.

Nous voyons donc que des revendications salariales démesurées peuvent déséquilibrer gravement la balance des paiements. Elles peuvent, dans un pays donné, forcer le volume des importations et comprimer celui des exportations, provoquant ainsi un chômage grave et étendu.

C'est là un phénomène qu'il faut prendre attentivement en considération à propos d'harmonisation sociale. D'un autre côté, des revendications salariales démesurées peuvent faire subir aux prix une hausse supérieure à celle des salaires et amorcer l'inflation. Dans ce cas, nous n'augmentons pas le bien-être, nous le diminuons. Nous devons donc regarder en premier lieu la balance des paiements et nous demander ce qu'elle est capable de supporter

En second lieu, nous avons à considérer l'équilibre monétaire et nous demander ce qu'il est possible de réaliser dans le domaine social sans compromettre cet équilibre. Voilà les limites de l'harmonisation sociale.

Mais à l'intérieur de ces limites, nous pouvons essayer de réaliser au mieux l'harmonisation sociale. Votre rapporteur a l'intime conviction que, dans les circonstances actuelles, l'effort est insuffisant. Une complète harmonisation sociale ne me paraît possible que si l'intégration monétaire est complètement réalisée, si la balance des paiements et la politique d'équilibre de cette balance sont communes aux six pays et unifiées pour l'ensemble de la Communauté, et enfin si le budget est commun.

En d'autres termes, une complète harmonisation sociale des salaires et des conditions de travail n'est possible que si l'intégration politique est complètement réalisée, elle aussi.

Votre rapporteur glorifiera le jour où il en sera ainsi, mais il pense que ce n'est pas une raison pour ne rien faire en attendant.

Dans les limites d'une intégration imparfaite, on peut s'attaquer à l'harmonisation.

En ce qui concerne les salaires, le rapport de la Haute Autorité fournit les matériaux.

Le problème de l'harmonisation des salaires déborde le secteur du charbon, du fer et de l'acier.

C'est notre dernière séance publique, mais votre Commission a estimé que l'Assemblée actuelle devait inviter la future Assemblée à diriger d'abord ses efforts vers une étude plus poussée de l'harmonisation des salaires, en s'informant auprès des employeurs, des travailleurs et des gouvernements, ainsi qu'auprès de la Commission européenne et de la Haute Autorité; la future Assemblée devrait ensuite demander à ses interlocuteurs ce qu'ils pensent de la discussion en commun de questions relatives aux salaires, aux régimes de rémunération, aux tendances des salaires et aux structures salariales.

C'est là une tâche importante. J'espère de tout cœur que dans la future Communauté nous pourrions encore échanger beaucoup d'idées à ce sujet, et que la nouvelle Assemblée sera disposée à aider de toutes ses forces à l'approfondissement de l'étude en question. On ne résout pas un problème en l'esquivant, mais en s'y attaquant.

(Applaudissements.)

M. le président. — Dans la discussion générale, la parole est à M. Mutter.

M. Mutter. — Monsieur le président, messieurs, c'est brièvement que je ferai connaître la position du groupe libéral. J'indique tout de suite à l'honorable rapporteur que ce n'est pas pour une raison de bon voisinage, mais que c'est au nom de mon groupe que je lui apporte à la fois nos félicitations et notre accord.

Je crois, en effet, que si M. Nederhorst fait montre de grandes qualités personnelles, il a aussi le sens des réalités. Dans son rapport, très habilement d'ailleurs, il ne s'est pas prononcé

sur des questions idéologiques ni sur des questions de système, lesquelles au demeurant sont, pour certains, de faux dilemmes.

Nous aurions pu, à l'occasion de ce rapport, discuter de dirigisme ou de libéralisme en matière de salaires ou revenir sur la question de la primauté du social sur l'économique. M. le rapporteur n'a pas tranché ce débat et je crois qu'il a eu raison, d'autant que l'Assemblée s'est déjà prononcée sur l'un de ces problèmes lors d'un précédent rapport. En ce domaine comme dans d'autres, ne revenons donc pas en arrière.

Le document qui nous est présenté est un «rapport intérimaire» — l'adjectif a ici toute son importance — qui porte sur l'évolution des salaires et la politique salariale dans les industries de la Communauté. Il ne s'agit donc pas de l'ensemble de la politique sociale, mais seulement de l'un de ses éléments. Je me limiterai à cet aspect comme l'a fait, je le répète, très habilement et en dehors de toute question doctrinale, M. le rapporteur.

M. Nederhorst aurait pu — je crois que certains membres de la Commission des affaires sociales avaient cette arrière-pensée — se borner à la première partie de son rapport, c'est-à-dire à exposer de façon plus explicite que ne l'avait peut-être fait la Haute Autorité, les résultats pratiques obtenus en matière de salaires. Cette méthode n'aurait soulevé aucune critique; le rapporteur se serait contenté d'exposer la situation de chacun des six pays de la Communauté en ce domaine; il aurait constaté des divergences importantes et de perpétuels changements, selon la situation économique des pays; il aurait établi un rapport objectif, que l'Assemblée n'aurait guère discuté, se bornant à modifier quelques chiffres, peut-être même la place de quelques virgules.

Le problème, messieurs, se pose devant vous comme il s'est posé devant les membres de la Commission, de savoir s'il ne convenait pas de tirer certaines conclusions de cette étude.

Deux questions se trouvaient soulevées devant la Commission des affaires sociales comme devant son rapporteur: L'harmonisation des salaires doit-elle être recherchée? Dans quelles conditions pratiques peut-il être procédé à cette recherche?

Ces deux questions, je le répète, se posaient, car certains membres de la Commission — ils

interviendront peut-être tout à l'heure, bien qu'ils aient établi une note en annexe au rapport — considéraient plutôt qu'elles ne devaient pas être examinées.

Européen convaincu, membre depuis longtemps des Assemblées européennes, j'avoue que le fait de voir, à la fin de la période transitoire et à la naissance d'autres communautés, oser poser de telles questions m'a stupéfait. Mais puisqu'elles sont posées, il convient d'y répondre.

Première question: L'harmonisation des salaires doit-elle être recherchée?

Monsieur le président, messieurs, il me paraît d'une évidence parfaite que la politique des salaires ne peut être dissociée de la politique sociale et de la politique économique.

Elle ne peut être dissociée de la politique sociale: l'article 3 du Traité est formel à ce sujet. Nos collègues le connaissent bien: un des buts de la Communauté est de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre.

Le fait de penser que le salaire n'est pas un élément du niveau de vie me paraît faire l'objet d'une discussion qui ne devrait pas se poursuivre dans cette enceinte.

Par ailleurs, un des buts de la C.E.C.A. et de la Communauté Economique de demain sera d'assurer une libre circulation, en particulier de la main-d'œuvre. Comment y parvenir dans le cadre de nos six pays sans assurer à celle-ci, dans chacun de ces pays, les mêmes droits sociaux dont elle jouit dans son pays d'origine?

Comme nous l'avons constaté cet après-midi même, lors de la discussion du premier rapport, certains de nos collègues soutiendront que, dans ce domaine des salaires, les gouvernements nationaux sont maîtres. Il faut reconnaître que le Traité de la C.E.C.A., tout comme en matière de concentrations, contient à cet égard des articles qui paraissent quelque peu en contredire d'autres ou en restreindre la portée.

Que dispose l'article 68 dans son paragraphe 1?

«Les modes de fixation des salaires et des prestations sociales en usage dans les différents Etats membres ne sont pas affectés, en ce qui concerne les industries du charbon et de l'acier, par l'application du présent Traité, sous réserve des dispositions suivantes.»

Je vois sourire l'honorable président actuel de la Haute Autorité qui, lors de la discussion d'un rapport précédent, m'avait rappelé pertinemment, à maintes reprises, les dispositions de cet article 68, alors que j'essayais peut-être de le tourner quelque peu et de prendre une position plus avancée que la sienne.

Je sais que l'article 68 paraît restreindre la portée de l'article 63 et que, sur ce point, il faut concilier l'obligation de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail, dont le salaire est un élément important, avec le droit reconnu aux Etats par l'article 68.

Concilier, en bon français, signifie harmoniser. Harmoniser, c'est essayer de concilier le paragraphe e de l'article 3 avec le paragraphe 1 de l'article 68. C'est ce que M. Nederhorst a tenté de faire dans son rapport.

Le plan économique, à mon avis, n'exige pas de discussion. Il est certain, en effet, que la politique salariale ne peut être dissociée de la politique économique et que le salaire est bien un élément du prix de revient.

Vous permettrez cependant à un libéral de dire que, dans certains pays, notamment dans une grande démocratie libérale, la politique des hauts salaires n'a pas empêché la concurrence de s'exercer. Le salaire est sans doute un élément du prix de revient, mais certains pays pratiquent une politique de hauts salaires tout en permettant le jeu de la concurrence.

Cette réserve devait être indiquée, ou tout au moins cet exemple donné. C'est peut-être là un des bienfaits du libéralisme que nous pouvons constater en passant.

La deuxième question qui se posait et qu'a résolue le rapport, est celle de savoir quelles peuvent être les conditions pratiques de l'harmonisation.

Sur ce point aussi, avec une délicatesse extrême qui lui permet d'oublier à la fois sa personnalité et ses tendances politiques, M. le rap-

porteur a montré une prudence qui m'a quelque peu surpris. Il a formulé, en effet, trois réserves.

Il a reconnu, en premier lieu, comme une certitude, comme une garantie, le droit propre des Etats en matière de salaires, afin d'apaiser l'opposition marquée par la minorité de la commission. Je l'entendais même dire que le dernier mot en cette affaire — je crois qu'à ce moment-là le néerlandais réapparaissait — devrait tout de même appartenir aux gouvernements. C'est là une première restriction.

En second lieu, il a indiqué, dans son rapport, qu'il existait une différence énorme entre l'harmonisation nécessaire, et qui doit être progressive, et l'égalisation. Ces deux termes diffèrent, en effet, profondément tant en théorie qu'en pratique.

Enfin, M. le rapporteur écarte, pour réaliser cette harmonisation, toutes les mesures autoritaires.

Ainsi, trois réserves sont imposées avant que soient fixées les conditions pratiques de la recherche de l'harmonisation.

Dans des conclusions limitées, prudentes, qui ont cependant entraîné un vote défavorable de certains membres de la Commission des affaires sociales, que nous propose aujourd'hui — avec raison d'ailleurs — M. le rapporteur?

Il nous propose d'abord des conférences entre partenaires sociaux assistés de représentants des gouvernements. Un de nos collègues interviendra peut-être sur ce point. Personnellement, j'estime qu'il n'est pas mauvais que partenaires sociaux et représentants des gouvernements participent à ces conférences, qu'ils y confrontent leurs conceptions et y échangent leurs expériences.

M. le rapporteur nous propose ensuite de rechercher des normes communes, en matière non seulement de salaires, mais aussi de relation des salaires avec le coût de la vie, la productivité, le revenu national. Il s'agit, par conséquent, de recherches sur un plan assez général, de conférences, de relations, d'échanges, de renseignements et non de recherches sur le plan autoritaire. Nous sommes donc loin d'une intervention de la Haute Autorité dans le domaine des salaires et dans celui de la politique sociale.

M. le rapporteur nous propose, enfin, une politique monétaire commune. C'est d'ailleurs le point de son rapport qui me semble le plus important. M. Nederhorst a bien compris qu'en matière de salaires une question monétaire se posait et qu'en fait ce n'est pas l'harmonisation du salaire nominal qu'il faut rechercher, mais l'harmonisation du salaire réel, c'est-à-dire du pouvoir d'achat pour tous les travailleurs de nos six pays.

Je n'ai pas manqué de noter et d'essayer de prendre pour mon propre pays le signal que lançait M. le rapporteur en invoquant les dangers d'inflation et de déséquilibre de la balance des paiements. De tels dangers faussent la politique des salaires en diminuant le pouvoir d'achat réel.

Telles sont, monsieur le président, messieurs, les quelques observations que je voulais présenter au nom du groupe libéral. En conclusion, j'insisterai sur deux points du rapport qui retiennent particulièrement notre attention.

En premier lieu, le problème des salaires ne saurait être isolé de certains autres facteurs de la vie économique et de la vie sociale, il ne peut pas être isolé de l'ensemble de ses éléments constitutifs, il ne peut pas être isolé non plus de l'ensemble des industries de la Communauté. Pour cette raison, le rapport en discussion, intitulé rapport intérimaire, servira, je pense, de base de travail à la Commission des affaires sociales de la Communauté Economique.

Enfin, voici ma dernière observation à laquelle j'attache quelque importance en tant que libéral et aussi à titre personnel.

Les propositions de M. Nederhorst tendant à la recherche d'une harmonisation nécessaire en matière salariale nous paraissent un minimum. J'allais dire un minimum très petit, mais on a trop tendance à renforcer par un adjectif un mot qui se suffit à lui-même.

Vraiment, faire de telles propositions à la veille de la naissance d'une autre communauté, nous paraît, je le répète, un point sur lequel l'accord devrait être unanime. L'organisation de conférences, l'établissement de normes de salaires, la recherche d'une politique monétaire commune nous paraît le minimum qu'on puisse accepter.

La Communauté Economique Européenne qui vient d'être créée et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qui sort maintenant des limbes de la période transitoire, ne devront pas oublier qu'il ne s'agit pas de traités d'alliance ni de traités d'association, mais qu'il s'agit de véritables traités de communauté et que le mot «communauté» indique bien une foi et une volonté communes à tous les partenaires.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Margue.

M. Margue. — Monsieur le président, messieurs, ce qui m'a engagé à demander la parole, c'est un passage de la première partie du rapport de la Commission des affaires sociales relatif à la situation au Luxembourg.

Au cours des discussions au sein de la commission, les représentants luxembourgeois — M. Fohrmann, M. Schaus et moi-même — ont eu l'occasion d'attirer l'attention de celle-ci et de M. le rapporteur sur certains passages de l'avant-projet qui ne nous paraissaient pas correspondre complètement à la situation réelle. Nous avons aujourd'hui la satisfaction de constater qu'il a été tenu compte de la plupart de nos observations. Certains passages ont été rectifiés, d'autres complétés ou supprimés. Ainsi, la présentation générale est plus acceptable, sauf sur un point.

A la page 14 du texte français figurent, en effet, les deux derniers alinéas du paragraphe 14 concernant le Luxembourg. C'est le premier de ces deux alinéas qui nous préoccupe. Il est ainsi rédigé:

«Au Luxembourg, si une augmentation d'au moins 5 points est nécessaire pour entraver les salaires en hausse...» — il y a une faute d'impression et l'on devrait lire: «pour entraîner la hausse des salaires» — «...les salaires peuvent être réduits en cas de baisse des prix de 2,5 points. La baisse est donc plus rapidement répercutée que la hausse.»

Cette affirmation ne nous paraît pas correspondre à la réalité et nous estimons nécessaire de réagir à ce sujet.

La situation réelle est celle-ci: Une loi régit l'application du nombre-indice aux traitements

et aux salaires des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, des fonctionnaires et ouvriers des communes, donc au secteur public. Le secteur privé n'est régi par aucune loi. Il existe simplement des contrats collectifs, des conventions collectives entre partenaires sociaux qui, évidemment, s'inspirent des réglementations en vigueur dans le secteur public et qui prévoient également une application du nombre-indice au mouvement des salaires.

Mais ce qui doit être retenu et ce que nous tenons à marquer, c'est que nulle part et jamais il n'y a eu de différence entre les mouvements vers le haut et vers le bas. La variation prévue est de 5 points calculés sur le nombre-indice de 1948 qui a été évalué à 100. Il a été question une fois, en 1950 si mes souvenirs sont exacts, de modifier ce chiffre et de le remplacer par une variation de 2,5 points.

Seulement là aussi on n'a jamais voulu faire de différence entre les mouvements vers le haut et vers le bas. Cette idée a, d'ailleurs, été abandonnée assez rapidement et l'on en est revenu aux tranches normales de cinq points dans les deux sens. Nous tenons à maintenir cette règle, et je ne vois pas très bien, ni les députés luxembourgeois à propos d'une loi, ni les syndicats luxembourgeois dans une convention collective, accepter cette différence que je viens de relever.

M. Mutter vient de souligner qu'il s'agit ici d'un rapport intérimaire. Je souhaite que, dans le rapport définitif qui sera établi, on tienne compte de cette rectification.

Et puisque j'ai la parole, monsieur le président, je voudrais encore, si vous le permettez, ajouter quelques mots.

Je tiens à faire observer que je ne parle pas au nom de mon groupe, que je ne suis nanti d'aucun mandat officiel et que je parle essentiellement en mon nom personnel.

On parle d'harmoniser les salaires, et je veux me limiter à cet aspect de la matière sociale que je considère, avec M. Mutter, comme le plus important de tous les éléments qui peuvent jouer un rôle dans l'affaire. Harmoniser, M. Nederhorst a dit tout à l'heure que cela ne signifiait pas uniformiser. A cet égard, on peut citer un point historique, celui de l'expérience de Benelux où il existe des différences notables entre les salaires et les conditions sociales, pour

en conclure qu'il n'est pas nécessaire de réaliser l'uniformisation pour harmoniser ensuite dans une intégration économique. Mais je voudrais dire que si tel est le cas, et je reconnais qu'il en est ainsi, ce n'est pas une raison pour ne rien faire. L'harmonisation, ou plutôt le rapprochement, puisqu'aujourd'hui le mot est du bon français, des salaires et des autres conditions sociales a été, dès le début, un des buts que se proposaient les négociateurs du Traité de la C.E.C.A. Il est vrai que plus tard, dans le texte définitif, on a abandonné un peu cette position première. Mais cette opération est tout de même désirable et je ne vois pas pourquoi on s'opposerait à toute tentative en vue d'aboutir à ce résultat. Que ce soit sous forme de centres d'études ou d'enquêtes, tout ce qui peut conduire à un résultat me paraît acceptable et désirable. Que cela soit fait avec ou sans l'intervention des gouvernements, ce n'est peut-être pas de toute première importance. Les gouvernements ont néanmoins une raison d'exister et il ne faut pas les éliminer complètement de tout ce qui se fait dans le secteur public. D'un autre côté, je reconnais que les gouvernements auraient une mission assez importante à remplir dans cet essai d'harmonisation sociale.

Si l'article 3 du Traité préconise l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, je me permets de rappeler qu'il y a aussi un article 2, qui prévoit simplement l'amélioration générale du niveau de vie. Je crois que par là il faut sous-entendre ceux qui ne sont ni patron, ni ouvrier, mais qui sont, si je puis dire, le troisième homme, c'est-à-dire le consommateur. Il me semble qu'il entre dans le rôle des gouvernements de se préoccuper aussi des intérêts des consommateurs. Il ne faudrait pas qu'une augmentation quelconque du revenu national soit discutée uniquement entre patrons et ouvriers. Il faut que le troisième homme bénéficie également de cette amélioration générale.

A mon sens, c'est là que je vois le rôle à jouer, en particulier, par les gouvernements.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Hazenbosch.

M. Hazenbosch. — (N) Monsieur le président, M. Nederhorst a commencé par féliciter la Haute Autorité de son rapport sur les caractéristiques de la politique salariale dans les

divers pays de la Communauté jusqu'à la fin de 1956.

La Haute Autorité mérite bien ces éloges, mais je crois que notre collègue en mérite aussi, car c'est lui qui a fouillé toute cette documentation et il a réussi à nous présenter un brillant résumé des points essentiels de l'étude de la Haute Autorité. Nous n'en attendions d'ailleurs pas moins de lui.

A la Commission des affaires sociales, j'ai approuvé la tendance générale du rapport de M. Nederhorst tout en faisant certaines réserves. Je pourrai donc limiter mon intervention aux quelques points au sujet desquels j'ai formulé des réserves en commission dès avant le débat.

Je ferai tout d'abord une remarque de portée générale sur la première partie du rapport, la partie analytique et descriptive.

Aussi longtemps que cette partie du rapport s'attache à l'analyse et à la description des faits, je n'ai aucune raison d'ouvrir une polémique avec M. Nederhorst. Mais le rapporteur ne s'est pas contenté de dépeindre la situation; il a parfois apprécié les faits, il les a interprétés, et je ne puis m'empêcher de joindre mes commentaires à ses appréciations et à son interprétation. Je songe surtout à ce que le rapporteur dit de «la politique salariale libre ou dirigée», comme il l'a lui-même appelée.

J'ai l'impression que dans la partie descriptive de son rapport, M. Nederhorst s'est efforcé de minimiser la différence entre le régime de formation et le régime de fixation des salaires, émaissant par là singulièrement les griefs que l'on oppose à une politique salariale centralisée et dirigée par les pouvoirs publics, telle que nous la connaissons malheureusement aux Pays-Bas.

J'ai dit que le rapporteur avait minimisé cette différence. Voici, en effet, ce qu'il a écrit au paragraphe 4 de son rapport: «L'opposition entre la politique salariale libre et la politique salariale dirigée semble être moins rigoureuse qu'il ne paraît au premier abord. Même dans les pays qui sont retournés à la politique de la liberté, les pouvoirs publics ne se désintéressent pas entièrement de la question.»

J'aurai dans quelques semaines cinq ans de vie parlementaire. Or, en ces cinq ans de vie

parlementaire dans mon pays, où le parti de M. Nederhorst est très influent au gouvernement et a très certainement un mot à dire en matière de politique salariale, j'ai toujours été frappé d'entendre M. Nederhorst et les membres de son parti chercher à minimiser certaines choses et à les présenter sous un jour anodin. Je suis même très surpris qu'ils le fassent surtout quand il s'agit d'importantes questions de principe.

J'ai souvent l'impression que M. Nederhorst et son parti se battent alors les flancs pour expliquer qu'il faut surtout ne pas surestimer l'opposition des thèses en présence, ne rien exagérer et qu'au fond leurs solutions et leurs propositions ne s'inspirent guère ou pas du tout du socialisme.

Cela m'étonne toujours un peu parce que j'ai l'impression qu'aux yeux de ses adeptes, le socialisme semble être une doctrine assez nébuleuse. Ce résultat, M. Nederhorst et son parti ne le cherchent certainement pas.

La tendance à minimiser les choses se retrouve au paragraphe 4 du rapport, où M. Nederhorst nous explique qu'il n'y a pas tellement d'opposition entre politique de libre formation et politique de fixation des salaires puisque partout, même dans les pays de prétendue politique salariale libre, les pouvoirs publics interviennent toujours plus ou moins. Le critère de la politique salariale libre ou dirigée serait-il donc simplement le fait que les pouvoirs publics interviennent ici plus et là-bas moins?

Ce n'est pas ainsi que je vois les choses. La différence entre fixation et formation des salaires dépend non pas du degré d'intervention des pouvoirs publics, mais du mode de cette intervention.

La différence me paraît dès lors fondamentale entre la fixation du salaire et de tous ses éléments par le pouvoir central, comme aux Pays-Bas, et la simple fixation de salaires minima, comme en France.

C'est bien une question, non pas de degré, mais de mode d'intervention, comme je le disais.

Dans le premier cas, où l'évolution des salaires est régie tout entière et dans tous ses éléments par le pouvoir central, la politique salariale peut être qualifiée de dirigiste et elle porte

atteinte, par définition, à l'autonomie, à la liberté et aux responsabilités des organisations de la vie sociale, des organisations patronales et syndicales, de tous les employeurs et de tous les travailleurs.

Dans le second cas, où seuls sont fixés des salaires minima, il ne saurait être question de dirigisme. Les pouvoirs publics ne font que protéger les faibles.

Le premier système, que j'ai appelé d'rigiste, se caractérise par une usurpation, au profit de l'Etat, des droits du citoyen en matière de formation des salaires.

Le second système fait des pouvoirs publics le gardien de l'ordre public qui exige que les faibles soient protégés. A mon avis, c'est là précisément la mission à laquelle la Bible appelle les pouvoirs publics: être le gardien de l'ordre public, le défenseur des faibles, le protecteur de la veuve et de l'orphelin, par un sage équilibre entre l'autorité et la liberté.

Telle est bien la vocation des pouvoirs publics, même si l'on concède à M. Nederhorst qu'en laissant les pouvoirs publics fixer les salaires minima, on leur procure le moyen d'agir par là sur toute la pyramide des salaires.

La remarque du rapporteur est pertinente et je ne la contredirai pas; mais le droit d'arrêter la pyramide des salaires doit rester par principe aux mains des organisations patronales et syndicales.

Tout dirigisme des salaires, toute politique salariale dirigée par les pouvoirs publics porte atteinte à ce droit. Le dialogue des libres organisations patronales et ouvrières n'a plus de sens puisque l'un des partenaires sait d'avance ce que les pouvoirs publics approuveront ou rejeteront.

C'est certainement par euphémisme que M. Nederhorst écrit au paragraphe 3 de son rapport: «Ce n'est qu'aux Pays-Bas que les pouvoirs publics ont encore le dernier mot à dire en ce qui concerne la fixation des salaires.» En effet, sous un régime où la politique salariale est centralisée et dirigée par les pouvoirs publics, ceux-ci ont à dire non seulement le dernier, mais aussi le premier mot.

Si je commente ainsi les considérations de M. Nederhorst, ce n'est pas pour opposer à son esprit de conciliation et de synthèse mon propre esprit, un esprit qui se caractériserait par quelque intolérance dans cette question de principe: j'agis de la sorte parce que je crois qu'en dépit de toutes les divergences d'opinion, il nous importe à tous de nous exprimer clairement les uns en face des autres et de ne pas chercher — je ne veux pas dire par là que mon collègue ait eu cette intention — à nous faire prendre mutuellement des vessies pour des lanternes.

Au surplus, il ne s'agit pas d'une affaire purement théorique et plus ou moins philosophique: le problème plonge ses racines dans la réalité quotidienne.

J'ai déjà eu l'occasion de reprocher discrètement à M. Nederhorst d'utiliser de deux façons la notion de «justice sociale», selon qu'il s'en sert dans notre pays ou à l'étranger.

M. Nederhorst s'est constamment fait l'interprète, dans cette Assemblée, de l'idée que les travailleurs doivent, eux aussi, profiter des avantages de l'intégration. Il sait que sur ce terrain il me trouvera toujours à ses côtés; je pense, en effet, aussi que les travailleurs de notre Communauté doivent avoir leur part loyale et rovale des avantages de la Communauté. Mais les choses se passent quand, à l'instar de M. Nederhorst, on défend sur le plan national une politique salariale que le pouvoir central applique indistinctement aux salaires de toutes les industries, empêchant ainsi pratiquement les travailleurs des secteurs intégrés de recueillir les avantages de l'intégration.

Je viens de le dire, monsieur le président, c'est là un reproche bénin que j'ai adressé à M. Nederhorst en une autre occasion. Vous comprendrez sans doute que j'aie été particulièrement heureux de voir qu'il y a été sensible.

Au paragraphe 55 de son rapport, M. Nederhorst dit ceci: «Il faut donc se demander si le système des salaires en vigueur aux Pays-Bas permet de conférer une position privilégiée aux travailleurs de l'industrie charbonnière et sidérurgique.» Et à cette question, le rapporteur donne la réponse suivante: «Le principe de cette différenciation est en contradiction avec la politique salariale.» Disant cela, il fait allusion à la politique salariale des Pays-Bas.

M. Nederhorst s'est donc occupé du problème que je viens d'évoquer. En effet, dans la suite de ce paragraphe 55, il s'est donné la peine de trouver un moyen de résoudre la difficulté qu'il aperçoit à cet égard. Cette solution, il l'indique dans la suite de ce même paragraphe lorsqu'il fait remarquer que, bien qu'il ne soit pas possible, en matière de fixation des salaires, de séparer de l'ensemble de l'économie ce secteur intégré, il existe une liberté plus grande encore dans ce qu'on appelle les conditions secondaires de travail. Il montre ensuite que les avantages offerts aux travailleurs des secteurs intégrés doivent être recherchés plutôt sous la forme d'indemnités de consé. d'indemnités plus élevées en cas de maladie, de pensions, etc.

J'apprécie le fait que M. Nederhorst a cherché à surmonter les difficultés qu'il a rencontrées, mais j'attire son attention sur un point: sa solution implique que les travailleurs se voient privés de la possibilité de dire eux-mêmes quelle est la façon dont ils entendent profiter des avantages de l'intégration. Ce ne sont pas eux qui décident de la destination des fruits de l'intégration: non, c'est l'Etat, qui n'aura pas fait la sourde oreille aux conseils de M. Nederhorst, c'est l'Etat qui en décidera, de préférence en choisissant pour cet avantage la première des conditions de travail, c'est-à-dire le salaire.

A mes yeux, c'est là une politique de mise sous tutelle des travailleurs. J'hésiterais beaucoup à l'approuver, car, à mon sens, le travailleur a le droit fondamental de dire lui-même comment il entend utiliser le revenu qu'il perçoit en stricte justice.

Voilà le point sur lequel j'avais fait mes réserves en commission après avoir pris connaissance des idées de M. Nederhorst. J'en arrive maintenant à mon second point.

M. le rapporteur — et avec lui la Commission — a terminé son rapport en formulant une proposition sur l'examen ultérieur du problème de l'harmonisation. De ce que M. Nederhorst en a dit, ainsi que des déclarations de M. Mutter, il est apparu que la notion d'harmonisation sociale n'est pas simple. Elle n'est pas simple, parce que c'est une notion dont le contenu est vague.

Je suis d'accord avec M. Nederhorst pour dire que par harmonisation sociale on ne saurait

entendre une égalisation complète des conditions de travail. Je pense qu'il est impossible ou du moins très difficile de définir cette notion en la séparant du reste de la réalité sociale. Si nous voulons que l'harmonisation sociale ait un contenu réel, elle ne saurait vraiment se concevoir autrement qu'en rapport avec ce que j'appellerai, par souci de simplicité, l'harmonisation de la productivité; je suis certain que sur ce point M. Nederhorst sera de mon avis. Dès lors que l'on rompt ce lien, l'harmonisation ne sera plus qu'un nivellement par le bas, et nous n'en voulons évidemment pas. Ce que nous demandons, c'est une harmonisation dans le progrès, et c'est ce que j'ai en vue quand je parle du lien entre l'harmonisation et la productivité. Mais l'harmonisation dans le progrès suppose certaines conditions économiques, autrement on ne ferait que déclencher une inflation nuisible en tout état de cause aux intérêts des travailleurs, ne fût-ce que parce qu'elle mine la position de ceux-ci sur le marché de l'emploi.

Au paragraphe 68 de son rapport, M. Nederhorst expose trois conceptions qui se sont fait jour en commission à propos du lien entre l'évolution économique et l'évolution sociale.

Je tiens beaucoup à déclarer, monsieur le président, que je suis du nombre de ceux qui sont de la troisième opinion, c'est-à-dire de ceux qui refusent d'établir un ordre de priorité entre l'évolution économique et l'évolution sociale et qui affirment la nécessité de faire évoluer parallèlement les conditions sociales et les conditions économiques.

Pour moi, évolution économique et évolution sociale sont une seule et même chose. Développer le bien-être sans y associer une équitable répartition me paraît condamnable parce qu'à mes yeux la répartition équitable est un élément essentiel du bien-être même; et c'est pourquoi l'accroissement du bien-être et l'équitable répartition des richesses me semblent aussi inséparables l'un de l'autre que le sont la flamme et le feu.

Et il me paraît tout aussi condamnable de prétendre distribuer le bien-être sans que celui-ci ait été obtenu selon la seconde conception qui a été exprimée à la Commission: condamnable, parce que c'est se faire illusion que de croire que l'on puisse obtenir un progrès social en l'absence d'un progrès économique. Pour le voyageur dans le désert, rien n'est plus funeste que le mirage qui promet tout et ne donne rien.

Or, il est proposé dans le rapport que la Haute Autorité convoque une conférence de l'harmonisation sociale, une conférence dans laquelle on confronterait les différentes conceptions sur la politique salariale et on procéderait à un échange d'expériences. Je suis partisan de la convocation d'une conférence de cette sorte, car elle m'apparaît comme un centre de colloques à caractère consultatif et qui laisse intacte — je suis reconnaissant à M. Nederhorst d'avoir pareillement insisté sur ce point — l'autonomie nationale et la liberté des partenaires sociaux. Je crois cependant qu'il est utile de faire remarquer que, si la Haute Autorité est disposée à accueillir la proposition de la Commission et à convoquer pareille conférence, il faudra se mettre à l'œuvre avec la plus grande sagesse et avec beaucoup de circonspection.

En effet, nous avons voté naguère une proposition en vue de la constitution de commissions paritaires. J'étais un défenseur convaincu de cette idée, mais je suis bien obligé d'avouer que nous avons échoué. On peut le regretter certes, mais l'échec n'en est pas moins réel. Si je dis qu'il faut agir avec circonspection, c'est que nous n'avons vraiment pas besoin d'essayer un second échec.

Un mot, pour terminer, sur la composition de la conférence. L'auteur du rapport plaide en faveur d'une conférence tripartite: représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs.

Je me vois obligé de vous dire — et c'est là un point sur lequel, à la Commission, je me suis réservé ma libre opinion — que ma préférence va non pas à une conférence tripartite, mais une conférence bipartite, une conférence donc qui réunit uniquement des représentants d'employeurs et de travailleurs. Je fonde mon opinion sur deux considérations.

En premier lieu, monsieur le président, de quoi la conférence va-t-elle s'occuper? Elle discutera toute sorte de questions destinées à être réglées éventuellement par voie de conventions collectives nationales. Or, les conventions collectives nationales sont l'affaire des employeurs et des travailleurs; les gouvernements, si tant est qu'ils s'en occupent, n'interviennent tout de même qu'après coup.

En second lieu, je trouve un argument en faveur de la composition bipartite dans le fait

que la présence de représentants gouvernementaux implique un danger: ils pourraient exercer un effet frénateur et affaibliraient en tout état de cause le sentiment des responsabilités des organisations patronales et syndicales. Je m'en remets là à ce que M. Nederhorst a dit lui-même au paragraphe 6 de son rapport où, parlant de la politique salariale française, il fait remarquer qu'on a parfois l'impression que l'action des employeurs a été quelque peu limitée, ceux-ci désirant attendre la décision gouvernementale avant de prendre leur propre décision.

Il me semble que cela n'a vraiment rien de surprenant. Tant que travailleurs et employeurs ont chacun encore la possibilité de gagner à leurs vues les représentants gouvernementaux, il leur sera souvent très difficile, dans une négociation, de dire le fond de leur pensée.

Je crois qu'il y a là, pour la Haute Autorité comme pour nous, une raison de plaider la cause d'une conférence bipartite; en effet, s'il arrivait que tous deux, employeurs et travailleurs, aillent prendre le vent chez les représentants gouvernementaux, les responsabilités en ce qui concerne les questions qui nous occupent se trouveraient déplacées du tout au tout.

(Applaudissements.)

(M. Rip remplace M. Vanrullen au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. RIP

Vice-président

M. le président. — La parole est à M. Philipp.

M. Philipp. — (A) Monsieur le président, messieurs, je fais partie de la petite minorité qui n'a pas adopté le rapport de la Commission des affaires sociales et qui a présenté une note complémentaire. Celle-ci a été inspirée par le désir et le besoin d'attirer l'attention sur certains points que l'on ne doit en aucun cas négliger.

Je tiens tout particulièrement à déclarer que j'ai défendu dès le début l'idée qu'un relèvement du niveau de vie s'impose. C'est là une nécessité absolue et je ne voudrais pas laisser

subsister de doute à ce sujet. J'ai naturellement usé de toute mon énergie pour réclamer un relèvement du niveau de vie dans le cadre du progrès économique.

J'ai voulu faire cette déclaration préalable pour éviter tout malentendu.

A la réunion de la Commission des affaires sociales, j'ai été heureux de voir — et sur ce point je me suis trouvé d'accord avec M. Nederhorst — que nous allions discuter objectivement ces questions qui se prêtent si facilement à la controverse. Nos échanges de vues ont été très objectifs. J'ai déclaré à l'époque que, si j'étais d'un autre avis que M. Nederhorst, ce n'était pas en raison de certaines convictions politiques ou autres, mais que des motifs très précis d'ordre pratique m'interdisaient malheureusement d'approuver entièrement son rapport. Je répète qu'il s'agissait de motifs d'ordre pratique. Les opinions peuvent, bien entendu, varier sur la question de l'harmonisation, sur le point de départ et la voie à suivre; elles varient au gré des considérations de politique sociale ou économique et l'on doit respecter l'opinion de chacun. Je respecte celle de M. le rapporteur et je me suis réjoui lorsqu'il m'a dit qu'il était disposé à discuter un jour ces questions avec moi. L'heure, hélas, est déjà très avancée et je ne voudrais pas abuser de votre patience.

Nos opinions divergeaient donc déjà quant au point de départ. Je suis d'avis que, dans le cadre d'un relèvement du niveau de vie, l'harmonisation n'est pas nécessaire pour l'intégration économique. Je m'appuie sur divers économistes éminents, et je me trouve en très bonne compagnie: le professeur Röpke, M. Knolle, conseiller ministériel, M. Habeler, et d'autres encore, qui ont défendu clairement et scientifiquement la thèse que l'harmonisation n'est pas un élément de l'intégration économique.

On pourrait certes dire: Que les savants en pensent ce qu'ils voudront; cela ne nous intéresse pas dans le cas présent, car nous sommes des hommes politiques et nous voulons l'harmonisation. A cela je répondrai que, pour ce qui me concerne, je ne m'amuse pas à réclamer l'impossible.

M. Nederhorst a déclaré aujourd'hui qu'il faut éliminer toute différence inutile entre les salaires. J'ai été heureux de l'entendre faire cette remarque restrictive et je crois, monsieur Nederhorst, qu'entre-temps, nos manières de voir se

sont déjà harmonisées dans une large mesure. C'est un fait qu'on ne devrait pas négliger.

J'ai également mentionné la situation aux Etats-Unis, en Suisse et dans les pays du Benelux. Aux Etats-Unis, nous trouvons les plus grands écarts entre les niveaux des salaires et les plus grandes diversités régionales. Je me représente cette situation sous la forme d'une image. La répartition des zones salariales aux Etats-Unis, dans les diverses régions, m'apparaît comme une carte météorologique. Dans les différentes régions, on constate de grandes différences allant de 40, 60 et 70% jusqu'à 100%. Malgré cela, nul ne peut prétendre qu'aux Etats-Unis le niveau de vie n'ait pas raisonnablement évolué.

Il me semble que c'est une erreur que de croire qu'il faut mettre en vedette l'harmonisation et d'y voir l'élément capable d'assurer le relèvement du niveau de vie dans notre Communauté européenne.

Il est hors de doute que le niveau de vie doit être relevé; cette nécessité est à la base même de la Communauté européenne. En effet, il serait absurde de vouloir édifier l'Europe sans relever le niveau de vie des individus et de la population entière, autrement dit, sans atteindre la prospérité. Cela est si évident qu'il est inutile d'en parler. Mais selon le point de vue auquel on se place on peut choisir des voies différentes et celle que j'entrevois est en tout cas différente de celle de M. Nederhorst.

Il est une autre considération qui m'a paru importante. Lorsque nous discutons sur le plan supranational ou quand la Haute Autorité entreprend des enquêtes avec le concours des gouvernements, j'estime que cela peut porter atteinte à l'autonomie des partenaires sociaux; or nous voulons — et tous les orateurs ont insisté sur ce point — que cette autonomie soit rigoureusement garantie.

On peut naturellement objecter qu'il ne s'agit que d'études, qu'on se borne à discuter et à négocier. Je répliquerai que toutes les discussions de ce genre finissent en queue de poisson et qu'elles n'aboutissent pas à l'adoption de directives. Je tiens à le dire sans ambages afin que nous ne nous fassions pas d'illusions. Nous voulons aller de l'avant et ne pas nous réunir seulement pour faire des discours condamnés à demeurer stériles.

Nous avons en mains la documentation de la Haute Autorité qui s'occupe de la situation dans les divers pays. Les partenaires sociaux pourront en tirer la moelle et s'efforcer d'obtenir dans leurs pays la réalisation de certains progrès par la voie des conventions collectives. Je peux vous dire que les syndicats allemands ont déjà saisi une telle occasion; invoquant la situation en France, ils ont réclamé à leur tour une indemnité de logement pour les mineurs et les parties aux conventions collectives ont fini par s'entendre sur ce point: l'indemnité de logement pour les mineurs a été introduite chez nous.

Monsieur Nederhorst, nous avons ainsi réalisé une harmonisation sans avoir tenu de conférence sur le plan supranational.

On a aussi déclaré ici que les salaires devraient évoluer de la même manière. A ce sujet, je peux vous dire que l'évolution des gains horaires bruts dans les charbonnages s'est poursuivie dans les différents pays d'une manière tout à fait «harmonieuse». Si vous représentez par 100 le gain horaire brut en 1953, vous constaterez, en le comparant avec celui de 1956, pour les houillères par exemple, que ce gain est monté à 129 en Allemagne, à 133 en Belgique, à 119 en France et à 127 aux Pays-Bas. Pour le moment, je ne donne pas de chiffres pour nos amis du Sud.

Il est donc permis de dire qu'en fait on peut constater d'ores et déjà une certaine uniformité dans l'évolution des salaires. Voilà qui est réjouissant. Je suis également d'avis que l'on devrait s'efforcer d'égaliser les salaires; je dis simplement que cet ajustement doit être réalisé par la voie d'évolution organique, compte tenu de toutes les conditions imposées par la situation géographique et le mode d'exploitation des industries, au moyen de négociations entre les partenaires sociaux compétents. Voilà comment je voudrais que l'on comprenne l'harmonisation.

J'ajoute que je parle en mon nom personnel et que je ne suis pas chargé de défendre par exemple le point de vue d'un groupe politique. Si j'ai tenu à poursuivre la discussion avec vous à cette heure tardive, c'est pour que vous ne me preniez pas pour un mauvais joueur qui, ayant une opinion divergente au sujet du rapport de M. Nederhorst, ne veut cependant pas s'en expliquer.

Permettez-moi de résumer encore une fois

ma pensée. Obéissant à ma tournure d'esprit porté vers l'objectivité et à mon désir sincère d'éviter tout ce qui pourrait avoir quelque répercussion fâcheuse sur notre monnaie, je dis qu'en cette matière il faut procéder avec la plus grande prudence possible. Je suis heureux que M. Nederhorst ait exprimé la même pensée dans son discours d'aujourd'hui, déclarant lui aussi que tel est le principe dominant dont nous devons nous inspirer.

Nos opinions à cet égard se sont probablement déjà rapprochées dans une large mesure et nous ne différons peut-être plus dans notre manière de voir que sur quelques points de méthode dont l'importance est mineure.

Dans cet ordre d'idées, on parle beaucoup du problème de la conférence. Je ne sais pas si la Haute Autorité — elle doit le savoir mieux que moi — entend poursuivre les conversations, si elle veut imposer la conférence ou si elle estime que le moment n'est pas encore venu de la réunir. Lorsque j'ai lu le rapport de M. Kreysig, je me suis demandé pourquoi on veut compléter précisément certain article du Traité en parlant de la convocation de commissions paritaires, puisque par ailleurs on est si sûr que la Haute Autorité a le pouvoir de le faire dès maintenant. Ceux qui songent à cette révision doivent manifestement estimer comme moi que sur la base du Traité on ne peut pas convoquer une conférence, sinon ils ne s'efforceraient probablement pas d'obtenir, par la voie de la révision du Traité, l'insertion d'une disposition additionnelle.

Si je m'entends sur tous ces points, c'est uniquement parce qu'ils jouent un certain rôle dans ces questions complexes. Il n'est pas si facile de se prononcer par oui ou non; avant de prendre position, il faut réfléchir mûrement.

D'autre part, il me sera permis de rappeler que la Haute Autorité assume un certain risque. Je n'exprime qu'une inquiétude. Imaginez que la Haute Autorité invite les partenaires aux conventions collectives et MM. les représentants des gouvernements à une réunion et que les invités présentent alors certaines propositions et contre-propositions, se livrent à des controverses et formulent des vœux quant à l'aménagement des conditions de travail. Est-il sage, messieurs, que nous imposions à notre institution supranationale de telles difficultés? Je me borne à poser la question, sans vouloir la trancher par oui ou par non. J'ai voulu vous montrer

ainsi que ce qui m'importe, c'est que tous ces problèmes soient examinés très objectivement. Je m'abstiens de formuler des vœux d'ordre personnel, politiques ou philosophiques.

Je reviens encore une fois sur la question des conférences. Nous avons déjà eu des échanges de vues à ce sujet avec M. Finet. Le 20 décembre 1954, le Comité Consultatif avait posé des questions.

Dans ces échanges de vues, nous sommes arrivés jusqu'à un certain point. Si, contrairement à mon avis, nous reprenons maintenant la question des conférences, il faudra examiner très sérieusement la délimitation des questions à traiter afin d'éviter toutes difficultés inutiles. Il ne s'agit pas seulement de choisir telle ou telle petite question; il s'agit, comme vous avez pu l'apprendre par le rapport de M. Nederhorst, de la question de l'égalisation des systèmes salariaux. Ce faisant, on mettra naturellement en cause certains principes, et il ne faut pas se le cacher. Il est une question difficile qui surgit toujours à nouveau: est-il bon, est-il juste qu'un pays ou un bassin abandonne son système des salaires et en adopte un autre?

Je ne vous entretiendrai pas plus longuement de cette question. Les conversations que j'ai eues avec M. Nederhorst, les débats de la Commission des affaires sociales ainsi que le discours prononcé aujourd'hui par M. Nederhorst m'ont permis de constater — et j'en suis fort heureux — que les points de vue se sont rapprochés sur toutes les questions.

Je puis vous dire — et je vous prie de m'en croire — que je serai le premier à me réjouir si nous réussissons, dans un effort commun, à édifier une Europe prospère, de façon que chacun puisse dire: la vie vaut la peine d'être vécue.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Gozard.

M. Gilles Gozard. — Monsieur le président, messieurs, je voudrais, tout d'abord, rendre hommage au travail excellent fait par le rapporteur, travail qui constitue, non seulement une analyse du document publié par la Haute Autorité traitant des principales tendances de la politique salariale dans les divers pays de la Communauté jusqu'à la fin de 1956, mais aussi, bien

qu'il ait le titre de rapport intérimaire, un fort intéressant commencement d'exploitation de ce document.

Je voudrais, en même temps, féliciter la Haute Autorité d'avoir pris l'initiative de publier ce document qui, ainsi que le précédent, constitue un travail excellent.

Sans doute, le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier n'a-t-il pas donné à la Haute Autorité compétence en matière salariale. Nul ne pense cependant, et cela a déjà été exprimé dans cette enceinte, que la Haute Autorité, pas plus que notre Assemblée, pouvait se désintéresser de ce problème. La détermination des salaires, et aussi, dans une large mesure, la structure des salaires, commandent le niveau de vie des travailleurs, qui doit être la préoccupation essentielle de la Communauté.

De même, le niveau de vie, et spécialement son élévation, sont-ils aussi fonction du coût de la vie dans la Communauté. Un abaissement de celui-ci, résultant d'un accroissement de la productivité répercuté dans les prix et entraînant une diminution de ceux-ci, conduit à une élévation certaine du niveau de vie de la masse de la population. Il serait même alors plus général qu'une élévation des salaires qui ne concerne qu'une catégorie particulière de salariés.

Une telle augmentation de salaires, spéciale à une profession, se répercute sans doute ensuite sur les autres et fait en quelque sorte tache d'huile. Mais le phénomène ne se développe qu'avec un certain retard, après un certain temps mort. Aussi, le problème de la répartition de la productivité entre prix et salaires semble se poser. Il n'a pas été abordé dans le rapport que nous examinons aujourd'hui, mais pour ma part, parlant en mon nom personnel, je pense que dans la suite des travaux qui seront sollicités dans la résolution qui sera adoptée par l'Assemblée, ce problème de la répartition de la productivité, conduisant à abaisser les prix de vente, devra être sérieusement examiné avec ses incidences sur les salaires. D'autant plus que ceci rejoint les préoccupations déjà exprimées en ce qui concerne le désir et même la volonté d'éviter certaines pressions inflationnistes qui peuvent se produire si l'on ne vise pas à une certaine harmonie dans les salaires.

Mais j'en reviens à l'objet immédiat du rapport. Celui-ci fait excellemment ressortir que

les salaires présentent des structures très différentes dans les six pays de la Communauté, si bien qu'au départ même, il existe des différences notables quant à la manière dont ils sont déterminés. Alors que certains pays connaissent toujours l'intervention des pouvoirs publics, qui d'ailleurs, il faut le souligner, était générale au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'autres sont revenus à un système ou à un principe de libre discussion, tandis qu'il en est d'autres qui se trouvent à un stade intermédiaire que l'on peut qualifier d'interventionnisme limité. Cependant, la tendance générale semble bien être celle d'un retour à un système de conventions collectives orienté vers un interventionnisme modéré des pouvoirs publics, destiné à protéger les salariés les moins favorisés.

Quant aux différences des structures de salaires d'un pays à un autre, elles résultent, d'une part, de ce que, fréquemment, à un salaire de base s'ajoutent des compléments de salaires dont la nature et le nombre varient d'un pays à l'autre et, d'autre part, de ce que, selon les pays, les salaires sont liés à des variables externes différentes.

C'est ainsi que l'on voit le salaire de base complété tantôt par des indemnités de vie chère, par des primes d'assiduité, tantôt par des primes à la production, par des primes de productivité ou par des salaires de supplément pour travail de fond, ou bien encore, sous une forme de salaires indirects, par des allocations familiales ou par des prestations de sécurité sociale.

Ces périmètres externes auxquels sont reliés les salaires d'une façon d'ailleurs plus ou moins rigide ou plus ou moins étroite ou large, sont eux-mêmes nombreux. C'est, suivant les pays: le coût de la vie, le volume de la production et là encore, avec toute une série de catégories. Ce peut être la production du service, la production de l'entreprise ou celle de l'industrie ou bien la production du travail individuel. C'est encore, comme périmètre, le développement de la productivité et parfois même le revenu national.

Souvent même — et cela a déjà été souligné et précisé dans le rapport de notre honorable rapporteur — ces différents éléments sont conjugués selon des formules ou des processus différents et parfois assez compliqués.

La situation se trouve rendue encore plus complexe par le jeu des différenciations régionales

des salaires auxquelles s'ajoutent celles qui existent entre les salaires de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, ainsi qu'entre les salaires féminins et les salaires masculins.

Des différenciations sont également faites entre les salariés selon leur âge. Des distinctions existent notamment, souvent à travail identique, entre les salaires des adultes et ceux des adolescents. Nous sommes ainsi placés devant une complexité qui rend souvent difficiles les comparaisons entre les salaires réels d'un pays à l'autre.

La situation est rendue plus complexe encore en raison du fait que, bien souvent, il n'existe pas de liens formels entre les salaires et tel ou tel facteur. Celui-ci n'intervient parfois que d'une manière incidente et plus ou moins indirecte en s'imbriquant avec plusieurs autres.

Il en résulte nécessairement des difficultés dans l'appréciation des coûts de revient et des disparités certaines aussi bien dans les charges salariales des entreprises d'un pays à l'autre que dans le niveau de vie réel des salariés d'un pays à un autre.

Cette situation ne manque pas d'avoir des répercussions sur la politique économique et dans le domaine de l'organisation des productions. Elle rend plus difficile l'élaboration et l'application de règles identiques pour des industries relevant de la Communauté dans les six pays. Elle est de nature à fausser ou tout au moins à compliquer singulièrement les décisions qui peuvent être édictées pour l'intégration des économies nationales au sein de la Communauté.

L'harmonisation des conditions de rémunération comme des conditions de travail dans les industries relevant de la Communauté apparaît ainsi comme des plus souhaitable, d'autant plus qu'elle doit se faire par le haut et qu'elle doit tendre à une élévation de vie des travailleurs qui est, vous le savez, un des buts de la Communauté.

Cette harmonisation sera plus nécessaire encore demain dans le cadre du Marché Commun où il ne sera pas seulement question d'un secteur particulier, fût-ce celui du charbon et de l'acier, mais de la totalité des productions des six pays.

Au surplus, les traités et les conventions conclus à Rome le 24 mars 1957 prévoient expressément la recherche et la réalisation de cette harmonisation des salaires et des charges salariales.

Ainsi, que nous le désirions ou non, nous devrions nous pencher sur le problème qu'a simplement posé aujourd'hui M. Nederhorst dans son excellent rapport.

Il serait, au surplus, parfaitement utopique de vouloir le considérer et le résoudre dans le cadre d'un seul secteur de la production. Sa solution doit, en effet, s'étendre à la structure des salaires dans tous les secteurs de la production et de l'économie des six pays de la Communauté.

La recherche de l'harmonisation des salaires pose d'ailleurs des questions délicates qui n'ont pu toutes être mises en évidence dans le rapport de notre honorable collègue, rapport qui n'a, on l'a déjà souligné, qu'un caractère intérimaire, mais qu'il nous faudra cependant considérer attentivement.

En effet, salaires, charges sociales, régime et conditions de travail forment, dans chaque pays, un tout complexe dont il serait dangereux de dissocier les éléments. Il faut non seulement comparer et harmoniser les salaires directs, mais également tenir compte des salaires indirects et aussi — c'est peut-être là un point qui n'a pas été souligné dans le rapport — des incidences de la fiscalité, qui varie d'un pays à l'autre. Un accroissement de salaires directs peut compenser de moindres prestations au titre de la sécurité sociale, et inversement.

De même, on peut séparer complètement les règles d'usage et conventions déterminant la durée du travail, les jours fériés, les congés payés. Les différences de régime sur ces points peuvent jouer en sens inverse et donner lieu à des compensations.

Une harmonisation parfaite devrait donc procéder d'une prise en considération de tous les éléments intervenant dans les conditions de travail et de rémunération. Si l'on procédait à des harmonisations trop partielles, on risquerait d'accroître certaines disparités tout en voulant les résoudre. C'est donc bien un travail d'ensemble qui doit être fait.

Il ne faudrait cependant pas renoncer pour autant à toute harmonisation partielle comme celle qui pourrait viser telle ou telle catégorie spéciale de travailleurs, et, par exemple, une harmonisation entre les salaires masculins et les salaires féminins. Celle-ci peut paraître secondaire dans la Communauté du Charbon et de l'Acier, la main-d'œuvre féminine y étant peu nombreuse, elle sera cependant importante, et même capitale, dans la Communauté Economique générale.

Un poste spécial devra viser, par exemple, la rémunération des heures supplémentaires. L'harmonisation globale appelle d'ailleurs des études comparées poste par poste. Des conditions d'harmonisation partielles peuvent en résulter, qui ne doivent pas être négligées dès l'instant qu'elles peuvent être recommandées ou réalisées.

En effet, ce n'est qu'en progressant d'une façon continue et constante que l'on pourra aboutir à cette harmonisation générale, qui est des plus souhaitable et qui me paraît d'ailleurs souhaitée par tous ceux qui ont pris la parole aujourd'hui dans cette enceinte puisqu'elle doit aboutir à l'élévation générale du niveau de vie des travailleurs. C'est d'elle également que résultera une meilleure structure de l'économie de la Communauté.

La nécessité s'en fera sentir bien plus fortement encore demain dans le cadre du Marché Commun général auquel, encore une fois, il nous est impossible de ne pas songer dès à présent puisque nous sommes embarqués dans son navire.

Nous ne pouvons donc que demander la poursuite des travaux qui sont à la base du rapport de notre excellent collègue.

Dans la conjoncture présente, il nous semble plus nécessaire que jamais que la Haute Autorité et l'Assemblée suivent l'évolution des salaires dans les industries relevant de la Communauté du Charbon et de l'Acier. En effet, et spécialement dans les houillères, vous savez que des stocks ont tendance à se former sur le carreau des mines. Certains pays de la Communauté connaissent déjà le problème de leur accumulation.

Une telle situation risque d'avoir des répercussions, non seulement sur la masse des salaires

distribués, étant donné la réduction des heures de travail qui en découle, mais peut-être sur les modalités de rémunération elles-mêmes.

Une vigilance particulière nous est donc commandée dès à présent. Le problème des salaires et de leurs structures comme la recherche de leur harmonisation requiert une attention soutenue. Il est nécessaire que nous cherchions à serrer chaque jour d'un peu plus près la matière et que nous nous efforçons de suivre l'évolution des salaires en vue de provoquer, dans les six pays, une harmonisation de leurs structures, qui ne pourra peut-être pas être totale, mais qui doit tendre vers une unification qui nous paraît nécessaire aussi bien du point de vue économique que du point de vue social et du point de vue humain.

(Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet. — Monsieur le président, je voudrais présenter une très brève observation.

Il n'est pas dans mes intentions de critiquer l'excellent rapport de M. Nederhorst ni le travail de notre Commission des affaires sociales; mais enfin, le point 70 de ce rapport me paraît essentiel.

Il y est indiqué, puisque ce document est, au fond, destiné à assurer la transmission de nos volontés à l'Assemblée future que «jusqu'à présent, la politique des salaires n'a pas été incluse dans les conversations relatives à l'harmonisation». Et M. Nederhorst poursuit: «Même si l'on admet que cette harmonisation n'est pas une condition préalable du fonctionnement du Marché Commun» — je rappelle que le Parlement français, en ce qui le concerne, avait considéré cette harmonisation comme une condition préalable — «il est néanmoins souhaitable que, dans un marché européen en fonctionnement, une politique d'harmonisation des conditions de travail, des systèmes de sécurité sociale et des salaires soit poursuivie».

Ces trois termes: conditions de travail, systèmes de sécurité sociale et salaires prouvent que ce rapport n'a pas seulement un caractère intérimaire, c'est-à-dire qu'il n'est pas uniquement destiné à une organisation future; il a

aussi un caractère très incomplet, et cela s'explique: on s'est limité au problème des salaires, mais il faut bien comprendre que l'harmonisation doit porter sur la charge globale que ceux-ci représentent. A cet égard, j'attache une très grande importance au paragraphe 77 du rapport, le seul qui envisage précisément les régimes d'assurances sociales.

On y rappelle très brièvement les efforts de la Haute Autorité pour mettre de l'ordre dans les régimes d'assurances sociales, mais on indique: «Pratiquement, tout est à faire en ce domaine et force nous est malheureusement de constater que les gouvernements des six pays, en modifiant leurs systèmes d'assurances sociales, n'ont tenu absolument aucun compte de ce qui existait dans les autres pays de la Communauté.»

Cette phrase me semble revêtir une importance particulière, car le problème est essentiel pour la réussite du futur marché commun.

Nous devons nous y intéresser d'autant plus que certains de nos collègues néerlandais ont soulevé tout à l'heure la question de savoir s'il convenait que les salaires soient fixés par l'Etat: politique salariale libre ou politique dirigée. Or, les systèmes d'assurances sociales, tout au moins en ce qui concerne cette partie très importante des salaires indirects, sont évidemment du ressort de l'Etat. Sur ce point, les querelles de doctrine n'ont plus lieu de s'exercer. C'est un domaine dans lequel nous pouvons intervenir avec efficacité, de même que la Haute Autorité et la Commission européenne, auprès des gouvernements.

En France, par exemple, le problème de la fixation du salaire minimum n'est pas le seul à se poser; les pouvoirs publics, c'est-à-dire le gouvernement et les assemblées, ont été essentiellement occupés ces dernières années par des problèmes touchant aux salaires indirects. C'est ainsi que nous avons discuté des plafonds de salaires pour les assurances sociales, du nouveau régime de l'assurance longue maladie et, tout récemment encore, du relèvement des prestations familiales. Le courrier de tous les parlementaires français est rempli de lettres émanant de mères de famille qui réclament une nouvelle augmentation de ces prestations. Le régime vieillesse est aussi un de ceux qui suscitent le plus de difficultés politiques et financières en France.

Bref, tous ces problèmes jouent dans la vie politique française et, j'en suis persuadé, dans la vie politique de la plupart des six pays, un rôle extrêmement important.

Il paraît essentiel que les travaux de la future Assemblée et de la Haute Autorité, en liaison avec la Commission européenne, soient consacrés en grande partie à ces questions.

C'est pourquoi je demande à la Haute Autorité, puisqu'elle sera l'élément permanent de notre Assemblée, puisqu'elle n'est pas vouée, elle, à la disparition, de se faire notre interprète auprès de la Commission européenne et auprès de la future Assemblée pour leur dire combien nous attachons de prix à ces problèmes de l'harmonisation de la charge globale des salaires, directs et indirects.

(Applaudissements.)

M. le président. — Il y a encore six orateurs inscrits dans la discussion du rapport de M. Nederhorst. Nous ne pouvons donc pas achever aujourd'hui cette discussion et je vous propose de la reprendre demain matin à 9 heures.

Il avait été prévu tout d'abord que la Commission des affaires sociales se réunirait demain à 9 heures, mais elle est d'accord pour reporter sa séance à vendredi matin, à 9 heures.

Je propose en conséquence de lever maintenant la séance et de reprendre nos travaux demain à 9 heures.

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi décidé.

8. — *Ordre du jour*

M. le président. — La prochaine séance aura lieu demain jeudi 27 février, avec l'ordre du jour suivant:

A 9 heures:

— Suite de la discussion du rapport intérimaire de M. Nederhorst, fait au nom de la Commission des affaires sociales, sur l'évolution des salaires et la politique salariale dans les industries de la Communauté (Doc. n° 19);

— présentation et discussion du rapport de M. Kreyssig, approuvé par le Comité des Présidents, fait au nom du Groupe de travail, sur la révision du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Doc. n° 17).

A 15 heures 30:

— Présentation et discussion du rapport de M. Wigny, fait au nom de la Commission des affaires politiques et des relations extérieures de la Communauté: l'Assemblée Parlementaire dans l'Europe des Six (Doc. n° 14);

— éventuellement, suite de la discussion du rapport de M. Kreyssig (Doc. n° 17).

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h. 25.)

